
S!lence
N°346
Mai
2007
4 €
6 FS
S!lence
Ecologie • Alternatives • Non-violence
Quelles relations Sud-Nord ?
OGM
Procès des faucheurs volontaires
Paix
Guerre et nouvelles technologies
Décroissance
Dissidence de la broussaille

Sommaire

Quelles relations Sud-Nord ?

Brèves

VU de l'intérieur...

Assemblée générale de Silence le 2 juin

La revue Silence est gérée par l'association du même nom. Cette dernière tiendra son assemblée générale au 9 rue Dumenge, le samedi 2 juin, à partir de 10h.
Au programme, le matin :
■ bilan d'activité, bilan moral, bilan financier.
Buffet partagé. L'après-midi :
■ présentation d'une nouvelle maquette pour l'automne 2007,
■ présentation du numéro spécial 25 ans à paraître en novembre 2007,
■ présentation d'une étude sur l'évolution du fonctionnement interne,
■ discussion sur l'évolution des tarifs de la revue,
■ discussion sur l'implication des bénévoles,
■ discussion sur les relations avec l'association les Ami-e-s de Silence,
■ élection du conseil d'administration
Fin de la réunion vers 18h.
La réunion est ouverte à tous les lecteurs et les lectrices, mais seuls les adhérent-e-s (une vingtaine : l'équipe active dans la réalisation de la revue) peuvent voter.

Venez nous voir le 24 mai !

■ Vous pouvez venir discuter avec nous lors des expéditions de la revue. Cela se passe **un jeudi de 17 h à 20 h** et c'est suivi par un repas pris ensemble où Silence paie une partie du repas (8 € par personne). Et naturellement, vous repartez avec le nouveau numéro qui vous est offert. Prochaines expéditions : **21 juin, 23 août, 20 septembre ...**

■ Vous pouvez également vous investir dans le comité de lecture de la revue où nous décidons des prochains dossiers, des articles que l'on passe, des réponses à apporter aux courriers...
Les prochains comités de lecture se tiendront **à 14 h** les **samedis 28 avril** (pour le numéro de juin), **26 mai** (pour le numéro d'été), **23 juin** (pour le numéro de septembre)
■ Vous pouvez nous proposer un article jusqu'au **mercredi 16 h**, avant le comité de lecture soit les mercredis **25 avril** (pour le numéro de juin), **23 mai** (pour le numéro d'été), **20 juin** (pour le numéro de septembre).
■ Enfin, pour les annonces qui passent en page brèves, vous avez jusqu'au **mercredi 12 h suivant** le comité de lecture pour nous faire parvenir vos informations.
■ Les infos contenues dans ce numéro ont été arrêtés au **4 avril 2007.**

Aider à la diffusion

Vous pouvez nous aider à mieux diffuser la revue et à toucher ainsi d'autres publics. Vous pouvez proposer *S!lence* à votre bibliothèque, au centre de documentation d'un lycée ou d'une université. Cet abonnement par des institutions publiques donne aux pauvres, aux chercheurs, aux étudiants, aux activistes locaux un accès facile et utile à "une voix différente", critique et optimiste que peut être *S!lence*. Adressez-vous aux établissements de votre commune. Eventuellement demandez-nous deux numéros de votre choix (celui de votre région s'il existe) pour vos futurs démarchages par téléphone le jeudi. Merci.

Gratuit en prison

Les prisonniers qui nous en font la demande peuvent recevoir gratuitement la revue.

Vous pouvez nous aider !

Nous aurions besoin de bénévoles pour tenir des stands :
■ les 5 et 6 mai, à Avignon, pour Naturavignon,
■ les 12 et 13 mai, à Trégunc (Finistère), pour la foire bio,
■ les 12 et 13 mai, à Jarnioux (Rhône), pour Sana Terra,
■ le 13 mai, à Langeac (Haute-Loire), pour la foire bio,
■ du 17 au 20 mai, à Le Blanc (Indre), pour Chapitre nature,
■ du 17 au 21 mai, à Colmar (Bas-Rhin), pour la foire éco-bio d'Alsace (ex Rouffach),
■ les 19 et 20 mai, à Nyons (Drôme), pour Naturellement,
■ le 20 mai, à Aspet (Haute-Garonne), pour la foire bio et terroir,
■ les 26 et 27 mai, à Hauteville-la-Guichard (Manche), pour la fête de la bio,
■ les 27 et 28 mai, à Gaillac (Tarn), pour Biocybèle,
■ le 3 juin, à Durban (Aude), pour la journée bio,
■ les 9 et 10 juin, à Murs-Érigné (Maine-et-Loire), pour la fête bio,
■ les 16 et 17 juin, à Aytré (Charente-Maritime), pour Prairial...

Contactez Dorothée le mardi ou laissez vos coordonnées les lundis, mercredis et jeudis au 04 78 39 55 33. Merci d'avance.

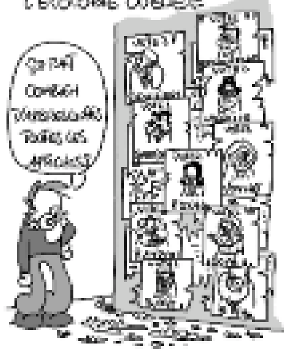
Bulletin d'abonnement page 55

LE MOIS DE LASSERPE











Sud / Nord : agir local, penser ... *glocal* ?

Si l'on comptabilise tous les pillages de ressources réalisés dans les pays du Sud par les pays du Nord, pillages organisés sans scrupules depuis des siècles par des pays dominants et colonisateurs, au nom de la "civilisation", on réalise que ce n'est pas le Sud qui a une dette envers le Nord, mais bien le Nord envers le Sud (1).

Comment donc (r)établir un *équilibre juste* (et non pas "juste un équilibre") dans les rapports entre le Sud et le Nord ?

Le commerce dit "équitable", s'il cherche à mieux rémunérer les producteurs du Sud, est très loin de l'être sur toute la chaîne de la distribution (transporteurs, caissières, etc.) (2). Dans la revue *S!lence*, nous avons souvent montré les limites de ces concepts de commerce et de tourisme qui s'autoproclament "équitable" (3).

Alors comment faire ?

Et si on laissait vivre la biodiversité des cultures vivrières au Sud, *plutôt que* d'entretenir des monocultures destinées aux petits déjeuners des riches du Nord (café d'Amérique latine, cacao d'Afrique, thé d'Inde...) (4) ?

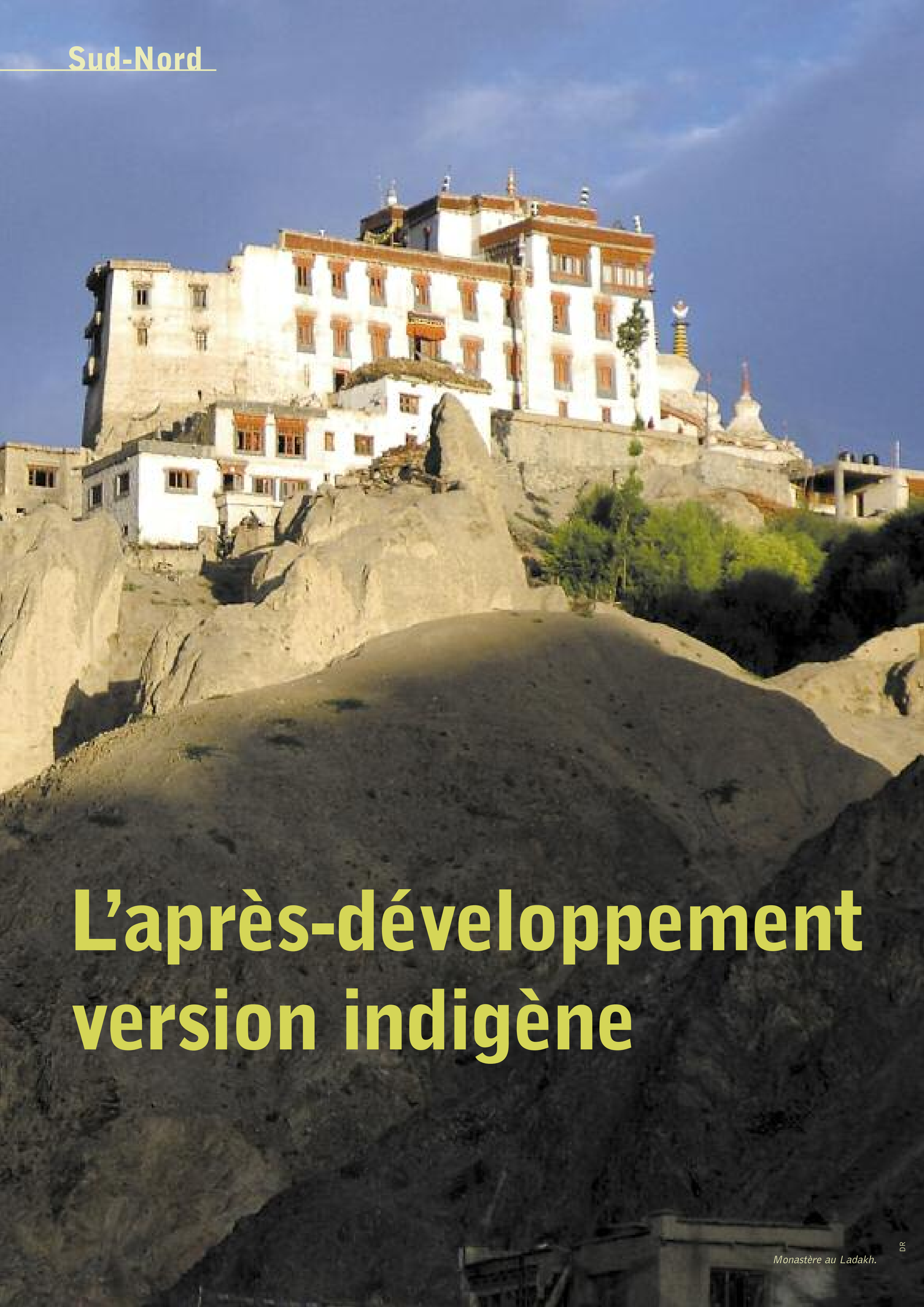
On serait ainsi invité du même coup à favoriser la production et la consommation de produits éco-locaux et de saison, au Nord, au lieu de manger des fraises ou des légumes qui roulent au gasoil et qui viennent de loin.

Les champs, la fraîcheur et le goût n'en seraient que meilleurs au Nord, et la vie au Sud elle-même serait sans doute plus vivable si l'on y mange (et si l'on y composte) ce que l'on produit localement.

Si l'on doit échanger quelque chose entre le Sud et le Nord, ce devrait plutôt être des savoir-faire (5) : on a beaucoup à s'apprendre réciproquement, et ces échanges-là sont riches de perspectives !

Esteban Montoya ■

(1) C'est notamment ce que Eduardo Galeano explique dans *Les veines ouvertes de l'Amérique latine, une contre-histoire*, éditions Pocket, collection Terre humaine, 2005.
(2) *Les coulisses du commerce équitable : mensonges et vérités sur un petit business qui monte*, de Christian Jacquiau, éditions Mille-et-une-nuits, 2006.
(3) Voir notamment "Dix objections au commerce équitable", *S!lence* n°303 et "Andines *:* construire des alternatives au commerce équitable", *S!lence* n°325, ou encore " Commerce équitable : pratique néo-coloniale ou extension de la mondialisation ?" *S!lence* n°341.
(4) Lire à ce sujet le livre *Commerce inéquitable* : le roman noir des matières premières, de Jean-Pierre Boris, éditions Hachette littératures/RFI, 2005.
(5) La revue *Les échos du COTA* (Collectif d'échanges pour des technologies appropriées, en Belgique) ouvre largement ses pages à ces riches expériences-là. Voir *www.cota.be*. On pourra aussi relire "La santé a besoin d'une révolution" d'Eric Ledru, *S!lence* n°341, décembre 2006.



L'après-développement version indigène

DR

Monastère au Ladakh.

Près de 6000 cultures non occidentales existent encore en ce début de millénaire, représentées parfois par quelques individus et parfois par plusieurs centaines de milliers. L'indigénisme est à la mode. De la Bolivie au Chiapas, en passant par le cinéma, ils sont de plus en plus nombreux à faire entendre leur voix.

Ce n'est pas qu'un effet de mode. C'est un effet d'enjeux. Les enjeux de l'accroissement des inégalités, ceux du dérèglement climatique et des tensions sur les ressources ou l'espace agricole et viable. Tous ces enjeux appellent des solutions, et certaines d'entre elles semblent se trouver à la source. A la source de ce qui lie l'homme à la Terre.

Dans la quête d'un après-développement, il semblerait donc que les peuples indigènes aient quelque chose à nous proposer. Le développement a été une quête de sociétés modernes, qui a été en orbite autour de quelques valeurs phares : le cartésianisme, la croissance, l'économie de marché, la technologie à échelle industrielle. L'après-développement se pose donc en rupture ou, du moins, en dépassement de ces valeurs. Dans ce cas, n'est-il pas évident que les peuples traditionnels offrent en effet quelque intéressante option ?

Il ne s'agit pourtant pas de dire que ces peuples présentent un idéal à tous les niveaux. Il s'agit ici, mais c'est déjà beaucoup, de s'inspirer de la manière dont l'homme s'intègre dans l'écosystème Terre.

Limiter notre pollution à ce que la nature peut absorber et nos consommations à ce qu'elle peut renouveler. La décroissance y aspire, les peuples indigènes le vivent.

La société en lien direct avec son écosystème

Au fil de l'histoire des civilisations, les ressources ont fait l'objet de toutes les attentions. Là où elles étaient facilement accessibles, s'installaient des populations qui devaient se battre pour garder leur place. Dans cette lutte pour la ressource, certaines sociétés ont été absorbées par les sociétés colonisatrices et d'autres se sont retranchées en des lieux moins convoités, où les ressources étaient moins abondantes. Les sociétés traditionnelles vivent aujourd'hui dans ces lieux hostiles ou, du moins, en des lieux où les ressources ne sont pas aussi facilement accessibles qu'ailleurs.

Citons des exemples : le Ladakh, région septentrionale de l'Inde himalayenne, semble inhabitable : l'aridité y côtoie l'altitude et les rares villages qui y ont pourtant élu domicile apparaissent comme une gageure. Ailleurs, les Bushmen du désert du Kalahari ou encore les Inuits de l'Arctique nous font l'effet de miraculés. Et pourtant, ils vivent bien en ces lieux.

Ce qui est troublant et à la fois admirable, dans ces peuples de l'extrême, c'est que leurs erreurs de comportements envers la nature sont directement sanctionnées par l'hostilité du milieu et la rareté des ressources. Leurs sociétés se donc sont organisées (règles, régulations) en relation avec leur milieu et en fonction de la ressource. Elles ont ainsi pu préserver un équilibre dans lequel elles se sont insérées et qui leur a permis de perdurer. Les hommes et les femmes qui vivent au Ladakh ont ainsi posé des contraintes sociales à leur développement, ce qui permet de préserver la fertilité des terres. Au moindre écart, c'est le village entier qui se trouve menacé.

Chez ceux qui vivent dans des sociétés de consommation, c'est-à-dire des sociétés où l'excès de consommation n'est pas sanctionné mais au contraire valorisé, l'équilibre avec l'écosystème est disloqué. Dans ces sociétés, le retour de bâton n'est pas direct quand elles épuisent l'écosystème. Car ce qui les caractérise, c'est l'absence de lien direct avec l'écosystème. Elles se nourrissent et recrachent dans la marmite du voisin (typiquement, les pays du Sud) et c'est celui-ci qui se récupère le coup de bâton quand les ressources locales arrivent à épuisement ou que la marmite (la terre) est polluée. Les sociétés de consommation changent alors simplement de marmite.

Le dérèglement climatique est une aberration exacerbée du système des sociétés modernes, dont les conséquences de comportement inadapté se ressentent en décalé. Car à quoi est dû ce dérèglement ? Sinon à la production en excès de gaz à effet de serre par rapport à ce que la Terre peut recycler ?

La Terre nous offre une marge de manœuvre dans la recherche de l'équilibre, un équilibre dynamique. Elle absorbe nos


DR

Marché au Ladakh (nord de l'Inde).

dépassements et compense nos manquements, dans une certaine mesure. A nous d'évaluer cette mesure et la manière dont nous pouvons y épanouir notre liberté. Est-ce en employant des ingénieurs en déchets et dépollution ? Est-ce en envoyant nos gaz à effet de serre dans les profondeurs des océans sans garantie qu'ils y restent ? Est-ce en puisant aveuglement dans les ressources jusqu'à ce que la marmite soit vide ?

Il faudrait se baser sur la même relation que celle qui anime les peuples traditionnels : pour évaluer nos ressources disponibles et notre impact polluant, il nous faut faire comme si l'on ne pouvait se nourrir que de notre territoire. Il faut établir une relation directe entre la société et son écosystème, c'est-à-dire le territoire sur lequel elle vit mais aussi la biosphère dans son entier. Et limiter notre pollution à ce que la nature peut absorber, nos consommations à ce qu'elle peut renouveler. La décroissance y aspire, les peuples indigènes le vivent. En ceci ils ont beaucoup à échanger dans une "nouvelle vision du développement" ou du "développement durable".

Et à ce titre, "développement" est un mot à éradiquer. Des peuples indigènes proposent "environnement et humanités durables", car ce n'est pas le développement qui doit être durable, mais l'humanité et l'environnement (1).

L'homme, élément d'équilibre

Les sociétés qui ont entretenu un lien privilégié avec un territoire, qu'on nomme indigènes ou traditionnelles, ont certainement plus que d'autres (collectivement parlant) compris le lien d'interdépendance qui les unit à la Terre.

Avant de penser une nouvelle forme de développement auprès des pays du Sud, il est essentiel de revenir à la compréhension de ces racines.

Si les peuples traditionnels ont essayé de modérer leur empreinte sur la Terre, ils ont aussi tenté de s'unir à elle, dans une relation où l'homme n'est plus "hors" de la nature, mais en fait partie.

Faire partie ? Qu'est-ce que cela peut signifier ? Prenons l'exemple des Achuar, chasseurs-cueilleurs d'Amazonie (2) qui ne font pas de distinction antinomique entre deux mondes opposés : le monde culturel de la société humaine et le monde naturel de la société animale, végétale et minérale. Pour eux, l'homme a un droit de vie au même titre que n'importe quelle autre entité dans l'univers. De ce droit découle un devoir, un devoir d'intégration.

Difficile de décrire à un Occidental ce que "en faire partie", "intégration" ou même "entrer en relation avec la nature" peut signifier, car l'Occidental est élevé dans la tradition cartésienne et rationnelle qui catégorise au maximum et qui, par ce biais, crée des frontières dans les concepts autant que dans les sentiments. Et qui a tendance à oublier qu'une molécule qui pénètre une cellule, c'est un échange d'informations. L'interdépendance est omniprésente sur Terre. Et l'échange permanent.

Dans la relation avec les peuples traditionnels, on ne peut d'ailleurs pas s'extraire de concepts spirituels, car ceux-ci sont fondateurs. Par exemple, écoutons ce décret, précurseur en la matière, proposé par le cinquième Dalaï-lama, réglementant la protection de l'environnement dès 1642 : " *L'environnement intérieur est la symbiose entre les esprits, la vie des hommes, et la nature qui les entoure*. "

Dans la mythologie touareg, l'homme noue un pacte sacré qui le lie à la terre par une promesse de sauvegarde réciproque en cas de non-respect de cet équilibre protecteur ; la sauvegarde est remplacée par la menace.


DR

Fête du dégel chez les peuples Inuit.

(1) *Peuples indigènes : Humanité et environnement durables* : un film sur identité, spiritualité, culture et droits des peuples autochtones, face au développement durable. Documentaire de 45 min, témoignage des propositions des peuples indigènes au Sommet mondial du développement durable, Johannesburg, 2002.

(2) Philippe Descola, *La nature domestique. Symbolisme et praxis dans l'écologie des Achuar*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 1986.

La recherche d'harmonie avec la nature n'est pas le simple désir de durer, cela va au-delà, car ce qui est en jeu n'est pas seulement l'existence individuelle sur Terre mais l'existence de leur société, de l'humanité, de la Vie et de l'Etre.

Là se trouve peut-être l'essentiel : rechercher l'équilibre et l'entretenir

Ainsi, tel un boomerang, la nature est perçue par les Aborigènes d'Australie comme une entité à rétroaction, toute blessure que vous lui infligez vous revient dessus tôt ou tard :

"Quand vous détruisez un site, vous créez une ride qui va tout sillonner dans le cosmos comme la jarre de billes. Cela détruit l'équilibre et ce déséquilibre entraîne le chaos, la maladie et la mort des gens et de la nature" (3).

Le *Rêve* des Aborigènes australiens, c'est ce qui relie toute chose, homme, animal, plante ou matière, au *Bugarrigarra* où il est né, où il retourne quand son corps s'éteint.

Quand une compagnie étrangère veut creuser une colline pour y chercher des diamants, les Aborigènes d'Australie ne s'y opposent pas en disant qu'il y a un risque d'érosion mais parce que cela va "briser la chaîne du rêve".

Cet équilibre écologique traverse tous les plans de la pensée indigène. Il ne doit pas être perçu comme statique : c'est un état dynamique fait d'échanges continuels au niveau de tous les éléments naturels.

"Vous ne pouvez aimer le gibier et détester les prédateurs ; vous ne pouvez protéger les eaux et détruire les montagnes ; vous ne pouvez entretenir la forêt et saboter la ferme" (4).

L'homme, fondamentalement, participe de cet équilibre. C'est sans doute le plus grand oubli de l'Occident. Et, tant que cet oubli ne sera pas retrouvé, l'échange Nord/Sud restera stérile et le développement ne pourra jamais se métamorphoser en "environnement et humanités durables".

Diversifier au lieu d'uniformiser

L'ère commerciale actuelle exploite sans merci les quelques produits qui, pour le moment, procurent un avantage financier. Elle dédaigne et détruit souvent le reste. Cette attitude conduit à une homogénéisation croissante, la rentabilité étant construite sur le mode de la réduction des coûts à grande échelle. D'où les chaînes de production industrielles, d'où la production agricole monospécifique intensive.

Le rapport à la production et aux besoins matériels procède d'une conception du monde différente chez les sociétés.

Le mode d'échange traditionnel, intrinsèquement adapté aux besoins et hostile au surplus, est une des clés de l'équilibre entre l'homme et la nature. Parce que ces peuples sont en premier lieu orientés vers l'autosuffisance et seulement en second lieu vers la production d'un surplus pour le commerce, leurs économies et leurs techniques traditionnelles sont appropriées à la préservation des ressources (5).

On a remarqué que la rareté de certaines ressources concentrées (et donc défendables) favorise l'émergence de compétition agressive entre les individus d'une société. De même que l'abondance de ressource limite les tensions, mais ne les empêche pas.

Seule la rareté de l'ensemble des ressources (ou la vision d'une rareté ou du caractère limité et précieux de la ressource) crée l'entraide.

C'est peut-être ce qui explique l'entraide si spectaculaire des peuples indigènes. Chez les Yanomamis d'Amazonie, comme dans de nombreuses autres sociétés traditionnelles, offrir est une vertu, posséder n'est pas une richesse. La manière de se répartir le butin exprime la solidarité qui lie les Indiens entre eux. Car le milieu de la forêt tropicale n'est pas si prodigue qu'il y paraît.

Chez les Bochimans, "chacun prend où il le trouve ce dont il a besoin, mais ne prend rien de plus. C'est à cette condition que la nature reconstitue le fond commun " (6).



Survaival

Bushman âgé (Kalahari, Afrique du Sud).

Ce qui sera sûrement difficile à apprécier par un homme moderne, c'est le revers de cette entraide, c'est-à-dire l'absence de valorisation de l'individu et sa soumission au bien-être de la communauté dans son ensemble. L'individu n'est rien, la communauté est tout. C'est peut-être ce qui explique l'absence de recherche de profit et l'incompatibilité majeure entre notre désir de croissance économique et leur absence de surproduction. Marshall Sahlins a montré que si ces sociétés ne rentabilisent pas leur économie, c'est parce que le profit ne les intéresse pas : " [Les indigènes de ces sociétés] s'enorgueillissent de leur aptitude à évaluer leurs besoins et à produire juste assez de taro pour les satisfaire" (7).

Les systèmes d'organisation de l'espace et de production sont souvent fondés sur des échanges complexes entre communautés qui permettent d'optimiser la satisfaction des besoins. Ils sont ainsi faits qu'ils permettent d'éviter la production de surplus et le gaspillage (entraide sociale, multiplicité des ressources).

Reichel Dolmatoff explique ainsi que les indiens Tukanos de Colombie ne se soucient guère de maximiser les gains à

(3) Wayne Barker, *Termites blancs et fourmis vertes*, Ethnies, 1999, vol 13 n°24-25, pp 195-211.
(4) Centre-Nord de la Californie : le peuple Wintu.
(5) Rapport *Nature Sauvage, Nature Sauvée*, PNUE. Concernant la création de surplus, on pourra se référer à l'ouvrage de George Bataille : *La part maudite*, qui évoque la destruction ostentatoire de ce surplus.
(6) Extrait de *Namibia, Africa's Harsh Paradise*, par A. Bannister et P. Johnson, interprété de l'anglais par Bob Dangerfield.
(7) Marshall Sahlins, *Age de pierre, âge d'abondance*, 1976, resp. p. 51 et p. 111.

court terme ni de se procurer plus de nourritures ou de matières premières qu'il n'est nécessaire. "En revanche, ils s'emploient continuellement à mieux connaître ce que le monde physique requiert de l'homme. Ce savoir, estiment-ils, est essentiel à la survie car l'homme doit se mettre en adéquation avec la nature pour participer à son tour et ajuster ses besoins à ce qu'elle lui offre" (8).

Les sociétés traditionnelles, dans leur production de biens, ont des priorités autrement différentes que la simple rentabilité immédiate, notamment la recherche d'une plus grande durabilité. L'exploitation intensive des sols est peut-être rentable à court terme mais elle épuise vite les sols et les rend dépendants d'un apport artificiel d'intrants.



DR

Femmes du Ladakh en costume traditionnel.

Epanouir les potentialités des territoires

Une multiple utilisation d'une même terre peut aider à minimiser la ponction sur le milieu. C'est une attitude que l'on retrouve chez beaucoup de peuples indigènes, qui combinent généralement multi-usages et multi-acteurs sur un même lieu. En Extrême-Orient, des systèmes de production associant l'agriculture et l'aquaculture obtiennent des rendements parfois remarquables. Ceci limite le besoin de surface agricole : de telles productions, comme les mares d'argile des paysans tonkinois, se font souvent sur des surfaces qu'on qualifierait de nos jours, vu l'aspect de nos exploitations, de lilliputiennes. L'intelligence de ce mode de production est d'intégrer plusieurs systèmes les uns aux autres : les excréments des lapins tombent dans une mare à poissons et à canards et la fertilisent ; l'eau s'écoule dans des rizières et des potagers dont les déchets agricoles nourrissent en retour les lapins, qui nourrissent les hommes (et les déchets des hommes retournent à la terre) ! Dans d'autres cas, deux rizières, tantôt remplies, tantôt vidées, font alterner riz et poisson, canard et fruits de mer, etc.

Il ne s'agit pas de dire qu'il faut remplacer les techniques modernes par des techniques traditionnelles, mais qu'il faut s'inspirer de leur attitude qui consiste à placer l'équilibre avec le milieu comme critère de choix.

Les sociétés traditionnelles misent sur la diversité et le multi-usage. Les paysans andins cultivent une partie de leurs terres en haute altitude, là où pourtant les rendements sont médiocres, ceci afin d'améliorer leur sécurité : en cas d'attaque parasitaire sur leurs champs de basse altitude, ils disposeront en effet toujours d'anciennes semences.

La polyculture favorise une microflore et une microfaune indispensables aux processus de décomposition et donc à la fertilité du sol, souvent amoindrie par les pratiques exclusives et intensives. Elle permet ainsi souvent d'éviter le recours aux apports artificiels (engrais, pesticides…). Cultivées ensembles, les plantes s'entraident : l'une fixe l'azote, une autre aère le sol avec ses racines, une autre procure une protection parasitaire et permet de mieux lutter contre la contamination des maladies. Sur les parcelles cultivées d'Amazonie, les plantations en polyculture où sont mélangées les plantes de hauteur différentes protègent le sol des effets destructeurs du climat, imitant les différentes strates arborescentes de la forêt. La complémentarité des espèces fait écho à la vision globale de l'écosystème comme un ensemble complémentaire, dont l'homme n'est pas exclu.

L'agroforesterie pratiquée en Asie du Sud représente l'une des pratiques les plus évidentes de gestion durable des forêts. Le paysan tropical n'a jamais, de lui-même, profondément séparé l'agriculture de la forêt ni la forêt de l'élevage. La grande diversité de ces systèmes réduit les risques de mauvaises récoltes. La stratégie consiste à planter dans les champs des espèces utiles (médecines, nourriture…) qui pousseront dans la forêt lors de la mise en jachère des terres. Le champ devient la forêt… et la forêt, le champ. L'homme modifie la forêt à son usage, tout en augmentant la biodiversité présente. Un système d'agriculture itinérante sur brûlis à Bornéo par exemple, favorise la régénération forestière tant que les temps de mise en jachère sont suffisants. Mais s'il y a réduction des terres par des pressions extérieures (exploitants forestiers par

(8) Gerardo Reichel-Dolmatoff, *The Kogi Indians and the Environment Impending Disaster*, The Ecologist, vol.13, n°1, janvier-février 1983.

exemple), le système peut devenir destructeur. On revient à cette notion indispensable d'équilibre dynamique.

Les sociétés traditionnelles font donc preuve de beaucoup d'art et de maîtrise dans la gestion des terres, et si cette façon de voir l'enchaînement de la matière et de l'organiser s'enrichissait des nouvelles connaissances de l'Occident, il y a de fortes raisons de croire qu'on assisterait à un réel progrès…

Penser local, penser dans la continuité

Ce qui différencie la société traditionnelle du monde moderne, c'est surtout le souci de transmission des savoirs, de génération en génération, le lien de continuité et le culte des ancêtres. Ce qui n'empêche pas l'innovation mais au contraire la favorise. Riches de l'expérience du passé et forts de la capacité d'adaptation aux variations et aux contraintes du milieu naturel, on crée une grande flexibilité.

L'habitude traditionnelle de recourir essentiellement aux ressources locales (40 km est une bonne distance) est peut-être né d'une contrainte. Mais elle peut renaître d'un choix pensé, comme le concept moderne de "biorégionalisme" le suggère. En pensant local, on réduit les "délocalisations" et les pollutions liées au transport.

De même, une société durable nécessiterait des technologies appropriées. D'après *The Appropriate Technology Sourcebook* (9), les technologies appropriées sont des technologies qui requièrent peu de capital, utilisent les matériaux disponibles localement, demandent peu de main-d'œuvre, sont accessibles aux groupes familiaux ou communautaires, peuvent être comprises, contrôlées et entretenues par des personnes locales sans haute formation spécifique, peuvent être réalisées dans des villages ou petits ateliers, peuvent être adaptées à différents lieux en différentes circonstances et sont utilisées sans dommage pour l'environnement.

Le respect de l'environnement est donc un critère d'une technique appropriée. Pour certains Indiens d'Amazonie, nous explique Jean-Patrick Costa, "la recherche d'équilibre explique pourquoi la tradition indienne est incapable de concevoir un développement technique qui se ferait au détriment du milieu naturel, ou même une action individuelle excluant la prise en compte d'éventuelles conséquences sur l'environnement" (10).

La recherche d'équilibre avec le milieu, que l'on retrouve dans les sociétés indiennes mais aussi dans beaucoup de sociétés traditionnelles, va ainsi jusqu'à orienter nettement leurs choix technologiques.

Quelle qu'en soit la réponse, il ne s'agit pas de dire qu'il faut remplacer les techniques modernes par des techniques traditionnelles, mais qu'il faut s'inspirer de cette attitude qui consiste à placer l'équilibre avec le milieu comme critère de choix pour le développement (si tant est qu'il soit voulu).

L'impossibilité et les limites philosophiques d'une hypothétique solution technique trouvent peut-être une issue dans l'intérêt à porter aux pratiques soucieuses du local des peuples traditionnels.

(9) Ken Darrow et Mike Saxenian, *The Appropriate Technology Sourcebook*, Village Earth, Consortium for Sustainable Village-Based Development, 1993.
(10) Jean-Patrick Costa, *L'homme-Nature ou l'alliance avec l'univers*, Sang de la Terre, coll. "La pensée écologique", Paris, 2000, p. 24.

De nouvelles valeurs

Si le colonialisme puis le libéralisme ont été vecteurs de l'utopie de la croissance, qu'est-ce qui sera vecteur de ce que certains appellent la décroissance ou simplicité volontaire, réclamée par les actuels enjeux planétaires ?

Les nouvelles valeurs doivent sûrement tourner autour des notions d'équilibre, de diversité et de complémentarité, dans la prise de conscience que nous dépendons de ce qui nous entoure tout comme nous sommes en constant échange avec cet environnement, humain ou non humain.

Le vecteur ne doit plus seulement se décliner du Nord vers le Sud sur la question de l'après-développement, mais du Sud vers le Nord également. C'est alors supposer que nous soyons aptes à écouter ce qui vient de là et à échanger. C'est supposer que notre système de pensée et de valeurs puisse évoluer.

C'est aussi supposer que nous soyons ouverts à ces nouvelles valeurs : "équilibre" contre "croissance", "diversité" contre "uniformité" de la mondialisation.

Sabine Rabourdin ■

Auteure de *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes*. Ed. Delachaux et Niestlé, 2005.


DR

Enfant Inuit au Canada.

Le rôle ambigu des ONG de développement

Les moyens, les discours et les procédés d'un certain nombre d'organisations non gouvernementales (ONG) de développement à l'égard des populations locales et des sociétés traditionnelles pourraient bien se révéler être autant d'obstacles à des relations Sud-Nord saines.

C'est le problème que pose cet article basé sur des constats et des entretiens réalisés lors de diverses missions (1), et sur certains points discutables d'un document de campagne rédigé par des ONG et qui fut encarté dans le n° 324 de *Silence*, que seuls les abonnés ont reçu en juillet 2005. Il était intitulé *Accès à l'eau, ces voix qu'on n'entend pas !*, mais sa possession n'est pas nécessaire pour suivre notre raisonnement (2).

Les ONG de développement et leurs "projets" : quelques constats amers

Plusieurs années après le retrait d'une ONG, ce qu'il reste des réalisations est souvent discutable. Populations villageoises inféodées à des systèmes techniques qui les dépassent, parfois accaparés par une minorité dominante ; disparition de dispositifs sociaux et de techniques traditionnelles qui réglaient la gestion des ressources…

Le désir d'occidentalisation des modes de vie lié aux effets de l'action des ONG et leurs projets est flagrant. Or, ces désirs ne peuvent être satisfaits, et d'autre part se révèlent être la source de nouveaux problèmes sans apporter de solutions, seulement un sentiment d'infériorité, d'incapacité, de manque et de frustration.

Pour se justifier, les ONG font souvent référence à des déclarations internationales. Pour le dépliant que nous analysons, il s'agit de certaines propositions du G8 effectuées lors de la Déclaration d'Evian (3). L'une d'entre elles demande d'*"introduire transparence et concertation dans les projets"*. Nous allons commencer par ce dernier point, la transparence.

Les dangers de la "transparence" pour les sociétés traditionnelles

Hormis la frugalité de beaucoup de sociétés traditionnelles, beaucoup de systèmes traditionnels de gestion des ressources y sont le fait de cercles restreint de personnes, recrutées sur des bases diverses et complexes de représentation de divers groupes sociaux, d'ancienneté, de compétence, de lignage, de sagesse reconnue… La complexité sociale locale fait que les ingénieurs et techniciens occidentaux les qualifient d'opaques et finissent par envoyer un sociologue ou un anthropologue pour *"éclaircir la situation aux yeux de tous"* ou *"redéfinir les nouvelles base d'un partenariat efficace"* et *"comprendre et lever les freins à l'adoption du dispositif"* (4).

Lorsque les sociétés locales vernaculaires deviennent transparentes à l'ONG, celle-ci peut alors enfoncer un coin dans leur cohésion, qui est seule garante de l'autonomie et la stabilité du groupe. Nombre de traditions vernaculaires (5) ont ainsi été soit fragilisées ou reléguées au rang d'activité folkloriques, voire touristiques, ou sont en passe de l'être.

Par cette fragmentation des dispositifs vernaculaires, les sociétés traditionnelles sont désarmées face, par exemple, aux entreprises qui, parfois à quelques mois près, suivent les ONG pour entreprendre leur travail de dépossession des moyens d'existence autonome.

La transparence relative des ONG

Les ONG reprochent aux bailleurs de fonds tels que la Banque mondiale que *"de nombreux projets sont élaborés dans*

(1) En Asie, Afrique de l'Ouest, du Nord et de l'Est, Océan indien et Caraïbe.
(2) Pour mémoire, ce petit dépliant bleu en trois volets se présentait comme un plaidoyer et un appel à pétition sur la problématique de la privatisation des services d'accès à l'eau potable dans les pays du Sud. On peut se le procurer par voie postale à *Les Amis de la Terre France, 2b, rue Jules-Ferry, 93100 Montreuil, Tél : 01 48 51 32 22* ou sur internet : *http://www.amisdelaterre.org/IMG/pdf/doc_camp_eau.pdf*
(3) A ne pas confondre avec les Accords du même nom. Le sommet d'Evian a eu lieu du 1er au 3 juin 2003. Dans sa deuxième partie, il a abrité la réunion du G8 et a permis à différentes personnalités de faire des déclarations d'intention dans des domaines très variés à propos… du développement des pays du Sud et de la contribution des pays du Nord.
(4) Extrait d'entretiens auprès de sièges d'ONG.
(5) Précisons que sous l'expression "traditions vernaculaires" se cachent aussi des pratiques discutables. Mais quelle société ne développe pas de pratiques discutables ?

l'opacité la plus totale. Les populations sont mal informées et n'ont pas accès aux documents clefs du projet" (6).

Mais du côté des ONG, la transparence (au Nord comme au Sud) est loin d'être toujours au rendez-vous. Par exemple, l'indépendance des évaluations faites sur les projets est parfois discutable et leurs résultats ne sont pas publics, contrairement à leurs sources de financement. Enfin, on constate fréquemment sur le terrain que la communication mise en place par l'ONG auprès des populations locales est de qualité moyenne voire quasi inexistante.

Et, lorsque les collectivités locales, au Sud, se permettent de résister à certains aspects d'un projet d'ONG, il y a parfois des réactions qui se traduisent par des échanges avec des ambassades… Le plus souvent, si la position n'est pas tenable, l'ONG se retire pour se redéployer un peu plus loin, sur un terrain qualifié de moins *"corrosif"* (7) …

C'est bien la question du pouvoir qui se joue dans les rapports entre ONG et *"bénéficiaires"*, dénommés poétiquement mais significativement *"target people"* (8) dans la poésie novlangue développementiste américano-européenne des documents de projets.

La solution qui venait du Nord et les "acteurs locaux"

Pour ce qui concerne les "solutions" aux problèmes des populations locales, tout le monde s'accorde pour dire que la priorité doit être donnée aux solutions qui émanent des *"acteurs locaux"*. Sous ce vocable, on trouve autant de responsables d'associations que d'élus locaux, collectifs d'"usagers", organisations professionnelles, entrepreneurs… qui ont éventuellement une action en partenariat formalisé ou non avec l'ONG.

Dans les discussions "off" sur les projets ou dans les sièges d'ONG, on peut constater que, souvent, la solution attendue par les *"acteurs locaux"* ou les *"porteurs de projet"* ne correspond pas aux principes sur lesquels l'ONG et ses financeurs (9) entendent faire fonctionner le projet. Dans cette situation, c'est la solution de l'ONG qui est le plus souvent appliquée. Et parfois, il arrive que l'on se fasse expliquer qu' *"il faut tout de même relativiser les capacités des acteurs locaux à traiter ce problème de manière adéquate"* (10).

Dès lors, c'est bien une dynamique néocolonialiste de l'ONG de développement et du principe de développement qui se révèle au fil du récit.

Le développement durable au secours du néocolonialisme

Lorsque l'on pousse le débat plus loin, il n'est pas rare qu'un recours aux arguments du *"développement durable"* se fasse jour. Ce "concept" sert à tout, y compris à justifier puis imposer la technique, le procédé, la solution de l'ONG, quitte à compter pour dégâts collatéraux l'élimination des solutions locales.

Curieusement, cette éviction semble d'autant plus ressentie comme nécessaire que la solution proposée par les "acteurs locaux" est vernaculaire. Peut-on en déduire que l'engouement pour le progrès ou la technique pousse les chefs de projets (souvent des personnes diplômées de l'enseignement scientifique ou technologique) à pencher pour des solutions plus techniques que sociales ?

D'autres propos révèlent de manière explicite d'autres logiques : *"Nous nous sommes rendus compte que cette solution présentait tous les avantages, mais nous ne l'avons pas retenue car elle ne justifiait pas notre présence ici". "Comment valoriser notre expertise ?", "… et comment dépenser les postes budgétaires prévus ?... Non, c'est impossible. Il en va de notre crédibilité auprès de nos bailleurs"* (11).

Pis, le marteau-pilon de l'idéologie développementiste est si puissant que beaucoup de *"locaux"* en viennent à accepter de vivre cette spoliation comme le prix à payer pour accéder à une forme de modernité, et au… développement durable (12).

Or ce sont bien les traditions vernaculaires qui ont permis aux sociétés traditionnelles de durer tout en préservant leurs ressources. Il faut donc poser la question : en quoi, même au nom du développement durable, la destruction des sociétés traditionnelles et leur mise sous dépendance de systèmes techniques com-

(6) Extrait de la Déclaration d'Evian tiré du document étudié.
(7) Terme entendu plusieurs fois.
(8) « Personnes cibles ».
(9) Qui se trouvent être souvent les pouvoirs publics : mairies, Conseils généraux, Conseils régionaux, ministères… dont elle dépend *in fine* si son action est financée par eux.
(10) Propos relevés sur un terrain lors d'une mission d'appui.
(11) Différents entretiens de terrain lors de missions d'appui.
(12) Cette notion frelatée est particulièrement prisée par les jeunes diplômés qui reviennent d'un pays du Nord, formatés dans une université ou une "grande école" en vue.


DR

Faire venir des bananes du Sud peut-elle être une démarche "équitable" ?

plexes sur lesquels elles n'ont aucune prise, consiste-t-il à augmenter la durabilité de leur existence sociale et culturelle ?

La Banque mondiale recyclée par les ONG ?

Dans le petit document de campagne que nous avons choisi d'étudier figure la question : *"Où est passé le mandat de développement de la Banque mondiale, qui devrait aider les acteurs du Sud à résoudre par eux-mêmes leurs problèmes locaux ?"*.

Par cette question, les auteurs (les ONG) supposent-ils que les partenaires de cet appel à pétition partagent avec la Banque mondiale et le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) une croyance commune dans le "développement", ou s'agit-il d'une figure de style ironique ? Dans ce dernier cas, pourquoi ces ONG ne traitent-elles pas du fond, c'est-à-dire des dégâts du développement au sein de ces sociétés traditionnelles ?

Une odieuse manipulation récupératrice… sur fond d'humanisme

"A travers le monde, citoyens et associations descendent dans la rue. Ils n'acceptent plus de subir des projets qui restent sourds à leurs demandes et exigent un service public de qualité à des prix abordables, basés sur la concertation" (extrait du document étudié).

Il faut préciser (ce qui n'est pas dit dans le fascicule) que des ONG connues ont accompagné la privatisation de services publics de pays du Sud en vue de la libéralisation de leurs services d'eau. Par exemple, on peut trouver sur internet la synthèse de l'évaluation (critique) d'un programme de projets allant dans ce sens (13). Il s'agit là d'un programme d'appui au secteur privé, lequel devait se voir attribuer, en milieu rural au Sénégal, certaines fonctions de maintenance et de gestion des forages d'eau potable jusqu'alors assumées par le secteur public.

Cette pratique, si elle n'est pas systématique, volontaire et consciente, révèle au moins un aveuglement par l'économisme et le développementisme, qui se trouvent être le plus souvent à la source de nombreux projets que conçoivent les ONG.

Chacun pourra remarquer que, sur le site internet où figure la synthèse, le rapport complet de l'évaluation n'est pas accessible au grand public, mais seulement aux "membres" de l'organisme qui gère le site…

La société civile française, qui finance à près de 100 % les ONG et leurs évaluations (par l'impôt qui alimente les subventions ; par les cotisations et les dons) pourrait demander plus de transparence à ses ONG, au moins par la mise en ligne libre de tous les rapports d'évaluation. Transparence bien ordonnée…

Faute de tels garde-fous, on pourrait bien se retrouver dans une situation du type : "la Banque mondiale rêvait de libéralisation : l'ONG y a contribué… grâce aux militants altermondialistes du Nord !"

Or, lorsqu'un marché public est récupéré, il l'est par une entreprise (parfois locale) qui y voit une opportunité pour son activité. Dès que l'opération n'est plus rentable, l'entreprise relâche son attention et parfois disparaît.

Dans ce cas, le droit n'est jamais là pour défendre la collectivité. Même en France, des défauts de transition ont été observés, par exemple lors des (rares) réappropriations du service de l'eau par des collectivités locales. Les entreprises fautives n'y ont, semble-t-il, jamais été incriminées (14).

Seule agit la loi de la *concurrence,* omniprésente et d'autant plus vive en période de crise après l'ouverture au secteur privé et donnant sur une seule issue : la concentration économique. C'est alors que les multinationales de différents secteurs entrent en scène et absorbent les dispositifs sociaux collectifs en place…


DR

Le rallye Paris-Dakar se justifie en montant des projets de développement dans les pays traversés.

ONG, stratégies, pouvoirs et logiques économiques

En conséquence de ce qui précède, un problème déontologique fort est posé. Les revendications des ONG se présentent assez souvent sous la forme d'un plaidoyer acquis à la cause des citoyens et des associations qui descendent dans la rue. On peut se demander parfois si, dans le même mouvement, à l'abri des mouvements sociaux, elles ne se dédouanent pas de leurs errements éventuels.

Les ONG ont du pouvoir là où elles implantent des "projets". Le premier des pouvoirs est celui que leur argent leur procure, le second provient de la technique. L'importance du budget annuel d'un simple projet d'ONG rivalise parfois avec celui des services publics locaux,

(13) Disponible sur http ://f3e.asso.fr/etudeval/eval/syntheses/syn_145Ev.htm
(14) Voir entre autres : http://lesvertsbretagne.org/breve.php3?id_breve=10 ou encore http://new.humanite.fr/journal/2004-03-13/2004-03-13-389969 ou http://attac.org/fra/list/doc/foreleau/guerillausagers htm



voire avec celui du ministère public du pays concerné par le projet ! Comment imaginer l'interprétation de cette puissance au sein des services publics du pays (15), de la localité, des habitants ?

Par ailleurs, des jeunes gens compétents et doués sont souvent détournés d'une institution publique locale par une embauche dans le projet d'une ONG, simplement par le niveau de salaire offert par l'ONG (trois fois, huit fois plus, parfois plus encore) et un ou plusieurs signes extérieurs de modernité : les voitures 4x4 de service, ordinateur, téléphone portable, groupe électrogène, logement de fonction, émetteur-récepteur, climatisation…

Les ONG ont ainsi favorisé la pénétration des entreprises multinationales qui produisent, distribuent, vendent et réparent ces matériels et, au-delà, les normes et le standard européen dans les milieux ruraux les plus reculés des pays du Sud (en y apportant, dans le même mouvement, les mêmes problèmes — déchets toxiques, pollution…). Imagine-t-on comment ces pouvoirs peuvent être destructeurs au sein d'une société ?

L'aide publique au développement est en mutation. Restrictions, à-coups dans les financements européens… La pression augmente, "phoning" et "mailing" sollicitent les adhérents, les collectivités, le public… Certaines ONG disparaissent, d'autres fusionnent... Concurrence, quand tu nous tiens…

Il faut bien se résoudre à parler des ONG "réellement existantes" et non des ONG rêvées. Les ONG emploient des salariés, se professionnalisent (dans certains cas sous la pression discrète des pouvoirs publics financeurs) et deviennent de petites entreprises (parfois des grosses employant plusieurs dizaines, voire centaines de salariés). Ce faisant, dans la mesure où il existe une concurrence dans leur secteur, elles adoptent une logique de croissance et de compétitivité tout en gérant au mieux une masse salariale.

Et, nonobstant qu'elles doivent de temps à autre conformer leurs actions à quelques contraintes politiques, elles doivent veiller à leurs intérêts. D'abord en "tenant leur place", au Nord comme sur le terrain, mais aussi en gérant leurs fonds.

Entendu sur un projet espagnol : *"Ici, il faut être réaliste. Si je transférais toutes mes valeurs dans la monnaie locale, notre budget serait complètement détruit par les variations des changes. Pour éviter ça, je jongle entre cinq monnaies". "La consultation des cours monétaires et les opérations de change me prennent aussi du temps…", "… pour effectuer ces opérations, en comptant les déplacements à la banque, je dois y consacrer entre une demi-journée et une journée par semaine". "Je sais, c'est beaucoup, mais c'est le contexte qui veut ça"* (16).

Dans d'autres contextes, il arrive que l'argent du projet fasse des petits dont la justification est parfois malaisée, bien que réalisée en toute honnêteté, simplement dans le souci de préserver les ressources du projet de développement ce qui, en soi, est logique…

Or, on sait que la pratique de l'intérêt (l'usure, diraient les anciens) par placement interposés, ne peut se faire qu'en spéculant sur l'exploitation de quelqu'un d'autre à côté de moi ou ailleurs sur la planète, ou de moi-même, ou sur la dégradation de l'environnement ou de ses ressources.

En foi de quoi, si les ONG, même de bonne foi, en sont réduites à recourir à ces pratiques, elles sont donc un des acteurs de la spéculation financière dont l'action génère ici et ailleurs de nouveaux besoins de réparation (dus à la spoliation des plus faibles, la destruction de l'environnement, la multiplication des conflits sociaux ou militaires…). Ces besoins de réparation, d'autres ONG vont pouvoir en prendre en charge une part, afin que les populations puissent s'adapter au nouveau contexte qui n'a de cesse d'être nouveau… et ainsi de suite !

Un tel cercle vicieux ne peut trouver résolution que dans une véritable rupture. Celle-ci ne sera possible que si l'imaginaire, le regard, les valeurs qui fondent les actions et le jugement des ONG en viennent à changer tout aussi radicalement.

Au bilan, il semblerait que les ONG de développement, par un certain nombre de biais, renforcent et diversifient la "course en avant", des déséquilibres supplémentaires, des sentiments d'insuffisance, là où les populations souhaiteraient retrouver un équilibre, une relation harmonieuse avec leur milieu, une stabilité (17).

Banque mondiale et ONG : même combat ?

Jetons un dernier regard sur le document étudié. Dans l'exposé d'un cas bolivien où certaines collectivités locales ont mis en place des systèmes coopératifs, on peut lire : *"La Banque mondiale a elle-même reconnu l'efficacité de ce modèle basé sur la transparence, qui a permis d'accroître considérablement le nombre de ménages ayant accès à l'eau"*. Plus haut dans le prospectus, on pouvait lire que la Banque mondiale avait beaucoup de poids.

(15) Si critiquables soient-ils le cas échéant.
(16) Propos tenu par un chef de projet espagnol en 2001.
(17) Ce paradoxe ressemble pour certains points à celui du "commerce équitable" (voir article dans le n° 341).



DR

Station centrale des taxis à Kampala, capitale de l'Ouganda.

La manipulation est totale, la boucle est bouclée : on cautionne tout ce que l'on a dit par l'expertise de celui (la Banque mondiale) dont, au début, on récusait les agissements ; ceci paradoxalement sous le même argument : le poids.

Nous sommes ici au paroxysme de la servitude volontaire au jugement du puissant et de la récupération idéologique de son jugement sur la foi de sa toute-puissance elle-même. Tout est bien mélangé, amalgamé, ficelé, inextricable, et l'on se prend, en guise d'exutoire, à regarder l'illustration de première page, ce visage d'enfant étouffé de tuyaux galvanisés usés.

La manipulation par l'image, activant la compassion, nous emprisonne tout autant. Car à y bien réfléchir, nous sommes symétriquement semblable à cet enfant, mais pris pour notre part dans les filets des valeurs dominantes que nous tend l'ONG. Nous sommes enferrés dans le désir de justice et de développement et ne pouvons avoir le recul qui permettrait une prise de conscience plus large du problème.

Dans notre société de consommation et de spectacle où le sentimentalisme dégouline de tous les bords, ce genre de figure est courant. Mais alors, on sera bien en difficulté d'identifier la source du problème tant le message est trouble et tant l'impératif compassionnel de nos sociétés occidentales nous bouche la vue.

Il ne reste plus… qu'à signer la pétition, en consom'acteur libre de choisir, sur le marché du consumérisme humanitaire, le délégataire de nos émois qui nous semble le plus en accord avec nos préférences.

Reste une question : pauvres, exclus et spoliés, ne seriez-vous pas les éléments indispensables d'un marché tout autant étrange que cruel et révoltant : le marché du développement et des ONG, grâce auquel, du Nord au Sud, certains vivent et d'autres se dédouanent de leur sentiment de culpabilité ?

En sortira t-on enfin un jour ?

C'est possible, mais, pour cela, peut-être faudra t-il considérer *une bonne fois pour toute* que les idées de développement, de croissance infinie dans un monde fini, d'industrialisation forcenée, d'extension commerciale, de mondialisation des échanges, ont porté à la fois un agrandissement spectaculaire des savoirs techniques et du confort d'une minorité, mais une dégradation catastrophique de l'habitat terrestre et du milieu de vie de la majorité ; en bref, considérer que le développement est le **problème**, pas la solution.

Ne faudrait-il pas prendre acte des acquis et des pertes pour clore cette période historique de “développement” des peuples occidentalisés, puis franchir de la manière la plus pacifique, progressive et naturelle, le seuil d'une ère nouvelle qui serait celle de l'après-développement. Tout est à re-comprendre pour apprécier des valeurs qui tiennent compte de la vie humaine et de sa dépendance des autres formes de vie, pour la paix et la pérennité commune au Nord comme au Sud.

C'est là que, peut-être, pourraient être utiles des organisations véritablement non gouvernementales et dégagées de cette folie développementiste et technicisté qui fait courir le genre humain à la ruine sociale, spirituelle et matérielle.

Quoi qu'il en soit, il semble que ce soit une construction individuelle et collective concrète, et avant tout locale, qui seule puisse permettre de commencer par faire baisser notre pression sur les pays du sud. Faire cela avec autant de calme que de ferveur, par des actes et des choix de vie quotidienne autres, alternatifs, déconnectés le plus possible des circuits commerciaux, politiques, étatiques et spéculatifs. Mais alors, faut-il continuer de “donner pour le développement” si nous appelons de nos vœux “l'après-développement” ?

Pour amorcer certains changements utiles à l'après-développement, il nous faudra, comme nous le suggère Sabine Rabourdin (18), être attentifs à la leçon de vie que les sociétés traditionnelles peuvent encore nous enseigner. Ces sociétés pourraient bien venir, un jour ou l'autre, en aide aux sociétés modernes, car elles ont su se mettre en adéquation avec leur monde environnant. Encore faudrait-il que le rouleau compresseur du développement ne provoque pas trop vite leur disparition. Les ONG seront-elles capables d'évoluer en pensée et en actes, d'adopter et d'assumer un positionnement radicalement nouveau, très loin de ce qui se pratique en général, mais qui conviendrait mieux à la réalité du “développement” au Sud comme au Nord ?

Daniel Julien ■

(18) *Les sociétés traditionnelles au secours des sociétés modernes*, Sabine Rabourdin, Delachaux et Niestlé, coll. Changer d'ère, 2005

De la logique du profit, au souci de l'humain et de la nature

Comme toutes les activités du monde contemporain, le tourisme tire parti du progrès technologique. En plus des véhicules terrestres, l'avion est en l'occurrence l'outil et le symbole le plus puissant au service de cette entreprise. Parallèlement aux divers moyens de diffusion et de communication, l'avion donne à la notion de village planétaire une réalité tangible. Il met effectivement à la portée de chaque individu et dans un temps très court l'accès à des pays et des continents qui naguère nécessitaient des mois voire des années de voyage pour être atteints. Ces voyages se faisaient essentiellement par voie maritime avec l'énergie aléatoire du vent. Visiter le monde constituait une véritable aventure parsemée d'incertitudes. Cela n'a pas empêché les découvertes dont nous sommes les bénéficiaires pour le meilleur et pour le pire.

L'Afrique demeure un continent où tous les espoirs sont permis.

C'est à l'irruption de la thermodynamique dans l'histoire de l'humanité que nous devons la plupart de nos prouesses d'aujourd'hui. Cette mutation s'est faite dans un temps très court. Il y a seulement 200 ans, Napoléon Bonaparte, tout puissant qu'il était, ne pouvait pas se déplacer plus vite qu'Alexandre le Grand, 350 ans avant notre ère, Jules César ou Gengis Khan, tous réduits à la vitesse de leurs chevaux. Avec la civilisation de la combustion énergétique associée à la mécanique, la vitesse de déplacement devient un critère de progrès technologique et permet de couvrir le maximum de distance dans le minimum de temps. Cela induit une mesure physique et psychique qui modifie profondément notre conception du temps et de l'espace. Le "toujours plus vite plus loin" rejoint le "toujours plus" de productivité et de performance industrielles. Cela donne à notre époque un caractère particulier, celui de l'hyperconsommation et de l'épuisement des ressources énergétiques qui ont nécessité des millénaires pour être constituées. Il faut cependant se méfier d'une illusion : le progrès technologique n'a bénéficié qu'à un cinquième de l'humanité, pénalisant les quatre cinquièmes restant, tout en s'accaparant avec la colonisation les ressources de leurs territoires, drainées et concentrées pour ériger le modèle qui prévaut aujourd'hui sur toute la planète. Ce modèle n'est donc pas généralisable et il est illusoire de croire que toute l'humanité puisse l'adopter sans dépôt de bilan planétaire.

Des études et évaluations très sérieuses nous apprennent que, si les 6 milliards d'êtres humains actuels voulaient vivre comme un Américain, 7 à 8 planètes seraient nécessaires pour assouvir les besoins et recycler les déchets de tous. La fracture historique est donc irréductible et l'avion dont il est question n'est accessible qu'à 5 ou 6 % du genre humain. Selon cette idéologie, les nations à prospérité forte, représentées par le groupe des 7 ou 8 pays dits les plus développés, dominent les autres tout en les invitant à gravir les échelons pour les rejoindre. Chaque nation invite ses citoyens à besogner pour produire, consommer, exporter afin d'hausser leur PIB et PNB, représentant une richesse indexée sur la seule parité monétaire. Ce principe occulte les richesses non monétarisées. Ainsi, le continent africain, par exemple, est considéré comme pauvre alors qu'il regorge de richesses, considéré comme surpeuplé alors qu'il ne compte que 800 à 900 millions d'habitants pour une superficie trois fois supérieure à celle de l'Inde. Il comporte également une richesse dont il n'est jamais tenu compte, à savoir une population jeune, 60 % des Africains ayant moins de 25 ans.

Alors comment se fait-il qu'avec autant de facteurs positifs, le continent africain est considéré comme celui de tous les malheurs avec des insuffisances alimentaires, des famines, des maladies, etc. Cela est avant tout dû à la dureté du cœur humain, à la croissance économique indéfinie, la compétitivité entre les nations induisant le pillage, la corruption, les guerres intestines provocant misère, souffrance et migration, urbanisation désordonnée, etc. Mais en dépit de toutes ces défaillances, l'Afrique demeure un continent où tous les espoirs sont permis car elle recèle des valeurs que le monde moderne a perdues. L'Afrique n'est pas le seul continent soumis à ces mutations violentes et la question est de savoir si un rééquilibrage est encore possible. Cette question est d'autant plus cruciale qu'elle se pose au cœur d'une crise planétaire majeure avec la raréfaction de l'énergie combustible et l'émergence de nations qui perpétuent en l'exacerbant un modèle dont l'examen le plus élémentaire met en évidence qu'il n'est ni généralisable ni viable, même à court terme.



Croq'Nature

Pierre Rabhi lors d'une rencontre au Niger.

Depuis quelques décennies, le développement est invoqué comme l'action censée permettre au tiers-monde d'améliorer sa condition. On s'aperçoit qu'en dépit des investissements importants en argent, en compétences, en planification de toutes sortes, le tiers-monde, d'une façon générale, ne cesse de s'enfoncer dans la précarité. Un nombre toujours croissant d'états et de nations indigentes doivent leur survie à l'aide des nations prospères, aide conditionnelle qui les subordonne aux intérêts géopolitiques de leurs bienfaiteurs. C'est à l'humanitaire qu'on a recours pour corriger les défaillances d'un humanisme seul en mesure d'inspirer la construction d'un monde soucieux du réel bien-être des peuples.

Après l'échec du développement, on a recours au développement durable sensé corriger les défaillances du développement. Mais sans remettre en cause la mondialisation et la règle du jeu qui génèrent la misère et la souffrance des peuples. On instaure un système pyromane-pompier qui risque d'être comme une norme rationnelle pour l'opinion publique, une illusion de plus pour tranquilliser les esprits.

Face à l'ampleur du problème, aucune solution n'est possible en dehors d'un véritable changement de paradigme : abandonner la logique du profit et de l'accaparement sans limite et mettre au cœur de nos préoccupations l'être humain et la nature. Utopie sans doute mais c'est aux utopies que notre histoire doit son évolution. Mettre toutes nos capacités et nos moyens au service d'un monde plus généreux est la seule issue et cela nous assure un chantier extraordinairement stimulant. Car il en va de la dignité de chacun de nous et de la dignité du genre humain. C'est dans cette perspective que l'association *Terre & Humanisme* entend agir.


Terre et Humanisme

Compostage en Ardèche : agir ici pour échanger les savoir-faire avec là-bas.

Le tourisme est-il facteur de promotion des peuples ?

Notre opinion concernant le tourisme tel qu'il est pratiqué aujourd'hui est sans équivoque. Cette activité au plan de son impact mondial détruit plus qu'elle ne construit. L'industrie du transit de masse a pour corollaire des dommages sociaux, écologiques, économiques souvent irréversibles. Cette activité a pour premier inconvénient de compenser artificiellement, par de l'argent facilement acquis et immédiatement mobilisable, les défaillances d'une économie fondée sur la pérennité et l'autonomie des populations.

Le tourisme met en évidence le clivage et la disparité entre les pays à fort pouvoir financier et le tiers-monde. Ce dernier, après qu'il a été colonisé et décolonisé, ressemble aujourd'hui à une sorte d'espace de récréation pour les nantis. Les migrations du Nord vers le Sud sont essentiellement de caractère ludique et récréatif. Celles du Sud vers le Nord sont provoquées par la pénurie, l'indigence et les famines dans certains cas. Tandis que l'effervescence ne cesse dans les aéroports internationaux, des peuples laissés pour compte s'enfoncent dans la précarité et la dépendance au niveau de leur survie.

Les retombées financières du tourisme dans la quasi-totalité des pays en développement sont presque toujours accaparées par des castes privilégiées de structures hôtelières, d'espaces attractifs et d'une main-d'œuvre subalterne à faible rémunération. La part des revenus du tourisme dont disposent les Etats est soit inéquitablement utilisée, soit détournée, avec en contrepartie des coûts cachés très lourds pour l'avenir de la collectivité nationale dont les ressources vitales s'épuisent par excès d'usage – terre et eau en particulier.

En matière de tourisme, l'association *Terre & Humanisme* a une position sans équivoque : elle entend saisir tous les moyens de communication pour participer avec ses modestes moyens à l'indispensable convivialisation des communautés humaines. Elle affirme la priorité absolue de la sécurité et de la salubrité alimentaires des populations et travaille essentiellement dans cet axe. Tous les séjours touristiques qu'elle organise jusqu'à présent sous forme de séminaires *Parole de Terre* visent ce double objectif. Ces séminaires ont lieu sur les sites de nos programmes internationaux. Les ressources générées par le tourisme seront toujours mobilisées pour la transmission de savoirs et de techniques à la portée du paysan le plus démuni, afin qu'il devienne acteur de sa propre autonomie et par conséquent de celle de sa communauté et de son pays. Notre expertise la plus forte s'inscrit dans cette problématique, seule en mesure de survivre à la cessation du tourisme comme de bien d'autres interventions de solidarité et de développement.

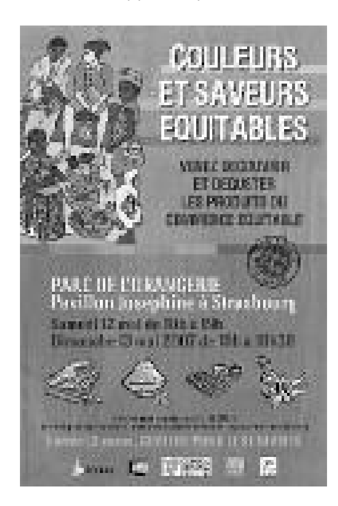
Ces constats, une fois admis, devraient, logiquement, nous faire souscrire à la cessation du tourisme, comme c'est la position d'un nombre croissant d'écologistes en particulier. Il serait cependant irréaliste de penser que cette activité puisse s'arrêter par le seul effet de ces constats négatifs. Et pourtant, connaître et visiter le monde pourrait être un facteur extraordinaire de convivialisation planétaire, permettant au genre humain de construire la cohésion à laquelle il est invité s'il veut survivre.

Pierre Rabhi ■

Pour en savoir plus :
"L'agroécologie pour l'autonomie alimentaire
des populations et la sauvegarde
des patrimoines nourriciers" à demander à :
Association Terre & Humanisme, mas de Beaulieu,
BP 19, 07230 Lablachère, tél :
Tel : 04 75 36 64 01, www.terre-humanisme.org.

7e quinzaine du commerce équitable 27 avril - 13 mai

■ **Artisans du monde : présentation des producteurs.** Durant la quinzaine, le réseau des boutiques Artisans du monde organise une tournée de six producteurs partenaires des boutiques : *Dezign* (Zimbabwe) et *Sarvodaya* (Sri Lanka) sont tous deux spécialisés dans la fabrication de jeux de société ou de jouets en bois... *PREDA* (Philippines) est particulièrement active dans la protection des droits humains des Philippins particulièrement des femmes et des enfants. *PFTC* (Philippines) produit du Mascobado biologique et équitable et *l'Association de soutien au développement des Sociétés paysannes* (Laos) du riz. Le *Parc*, ONG palestinienne de promotion d'une agriculture durable, est quant à elle invitée dans le cadre d'un partenariat entre Artisans du Monde et la Région Provence Alpes Cote d'Azur. Pour en savoir plus : *Fédération Artisans du monde, 53, boulevard de Strasbourg, 75010 Paris, tél : 01 56 03 93 50.*



■ **Strasbourg : Couleurs et saveurs équitables.** Le collectif Colecosol, composé de 28 groupes, organise les 12 et 13 mai, au pavillon Joséphine, au parc de l'Orangerie, à Strasbourg, un salon du commerce équitable et de l'économie solidaire. Outre des stands, des créations culinaires sont proposées par Alain Chausson, cuisinier saltimbanque. Un producteur de Rooïbos d'Afrique du Sud sera présent. Concerts et démonstrations de capoeira, dégustations, cocktails. Exposition "je m'affiche équitable". *Colecosol, espace Nord-Sud, 17, rue de Boston, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 61 15 50.*

■ **Bretagne : Reizh e pep Lec'h.** Le premier salon du commerce équitable se tiendra au palais des congrès de Lorient les 11, 12 et 13 mai à l'initiative de la coordination régionale Ingalañ. Des débats porteront sur les finances solidaires, le commerce équitable pour des privilégiés ?, la certification, le commerce équitable et les collectivités. Samedi 12 au soir, soirée électro au Manège avec Interlope et Dj's & Vidj's, concert de Jacques Higelin le samedi 12 aux Arcs de Queven... Programme complet : *Ingalañ, Le Pot commun, 9, route du Vieux-Bourg, 56220 Rochefort-en-Terre, tél : 06 82 82 10 56.*

■ **Vaucluse : salon du commerce équitable.** Le vendredi 11 et samedi 12 mai, au Lycée Louis-Giraud de Carpentras, rencontre régionale du commerce équitable avec le vendredi des animations pour les scolaires et des conférences, le samedi, des stands et des animations. *Lycée Louis-Giraud, chemin de l'Hermitage, 84200 Carpentras-Serres, tél : 04 90 60 80 80.*

■ **Toulon : marché équitable.** Le Covaceq, Collectiv varois du commerce équitable, organise les 24, 25 et 26 mai, sur le port de Toulon, un marché équitable avec la présence des membres du collectif. *Covaceq, 98, avenue Victorine, 83000 Toulon, tél : 04 94 42 24 35.*

■ **Marseille : marché équitable.** Le pôle régional des acteurs du commerce équitable organise sur le Cours Julien, les 4, 5 et 6 mai, un marché équitable. *Apeas, 49 rue de Village, 13006 Marseille, tél : 04 91 99 02 40.*

■ **Lyon : rencontre avec Saldac.** Le café *Les Xanthines,* café du commerce équitable, propose une rencontre avec des représentants de Saldac, organisation de commerce équitable avec l'Amérique latine, le vendredi 11 mai à 18 h. *Les Xanthines, 16, cours Albert-Thomas, 69008 Lyon, tél : 04 78 00 41 24.*

Inégalités planétaires

Jusqu'à maintenant, les études internationales parlaient des inégalités de revenus (un tiers de la population mondiale vit avec moins de deux dollars par jour). L'ONU a publié début décembre une étude qui porte sur le patrimoine de chacun. Il en ressort que nous avons un taux d'inégalité absolument faramineux. Qu'on en juge : 2% de l'humanité possède la moitié du patrimoine alors que 50% se partagent 1%. Concrètement, si vous disposez d'un patrimoine supérieur à 1700€, vous êtes déjà dans les 50% les plus riches ! Si votre patrimoine se monte à plus de 47 000€, vous êtes dans les 10% les plus riches. Si votre patrimoine dépasse 380 000€ vous êtes dans le 1% le plus riche. Par comparaison, en France, l'impôt sur les grandes fortunes s'applique à ceux dont le patrimoine dépasse 700 000€... Si l'on raisonnait au niveau mondial, il faudrait sérieusement revoir ce seuil.



INDE

Commerce mondial et développement durable

Afin de limiter l'afflux de touristes dans la région des Backwaters, le gouvernement de Kerala a adopté en 2005 une loi pour la préservation de la région qui définit les zones dans lesquelles les activités touristiques sont limitées, afin de préserver les ressources des populations locales et l'environnement. L'industrie touristique doit en tenir compte dans ses projets, avec notamment la nécessité de traiter tous les déchets produits, d'employer au moins 30% de personnel local, etc. Ces mesures sont contestées par l'OMC qui y voit une entrave au libre commerce. Alors que la loi a été adoptée après un long processus démocratique, les investisseurs étrangers pourraient tout remettre en cause en attaquant l'Inde au niveau international ! *(Solidaire, Déclaration de Berne, novembre 2006)*

France, terre d'accueil… des dictateurs

Selon un rapport publié le 28 mars par le CCFD, Comité catholique contre la faim et pour le développement, de nombreux dictateurs africains ont trouvé refuge en France, après avoir détourné d'importantes sommes dans leur pays. Même s'il est difficile de connaître exactement ces sommes, le rapport estime que ce sont entre 100 et 180 milliards de dollars qui ont été détournés ces dernières années. Ainsi le maréchal Mobutu logeait dans un hôtel particulier au 20 avenue Foch, à Paris, et disposait également d'une résidence sur la côte à Roquebrune-Saint-Martin, évaluée à 9 millions de dollars à sa mort.

Au total, il aurait, à lui seul, détourné entre 4 et 5 milliards. Omar Bongo (Gabon) possède plusieurs propriétés en France, notamment un hôtel particulier rue Dosne, une voie privée du 16e arrondissement à Paris. Denis Sassou Nguesso (Congo-Brazzaville) dispose d'un appartement rue Rapp, d'un hôtel particulier au Vésinet (Hauts-de-Seine) et sa famille dispose de plusieurs appartements dans le 16e à Paris, à Courbevoie... Les associations *Sherpa, Survie* et des associations africaines des droits humains, demandent la saisie de ces biens acquis en France par de l'argent volé, demandent la publication des accords secrets qui lient la France à ces dictateurs, demandent enfin de supprimer la cellule africaine de l'Elysée afin que les relations avec l'Afrique soient débattues publiquement à l'assemblée nationale.

La restitution des biens volés n'est pas une mesure utopique puisque des opérations juridiques internationales ont déjà obligé la Suisse à restituer les avoirs de Marcos (Philippines), d'Abacha (Nigeria) et Saddam Hussein (Irak).

Edition indépendante

Actuellement, les trente plus grosses maisons d'édition de France, soit 1% des noms d'éditeurs, monopolisent 90% du chiffre d'affaires. Pour débattre et réfléchir sur les difficultés rencontrées par les éditeurs indépendants, des rencontres sont organisées à Lurs et Forcalquier, le 31 mai et 1er juin. Renseignements : *Editer en haute Provence, Le Grand Carré, BP 41, 04300 Forcalquier, tél : 04 92 79 40 00.*

SUISSE

La vélo postale

La Vélo postale est une société de livraison rapide en Suisse… qui garantit les livraisons sans utilisation de moteur à explosion. Toutes les livraisons sont effectuées uniquement avec des vélos, des triporteurs et des trains et ceci dans tout le pays, la Suisse ayant l'avantage de disposer d'un réseau extrêmement dense de liaisons ferroviaires. Renseignements par *tél : 022 321 18 28 ou www.lavelopostale.com.*

PARIS

Remises à flots

La compagnie *Remises à flots* présente des pièces de théâtre sur une péniche. Pour financer ses tournées et notamment une descente au festival d'Avignon, elle a mis en place un système original : elle profite de son passage dans le Sud de la France pour faire le plein de victuailles et de vin et revend le tout sur son trajet, mais principalement à son retour à Paris. 10 tonnes sont ainsi transportées à moindre coût de Béziers à la capitale. Afin d'améliorer la distribution, la compagnie cherche de nouveaux partenariats en Ile-de-France. *Remises à flots, 39, rue de la Tour-d'Auvergne, 75009 Paris.*

BRETAGNE

La Bonne assiette

La Bonne assiette est une association qui milite pour une cuisine plus végétale. Elle organise son huitième stage d'été "cuisines et balades" dans le centre de la Bretagne, près du lac de Guerlédan, du 15 au 21 juillet. Au programme : cours de cuisine bio, petites randonnées, discussions sur la décroissance. L'objectif est de promouvoir une cuisine saine, ne générant ni déchets pour le corps, ni déchets pour la nature (mis à part ce qui est compostable). Camping, chambres ou petit dortoir. Renseignements : *La Bonne assiette, 49, rue Pierre-Corneille, 35000 Rennes, tél : 02 99 32 18 87, www.bonneassiette.org.*

DOUBS

Not'ambulle

L'association *Not'Ambulle* organise un stage culturel à Rochejean dans le haut Doubs, ouvert à tous, les samedi 28 et dimanche 29 avril avec des ateliers de danses traditionnelles (deux niveaux), chant du monde, accordéon diatonique, violon et autres instruments à cordes. Concert le samedi soir à la salle des fêtes avec le groupe *Chet Nuneta* et bal folk animé par le duo Cyril Roche et François Breugnot. Hébergement possible au CLAJ de Franche-Comté, ferme de la Batailleuse. Renseignements : *Not'ambulle, chez Guillemette Champ, 16, les Ruelles, 25370 Rochejean, tél : 03 81 49 95 02 ou 03 81 49 93 62.*

Habitat sain

■ **Vivre dans une grotte**. De nombreuses possibilités d'habitat troglodyte existent en France. En Touraine, la roche s'y prête depuis des siècles, mais d'autres lieux sont possibles. Il est aussi possible de creuser son terrain pour y bâtir une maison enterrée, avec tout le confort possible. L'association Ar'site, créée en 1986, recueille les infos sur le sujet et peut vous aider à prendre en compte les données techniques nécessaires pour un projet d'habitat creusé. *Ar'Site, 16, rue des Bas-Tillet, 92310 Sèvres.*

■ **Dordogne : Ecocentre du Périgord.** L'Ecocentre du Périgord propose différents stages tout au long de l'année : *Introduction au bioclimatisme* (Comment analyser et prendre en compte tous les facteurs concourant à rendre un bâtiment confortable et performant, facile à chauffer et à rafraîchir, de façon économique), du 16 au 18 mai 2007. *La chaux dans tous ses états* (Présentation des différentes chaux et des supports, fabrication et pose d'enduits à la chaux et aux terres colorantes, badigeons, décors, pratique des mélanges chaux-chanvre (dalles, murs, cloisons, enduits isolants) du 21 au 25 mai 2007. *Pégase-Périgord, Froidefon, 24450 Saint-Pierre-de-Frugie, tél : 05 53 52 59 50.*

■ **Hautes-Alpes : le Gabion.** L'association *Le Gabion* propose tout au long de l'année des formations en construction écologique : stratégie bioclimatique et écologique de réhabilitation (23-25 mai), enduits et peinture terre (11-15 juin), maçonnerie pierre calades et murs en pierre sèche (18-22 juin), construction paille et ossature bois (dans le Jura, 16-20 juillet), conception bioclimatique et écologique en construction neuve (19-21 septembre)… Programme complet : *Le Gabion, domaine du Pont-Neuf, route de Saint-André, 05200 Embrun, tél : 04 92 43 89 66.*

■ **Alsace : visite de Freiburg.** La ville de Freiburg, de l'autre côté du Rhin, mène une politique ambitieuse pour se transformer en ville saine. Actuellement le quartier de Rieselfeld, 12 000 habitants sur 70 hectares, est en cours de construction, structuré autour d'un tram, les habitations sont "basse énergie", les jardins sauvages et collectifs, une réserve naturelle est présente sur près de 300 hectares voisins. Une visite des innovations écologiques de la ville est organisée au départ de Colmar, le dimanche 13 mai. Inscriptions auprès d'*Alsace Nature, 8, rue Adèle-Riton, 67000 Strasbourg, tél : 03 88 37 55 44.*


DR


DR

Vues du quartier Vauban à Freiburg (Allemagne).

Agri bio



■ **Alsace : compost.** Le centre d'initiation à la nature et à l'environnement de Munchhausen propose des journées d'initiation au compost le jeudi 3 mai et le jeudi 7 juin : pourquoi composter, que composter, comment utiliser le compost... *Centre d'initiation à la nature et à l'environnement, 42, rue du Rhin, 67470 Munchhausen, tél : 03 88 86 51 67.*

■ **Alsace : initiation au jardinage biodynamique.** La Ferme des Pensées sauvages propose une journée d'initiation à ce type de jardinage, le samedi 12 mai. *Ferme des Pensées sauvages, Remspach, 68610 Linthal, tél : 03 88 28 95 04.*

POITOU-CHARENTES-LIMOUSIN

Réseau Sylvagraire

A la suite des informations et débats autour du bois raméal fragmenté (voir Silence n°345), un réseau régional se met en place pour travailler sur les questions que pose ce recours à la forêt pour fertiliser les sols agricoles : où se procurer du brf, comment éviter la surexploitation, comparer les pratiques, étudier les conflits d'intérêt, favoriser la plantation de haies, favoriser des démarches locales, voir les liens avec la filière bois-énergie... Pour en savoir plus : *Sylvain Houlier, 1, impasse des Grues, Vix, 79400 Saivres, www.lesjardinsdebrf.com.*

HAUTE-VIENNE

Contrechamps

Contrechamps est une association agissant pour le développement local, locataire d'une ferme fortifiée du 17e siècle dont elle rénove un espace afin d'en faire une salle de spectacle et d'activités diverses. A moyen terme, le reste du bâtiment aura une fonction d'accueil et d'hébergement. Elle organise un sixième chantier de bénévoles du 30 juillet au 11 août ouvert à tous, jeunes, moins jeunes, familles, gens d'ici et d'ailleurs. Quatre heures de chantier par jour, hébergement en camping sur le site, au cœur d'un domaine conduit en agriculture biologique, convivialité et petits plats à base de produits locaux. *Contrechamps, Trasrieux, 87460 Saint-Julien-le-Petit, tél : 05 55 69 13 18.*

Hôtel des Voyageurs

Les logiciels libres envahissent la campagne… et les néo-ruraux en profitent.

Le contraste est saisissant ! Entre ce village paumé dans les plantations d'épicéas et ce cybercafé avec vingt postes internet utilisant Linux par choix militant. Entre David et David, deux Anglais arrivant de la banlieue de Londres, Chiswick où ils tenaient déjà un café internet, l'un loquace et l'autre plongé dans les circuits informatiques.



DR

C'est dans un ancien hôtel de voyageurs qu'ils ont installés leur branchements et pour égayer le pays ils ont rénové des chambres d'hôtes dans un style élisabéthain où tu pourrais revivre la passion d'une des sœurs Brontë pour un Lord anglais. Le café est servi dans une vieille bouilloire et à peine assis tu es envahi par les chiens et les chats qui vivent autour du poêle. C'est une association que font vivre deux quinquagénaires "*farmers*". Les voyageurs ont enfin trouvé leur hôtel.

David "le loquace" a vécu en Nouvelle-Zélande. A 24 ans il rejoint Londres par la terre ?! Bon, bien sûr, il triche un peu parfois. Il passe en Inde où il reviendra bien souvent. Il en restera des traces bouddhistes sur cet Anglais né dans une famille juive dont le père était — ce n'est pas un cliché — couturier ! Un Anglais en Inde, un père juif couturier, vous vous dites : on nous mène en bateau ?

A Londres, il travaille pour le *Times* comme typographe, rencontre David, électronicien, ils se marient et ont beaucoup d'enfants…

Non, à la vérité ils ne peuvent plus "sentir" Blair et un pays où la moindre construction coûte trois vies de salaire. Alors ils ferment le cyber en banlieue de Londres et trouvent ce coin à Saint-Alyre-d'Arlanc, au pays du champignon. La maire parle anglais, et comme les autres habitants, est ravie de voir rouvrir l'ancien hôtel fermé depuis quinze ans. Atomes crochus aux pays du champignon, quoi de plus normal ?

Alors que David m'explique : «Je ne m'aime pas le monopole de Microsoft. C'est nécessaire a choose! En plus Linux c'est une licence gratuite, indeed», trois Lituaniens viennent pianoter ! Ma surprise est de taille. On est perdu vers La Chaise-Dieu, quand même !

David, l'autre, me raconte encore ce routard venu du Colorado et qui a fait presque le tour du monde avant de s'arrêter à Saint-Alyre juste devant le café !

Le lieu est cosmopolite en diable, estampes japonaises en bas, masques de Belize, du Mexique ou de Thaïlande à l'étage. Des livres dans la langue d'Oscar Wilde sont à disposition partout. Mais David et David vous recommanderont en cas d'insomnie Tolkien ou le «Grand livre des Champignons", histoire de faire local. Et pour la musique, pas de bourrée auvergnate mais Lennon ou Miles Davis. Pas celui de la Coupe !

Les Anglais, c'est pas toujours Waterloo.

Christophe Goby ■

Hôtel des Voyageurs, le Bourg, 63600 Saint-Alyre-d'Arlanc, tél : 04 73 72 47 11.

PYRÉNÉES-ATLANTIQUES

L'Ethiket'bus

L'Ethiket'bus est un bus à impériale (à deux niveaux) aménagé comme un magasin et qui circule sur les routes du département selon un rythme hebdomadaire (lundi : Souston-Orthez ; mardi : Orthez-Pau ; mercredi : Pau ; jeudi : Pau-Sauveterre-en-Béarn ; vendredi Sauveterre-en-Béarn-Irun-Bayonne ; samedi : Bayonne Ustaritz-Briscous-Bayonne ; dimanche : Anglet-Souston). Il propose un magasin pédagogique de produits de consommation courante issus du commerce équitable, de l'agriculture bio régionale, avec des étiquettes précisant les performances sociales, environnementales et économiques ; un magasin de vêtements produits au Sénégal et en Guinée, selon des règles équitables ; un snack-bar avec des produits régionaux et équitables ; une bibliothèque. *Etikhet'bus, 2, rue Sousbielle, 64100 Bayonne, tél : 06 79 64 01 49.*

TOULOUSE

Forom des langues du monde

Le Forom des langues du monde est organisé le dimanche 27 mai sur la place du Capitole. C'est la quinzième édition. Le but de ce rassemblement multiculturel est de valoriser la diversité linguistique et de sortir des clichés sur les étrangers. Plus de 80 langues présentes. Depuis 2006, le forom est précédé la veille, le samedi 26, par la Capitada, un spectacle qui se déroule de 17 h à minuit et où viennent jouer conteurs, blagueurs, musiciens, slammeurs... sans arrêt et sans sonorisation. *Carrefour culturel Armand-Bernard, 5, rue Arnaud-Bernard, 31000 Toulouse, tél : 05 61 12 11 16.*



Affiche du Forom 2006.

HAUTE-GARONNE

Mille et une couleurs

Mille et une couleurs est un espace créé pour faire se rencontrer bébés, adultes et artistes professionnels, un lieu pour s'amuser, se détendre, créer, dans le plaisir partagé avec son enfant, son parent, un ami, un voisin... Peintre, plasticien, marionnettiste, percussionniste, chanteuse, mime, aménagent par duos des espaces dans lesquels des adultes et de jeunes enfants viennent ensemble découvrir les arts plastiques. Les artistes se retrouvent également dans des activités itinérantes, à la demande. *Mille et une couleurs, 2, avenue Assolelhat, 31320 Castanet-Tolosan, tél : 05 61 27 26 47.*

MARSEILLE

Gare franche

La Gare franche est un nouvel espace artistique ouvert dans les quartiers nord de Marseille. Pour son ouverture, elle organise du 22 au 31 mai un programme avec différentes interventions artistiques : *Les boutiques de Cannelle* dernière création de la troupe théâtrale Cosmmos Kolerj, installations de *Bruit de frigo* (Bordeaux), d'*Ici-Même* (Paris), émissions de *Radio-Grenouille*, présence et interventions de différents groupes de la friche *La Belle de mai*, de *Lieux publics*, du *Centre national de création des arts de la rue*... Programme complet : *La Gare franche, 7, chemin des Tuileries, 13015 Marseille, tél : 04 91 65 17 77, www.cosmoskolej.org.*

Décroissance

■ **Italie : contre les grands projets.** Le mouvement décroissant en Italie met l'accent sur les coûts énormes qu'impliquent certains équipements collectifs et se mobilisent plus qu'en France contre les "grands projets". Très présent dans la lutte contre la liaison Lyon-Turin, il est aussi actif contre le projet de pont entre la péninsule et la Sicile. Il a également participé à l'importante mobilisation du 17 février 2007 où 100 000 personnes ont manifesté contre le projet d'extension de la base militaire de l'OTAN à Vicence, près de Venise. Cette base qui sert de relais dans le cadre de la guerre en Irak, représente en effet une source de consommation extrêmement destructrice pour la planète.

■ **Portugal : Ecotopia.** Ecotopia est une rencontre des alternatifs européens organisée chaque année depuis 1989. Cette année, la rencontre se tiendra du 4 au 19 août à Aljezur, au Portugal. Le fonctionnement est le plus horizontal possible, avec une monnaie sur le lieu qui tient compte des différences de niveaux de vie entre les pays d'origine des participants. C'est coordonné par *Eyfa, European youth for action,* un réseau associatif domicilié aux Pays-Bas. Chaque camp est précédé par un tour cycliste *the Biketour* lequel partira fin juin de Barcelone pour traverser l'Espagne d'est en ouest et rejoindre le Portugal. Le trajet est en cours de préparation pour passer sur des sites alternatifs. Un projet pour poursuivre après Ecotopia le tour cycliste est envisagé en direction du Maroc. *Grupo de Acção e Intervenção Ambiental, Faculdade de Ciências e Tecnologia, 2829-516 Caparica, Portugal, tél : (+351) 212 94 96 50* et *Eyfa, Minahassastraat 1, PO Box 94115, 1094 GC Amsterdam, Pays-Bas, tél : +31 [0]20 665 7743, www.eyfa.org.*



DR

Le Biketour 2006.

■ **Belgique : conférence de Serge Latouche.** A l'occasion de la sortie du deuxième numéro d'*Entropia,* Serge Latouche donnera une conférence le mercredi 2 mai à 20h15 à l'amphithéâtre Adam Smith, faculté des sciences économiques, 8, rempart de la Vierge à Namur. Renseignements : *Maison de l'écologie, 26, rue Basse-Marcelle, B-5000 Namur, tél : 081 22 76 47.*

■ **Belgique : vivre simplement pour que simplement d'autres puissent vivre.** Ezio Gandin, des *Amis de la Terre,* animera un débat sur ce sujet le mercredi 9 mai à 20h15 au Grenier de la Maison de l'Ecologie. Présentation de la démarche de simplicité volontaire au niveau individuel et des actions que l'on peut mener de manière collective en lien avec les associations. *Maison de l'écologie, 26, rue Basse-Marcelle, B-5000 Namur, tél : 081 22 76 47.*



■ **Marche du vivant.** Partie du sud de la France, dans l'Aude, en février, et suivant plus ou moins la méridienne verte, la marche du vivant doit arriver à Paris le 1er mai. Elle se veut un immense forum ouvert à tous dans lequel sont mises en avant les expériences de ceux qui adoptent un mode de vie respectueux et harmonieux vis-à-vis d'autrui et de l'environnement. Dernières étapes : Savigny-sur-Orge - Vitry, 14 km (dimanche 29 avril), Vitry-Ivry, 12 km (lundi 30 avril), Ivry-Paris, 10 km (mardi 1er mai). Pour rejoindre la marche *: Uto au 06 61 33 71 63 ou www.lamarcheduvivant.org.*



SEINE-SAINT-DENIS

Excroissance

Excroissance est une manifestation organisée par un collectif d'artistes qui cherche à faire réfléchir sur le thème de l'amélioration de la santé de la planète. Il a choisi de rester du côté de la vie et interroge par ses actions sur notre devenir. Chacun des arts sollicités, les arts plastiques, le théâtre ou le cinéma, proposent à sa manière une vision multiple de ces interrogations fondamentales. Il organise en mai chaque année une rencontre. Après "La maison commune" en 2006, le thème de 2007 est "Un(e) autre (im)mond(ic)e est possible : pour aérer les poubelles, (dé)chargez-vous". Cela se passe du 3 mai au 3 juin à le Soixante Adada, 60, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis. Une vingtaine d'artistes (peinture, sculpture, photos, vidéos, installations) et aussi la présence d'associations comme Greenpeace, la Crii-Rad… Café philo le samedi 7 mai à 14 h sur le thème "quel devenir pour l'être, comment se projeter dans le futur ?" suivi à 16 h d'un café littéraire. Jeudi 10 mai à 21 h : théâtre "L'homme qui regardait la télé". Mardi 15 mai, à 19 h, débat sur le thème "des poubelles radioactives et durables". Samedi 20 mai à 16 h : théâtre d'objet "Promenades". Jeudi 24 mai : les instants vidéo : dans le dictionnaire vidéo se trouve entre vide et vide-ordure, tout un programme. Vendredi 25 mai : je t'a… moi non plus, action de désobéissance avec les déboulonneurs. Mercredi 30 mai : Déchets d'ici et d'ailleurs, soirée avec projections de documentaires sur les actions de recyclage, les recycleries, la récupération ici ou ailleurs… Programme complet : *le Soixante Adada, 60, rue Gabriel-Péri, 93200 Saint-Denis, tél : 01 42 43 00 45.*

TARN

Cinéfeuille

Cinéfeuille, festival du film jardins et paysages, se tiendra du 31 mai au 3 juin à Gaillac. Cette septième édition aura pour thème l'imaginaire, les symboles et les mythes. Outre des projections de films et des rencontres avec les auteurs, le public peut participer à des ateliers-jardins et à desvisites. *Cinéfeuille, CPIE Pays tarnais, 4, rue Canavières, résidence des Cèdres, 81000 Albi, tél : 05 63 47 72 90.*



CARPENTRAS

Bourse intersel régionale

Le SEL de Carpentras organise le dimanche 3 juin, près de Carpentras, une bourse d'échanges inter-SEL pour l'ensemble de la région Provence-Alpes-Côte-d'Azur avec un pique-nique partagé et des débats l'après-midi et le soir. *Le Beau SEL, 1349, route de Pernes, 84200 Carpentras, tél : 04 90 62 13 64 ou 04 90 60 17 35.*



Alternatives

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

Les Saisons

Les coopératives de Longo Maï ont vu le jour depuis les années 70 pour proposer un mode de vie alternatif dans des zones rurales menacées de désertification. Outre des coopératives à vocation essentiellement agricole, certains collectifs ont misé sur la transformation de la laine (Chantemerle), sur la communication (Radio-Zinzine) et, moins connu, sur un village restauré en chambres d'hôtes, à Pierrerue, entre Manosque, Forcalquier et Sisteron. Au pays de Giono, depuis 1979, ces maisons ont été peu à peu restaurées, certaines depuis peu avec des panneaux photovoltaïques. L'ensemble des maisons et l'hôtel du Mouton noir permettent aujourd'hui un accueil pouvant aller jusqu'à 60 personnes. Une pension complète peut être mise en place à la demande pour les groupes de plus de quinze personnes. Renseignements : *Longo Maï Les saisons, rue de la Ferraille, 04300 Pierrerue, tél : 04 92 75 18 86.*


DR

Longo Maï à Forcalquier.

Fêtes, foires, salons

(le signe ❇ indique que S!lence est présent)

❇ **Vaucluse : 11e Naturavignon.** 5 et 6 mai, au domaine de la Souvine à Montfavet. Thème de l'année : "pour un avenir écologique, social et solidaire". Marché bio et artisanal, 20 conférences, 40 ateliers jeunes, forum environnement et santé. *Avenir, BP 87, 84143 Montfavet cedex 3, tél : 09 54 18 24 57.*

■ **Puy-de-Dôme : 7e Pollen.** 5 et 6 mai à Sermentizon. Bio, écoconstruction, associations, conférences... *Nature et Progrès, Troisvilles, 63120 Sermentizon, tél : 04 73 53 13 47.*

■ **Hérault : 10e Ecologie et habitat.** 6 mai, au lac de Salagou. 40 exposants. Habitat sain, artisanat, énergies renouvelables, ateliers, conférences. *Variance, 25, avenue Cot, 34600 Bédarieux, tél : 04 67 95 01 02.*

■ **Isère : 7e foire aux plants bio.** 8 mai à Mens, plants et graines bio, légumes connus et inconnus, fleurs, plantes aromatiques, arbres fruitiers, semences... *Centre Terre Vivante, Domaine de Raud, 38710 Mens, tél : 04 76 34 80 80.*

■ **Paris : 26e Vivez Nature.** 10 au 14 mai à la Cité des sciences et de l'industrie. *Naturally, 1, place Paul-Verlaine, 92100 Boulogne.*

■ **Rhône : 4e Sana Terra**. 12 et 13 mai, à Jarnioux. Produits bio, matériaux écologiques, associations, tables-rondes. *Ardab, BP 53, 69530 Brignais, tél : 04 72 31 59 99.*

■ **Cher : 3e Festi'Vert.** 12 et 13 mai à Vesdun-en-Berry. Thème : OGM, biodiversité, semences et déforestation. Marché bio, foire aux plantes. Conférences d'Albert Jacquard, de Jean-Pierre Willem. *Office de Tourisme, 18360 Vesdun, tél : 02 48 63 18 69.*

❇ **Finistère sud : 2e foire alternative et bio de Trégunc.** 12 et 13 mai. Ecohabitat, énergies renouvelables, alimentation, associations, artisanat. Ateliers, conférences de Michel Odent, Jean-Pierre Oliva, Lylian Le Goff, Christian Jacquiau... concert avec la fanfare About de souffle... *Association Paresse (programme alternatif pour une relocalisation de l'économie et une société solidaire et émancipatrice), chemin de Kerdavid, 29340 Riec-sur-Belon, tél : 02 98 06 58 62 ou 08 73 83 02 29.*

❇ **Ain : fêtes autrement, faites autrement.** 13 mai à Attignat, espace Salvert, de 10 h à 20h, thème de l'année : l'enfance. Venez fêter, jouer, discuter, déblatérer, penser, faire, rire... autrement ! *Septième Sens, Audollent Serge-Patrick, Ferme des Ecuets, 01340 Attignat, tél : 04 74 30 97 20.*

■ **Gard : 5e Bioregard.** 13 mai à Bouillargues. Bio, habitat sain, environnement, énergies renouvelables, dégustation de vins bio. *Nature et Progrès Gard, 23 bis, boulevard Sergent-Triaire, 30000 Nîmes, tél : 04 66 64 77 18.*

❇ **Haute-Loire : 4e foire bio.** 13 mai, à Langeac. Thème de l'année : les alternatives énergétiques. *Haute-Loire biologique, hôtel interconsulaire, 16, boulevard Bertrand, BP 343, 43012 Le Puy-en-Velay, tél : 04 71 07 21 19.*

❇ **Alsace : 26e foire éco bio.** Du 17 au 21 mai au parc des expositions de Colmar. La célèbre foire de Rouffach déménage en ville ! 350 stands, thème de l'année : *nanotechnologies, méga profits, hyper asservissement.* Extrait du programme des conférences, le *jeudi 17* : que reste-t-il de la science dans la technoscience ? animé par Jacques Testart (11h), de la maison autonome à l'économie solidaire avec Patrick Baronnet (11h), nucléaire et nanotechnologies, la science ennemie des citoyens ? avec Roland Desbordes et Luc Lesquir de la Crii-Rad (13 h), l'argent pouvoir de la société civile avec Jacky Blanc de la Nef (13h), Table-ronde sur les nanotechnologies avec Jacques Testard, Dorothée Benoit, Patrice Bouveret, Claudia Neubauer et Jean-Pierre Frick (15 h), projet d'écoconstruction urbaine à Strasbourg avec Bertrand Barrère (17h), survivre aux nanotechnologies, avec Claudia Neubauer, coordination Sciences citoyennes (17h). *Vendredi 18* : Agir pour la paix, le rôle de la France, avec Patrice Bouveret (11h), la basse énergie dans le bâtiment avec Camille Bouchon (13h), les nanotechnologies sont-elles contrôlables ? avec Dorothée Benoit, journaliste scientifique (13h), table-ronde démocratie directe et démocratie participative avec Jean-Pierre Frick, Gérard Haffner, Andres Gross, le collectif Atos (15h), l'autoconstruction, une expérience (17h), se soigner par les plantes avec Christian Escriva (17h). *Samedi 19 mai :* produire et consommer autrement pour défendre les paysans du Sud avec Catherine Gaudard du CCFD (13h), énergies vertes à la maison, avec Patrick Piro (13h), vaccinations, de la soumission à la conscience avec Françoise Joët, d'Alis (15h), table-ronde sur la guerre de l'ortie avec Bernard Bertrand, Jérémy Petit, Jean-Paul Zusslin, David Lefèbvre (15h), Si l'Europe voulait ! avec Christophe Ventura d'Attac (17h). *Dimanche 20 :* Ecoconstruction et collectivités locales avec l'Ajena (13h), manger bio, c'est pas du luxe avec Lylian Le Goff (13h), table-ronde : développement de la bio avec Lylian Le Goff, Jean-Michel Florin, Jean-Pierre Berlan, Jean-Pierre Frick (15h), OGM et liberté avec Jean-Pierre Berlan (17h). *Lundi 21 mai :* globalisation, espoir ou désespoir ? avec André Brugiroux (13h), urbanisation et toits végétalisés avec Jürgen Hartwig (13h), gestion différenciée des espaces verts avec Nord Nature Chico Mendes (14h30). *Foire écobio d'Alsace, 27, rue du Canal, 68570 Soultzmatt, tél : 03 89 47 67 54.*

❇ **Indre : 5e chapitre nature**. 17 au 20 mai, à Le Blanc, parc naturel régional de la Brenne, sur le thème : reproduction(s) naturelle, artificielle, végétale, animale, autorisée, interdite ou manipulée. *Chapitre nature, FOL 36, 23, boulevard de la Valla, BP 77, 36002 Châteauroux cedex, tél : 02 54 61 34 67.*

❇ **Drôme : 16e Naturellement.** 19 et 20 mai, promenade de la Digue à Nyons. Produits bio, énergies renouvelables, habitat sain, santé, associations, conférences, expositions... *Ceder, 15, avenue Paul-Laurens, 26110 Nyons, tél : 04 75 26 22 53.*

❇ **Côtes-d'Armor : 4e fête du jardin.** 20 mai, au Centre régional d'initiation à la rivière. Stands associatifs et professionnels, présentation d'outils, d'entretien alternatif, d'engrais verts, de paillage, de compostage, expositions, toilettes à litière biomaîtrisée. Conférences : les purins de plantes (11h), les plantes médicinales et aromatiques (14h). *Centre régional d'initiation à la rivière, 22810 Belle-Isle-en-Terre, tél : 02 96 43 08 39.*

❇ **Haute-Garonne : Bio et Terroir.** 20 mai à Aspet, conférences, expositions, stands associatifs, éco-habitat. Contact : *06 29 49 36 62.*

❇ **Pau : 1er Zénitude.** 25 et 27 mai, parc des expositions de Pau, thème : sans nature, plus de futur. Santé, bio, énergies renouvelables... *Organizen, Théon, 17120 Cozes, tél : 05 46 90 11 52.*

■ **Haut-Rhin : 1er Jouvence.** 26 au 28 mai, salle polyvalente de Hattmatt. Bio, habitat sain, renouvelables, environnement, santé. *Groupe RTS Concept, 54, rue de Kingersheim, 68270 Wittenheim, tél. : 03 89 52 45 75.*

■ **Maine-et-Loire : 17e festi-bio.** 26 au 28 mai, place des Terrasses à Durtal, 90 exposants, marché bio, habitat sain, santé, conférences. Thème : croquez la vie. *Les Pionniers de la Bio, La Métairie de Léchet, 44350 Guérande, tél : 02 40 24 93 89.*

■ **Manche : 10e fête de la bio.** 26 et 27 mai sur une ferme bio à Hauteville-La Guichard, entre Saint-Lô et Coutances, 150 exposants, 10 conférences, marché bio, spectacles, démonstrations... *GAB 50, tél : 02 33 06 45 76.*

❇ **Tarn : 25e Biocybèle.** 27 et 28 mai au parc Foucaud de Gaillac. Conférences de Lilian Le Goff "de la diététique à l'écologie", Pierre Gevaert "Alerte aux vivants, pour une renaissance agraire", Guy Kastler "de l'agriculture durable à l'agriculture insoutenable : les dérives sécuritaires". Café écolo avec débat sur "la Nef, de l'argent à la citoyenneté", "du mouton au tricot, la filière laine", "la proximité, c'est l'équité"... *Nature et Progrès, Cazalens, 81600 Brens, tél : 05 63 57 60 00.*

Rencontre des ami-e-s de Silence

L'association *Les ami-e-s de Silence* proposent leur rencontre estivale du 1er au 8 août 2007. Le but de la rencontre ? Vivre ensemble de façon festive dans la simplicité volontaire, partager nos expériences d'autogestion et nos savoirs (alternatives, habitat, énergie, vie quotidienne, alimentation, non-violence, décroissance...), mettre la main à la pâte dans divers ateliers et lâcher prise... bref, croquer la vie dans la bonne humeur !

Cette rencontre se déroulera dans le canton de Tournon-d'Agenais dans le Lot-et-Garonne, après une semaine de préparation et montage du 25 juillet au 31 juillet.

L'adhésion à l'association est cette année à 10 € par adulte et le prix des repas végétariens préparés collectivement reste à 6 €par jour et par personne (demi-tarif pour les moins de 12 ans). Il sera possible de s'organiser de manière autonome pour les repas (coin cuisine spécifique). Auquel cas il vous sera seulement demandé une petite participation à "prix libre" pour l'utilisation des installations et équipements en sus de la cotisation.

Pour s'inscrire, merci de noter sur papier libre les noms, prénoms, adresse, téléphone, choix pour la cuisine, âges (si moins de 12ans) pour vous-même et les personnes vous accompagnant, et de joindre les informations au chèque à l'ordre des "Ami-e-s de Silence" d'un montant qui comprendra les adhésions et 20 €€ d'arrhes pour chaque personne choisissant la cuisine collective.

Il est aussi demandé d'apporter votre tente et votre vaisselle, des pots de confiture et des tisanes. Merci d'en préciser la quantité à l'inscription (confitures, tisanes).

Si vous en possédez, marabouts, chapiteaux, grandes tentes, yourtes ou abris bambous seront les bienvenus ainsi que vos instruments de musique...

Si vous avez accès à internet, il est recommandé d'aller sur le site http://amisilence.apinc.org pour récupérer un bulletin d'inscription et le remplir. Merci de vous inscrire avant le **21 juin**.

L'association des Ami-e-s de Silence née d'une initiative de lecteurs et lectrices, est autonome vis-à-vis de la revue. Pour tous renseignements supplémentaires, vous pouvez joindre les Ami-e-s de Silence aux coordonnées ci-contre.

Pour organiser le covoiturage : possibilités d'annonces dans S!lence (deux mois à l'avance) + petites annonces offres et demandes sur le site internet des ami-e-s de Silence http://amisilence.apinc.org.

Pour voir à quoi ressemblaient les éditions précédentes, voir S!lence n°309, 314, 328, 340.



DR

Installation du chapiteau (Rencontre 2006).



Elisa Soustrac

Fabrication d'un poêle à bois économe (2006).

Correspondants

(renseignements et envoi infos inscriptions + paiement) :

■ *Aquitaine, Bourgogne, Provence-Alpes-Côte-d'Azur* : Christophe Rastoll, 3, rue du 4-Septembre, 19000 Tulle, tél : 05 55 20 97 59.

■ *Alsace-Lorraine, Champagne-ardenne, Ile de France, Picardie, Nord-Pas de Calais* : Youri Bodeux, 6, rue de la Halle, 55200 Commercy, tél : 03 29 90 19 58 ou 06 28 02 38 61, orgon55@yahoo.fr.

■ *Midi-Pyrénées, Poitou-Charente, Limousin* : Mélanie Mornet, 2128, ancien chemin Peyrougier, 83136 Méounes-les-Montrieux, tél : 04 94 14 10 75 tous les jours de 9-11h et de 14-16h.

■ *Corse, Languedoc-Roussillon :* Marco Jean-Montcler, Le Bourg, 47130 Clermont-Dessous, tél : 05 53 67 48 28

■ *Centre, Pays de la Loire, Bretagne, Basse-Normandie et Haute Normandie :* Françoise Maquin, 7, rue Pasteur, 07500 Granges, tél : 04 75 41 57 25.

■ *Auvergne, Rhones-Alpes, Franche-Comté :* Anne Krumb, Epernay, 73670 Entremont-le-Vieux, tél : 04 79 44 14 93.

En cas d'impossibilité à joindre votre correspondant, contacter Stéphanie, 9, route d'Ossau, 64260 Izeste, tél : 05 59 05 75 93 ou secretariat-amidesilence@no-log.org.



Alternatives

SAVOIE

Et si la beauté pouvait sauver le monde

La sixième édition du colloque *Et si la beauté pouvait sauver le monde* se tiendra à Valmeinier en Savoie, du 17 au 20 mai, sur le thème "habiter, un défi pour aujourd'hui". Ateliers et discussions dans une ambiance conviviale, avec des invités comme Bernard Devert (Habitat et humanisme), Ousmane Sow (sculpteur), Majid Rahnema (auteur de *Quand la misère chasse la pauvreté*)... *Coordination congrès, Claire Fabre et Coryse Vattebled, 4, rue du Tournefou, 10190 Pâlis, tél : 03 25 40 58 37.*

HAUTE-SAVOIE

Purin d'ortie et compagnie

L'association *Sens art'ifice* organise une conférence avec Eric Petiot sur la question de la législation sur les préparations à base de plantes et les mobilisations actuelles sur le sujet, le mardi 8 mai à 20h30 à la salle polyvalente d'Hery-sur-Alby. Cette conférence est en prélude à la rencontre *Troc-Nature* organisée au même endroit le dimanche 13 mai par l'association *Cyclamen* : troc de plants, de semences, de recettes de cuisines... *Sens art'ifice, 315, route des Monts, 74540 Hery-sur-Alby, tél : 04 50 51 31 66.*

ARDÈCHE

Terre et humanisme

L'association *Terre et Humanisme* propose des stages d'initiation à l'agroécologie, ouverts à tous et animés par Pierre Rabhi. L'occasion de se reconnecter à la terre, d'acquérir les savoir-faire nécessaires pour cultiver un jardin vivant et respectueux de l'environnement et de participer à une réflexion plus large sur l'urgence écologique et humaine actuelle ! Prochains stages : *initiations à la terre*, 14 au 19 mai, 9 au 14 juillet, 6 au 11 août ; *mon potager agroécologique*, 21 au 26 mai, 23 au 28 juillet, 13 au 18 août ; *cuisine au jardin*, 30 juillet au 4 août, 15 au 20 octobre. Il est également possible, en dehors de ces stages de se former en participant à la saison maraîchère sur place. *Terre et Humanisme, Mas de Beaulieu, BP 19, 07230 Lablachère, tél : 04 75 36 64 01.*

DRÔME

Les Amanins

Le centre agroécologique des Amanins propose des rencontres sur différents sujets pour comprendre l'esprit du lieu : l'énergie sur le site (12 mai), l'écoconstruction (9 juin), la place des parents dans l'école (23 juin), la pépinière, la fertilisation et le bois raméal fragmenté (21 juillet), comment faire son jardin en permaculture (25 août), comment apprendre à apprendre (15 septembre)... *Les Amanins, centre de séjour en agro-écologie, 26400 La Roche-sur-Grâne, tél : 04 75 43 75 05.*



Gérard Arnaud



Femmes immigrées

Les Nations unies ont publié début septembre 2006 un rapport sur le rôle économique des femmes immigrées dans le monde. Elles sont plus de 95 millions dans le monde, le plus souvent ignorées des statistiques car souvent en dehors du salariat : travail domestique, travail non rémunéré accompagnant celui du mari, employées non déclarées... L'étude montre que lorsqu'elles disposent d'un revenu, elles en retournent une part plus importante à leur pays d'origine que les hommes, même si leurs gains sont plus modestes. Les femmes immigrées rencontrent plus de difficultés que les hommes et l'éventualité de tomber dans la prostitution, le viol, sont évidemment des risques supplémentaires.

BRÉSIL

Bus et métro réservés aux femmes

Après la ville de Rio de Janeiro qui avait mis en place des rames de métro réservées aux femmes, c'est la ville de Goiâna qui vient de mettre en place des bus pour les femmes. Dans les deux cas, la motivation est la même : éviter le harcèlement sexuel dans des lieux de promiscuité.

FINLANDE

Plus de femmes au Parlement

La Finlande a fêté le 30 mai 2006, le centième anniversaire du droit de vote accordé aux femmes dans le pays. C'était le premier pays à le faire. Après la Suède (46% de députées), la Finlande est le deuxième pays à atteindre les objectifs de l'Union européenne en matière de parité : dépasser les 40% de femmes députées. Après les élections du 18 mars 2007, le pays compte désormais 43% de femmes parlementaires.

TURQUIE

Pour des femmes en politique

Le gouvernement turc va devoir tenir compte d'un sondage réalisé dans différents pays sur la place des femmes en politique. A 85% les Turcs se prononcent pour une plus grande présence des femmes dans ce domaine.

Inégalités persistantes

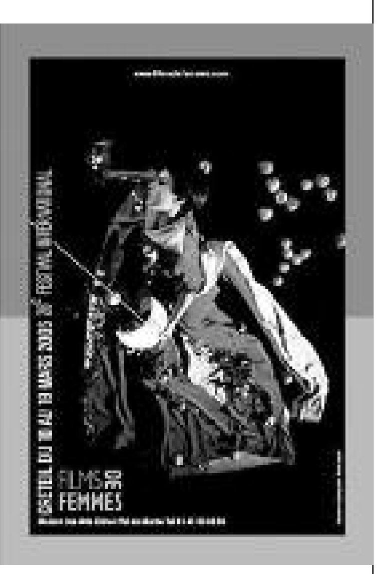
Selon le rapport annuel d'activité de la Délégation aux droits des femmes, publié à l'occasion du 8 mars, les femmes sont toujours victimes de nombreuses inégalités dans le monde du travail : 10,6 % des femmes au chômage contre 8,7 % des hommes, un taux qui est le double pour les mères seules que pour les mères en couple ; elles représentent 82 % des temps partiels, 80 % des bas salaires ; seules 44 % des femmes (contre 86 % des hommes) disposent d'une retraite complète.

Femmes absentes des médias

Tous les cinq ans, le 10 mai, l'association des femmes journalistes, dans le cadre d'une étude menées dans 76 pays, épluche en France, cinq quotidiens nationaux et deux régionaux et compte les femmes et les hommes cité-e-s. Le dernier comptage réalisé le 10 mai 2006 indique 17% de signatures féminines... un taux inchangé depuis 1996. L'association signale que si l'on enlevait les "femmes de...", les victimes, les femmes nommées anonymement uniquement par leur métier ou leur activité, on serait encore à un taux beaucoup plus bas.

Festival international du film de femmes

Le festival international du film de femmes de Créteil qui s'est achevé le 1er avril a récompensé le film *How is your fish today* réalisé par la chinoise Xiolu Guo (produit en Grande-Bretagne), le récit d'un scénariste chinois à succès qui se met en tête de découvrir l'un de ses personnages. Débute alors, entre fiction et documentaire, un voyage à travers toute la Chine jusqu'à l'aurore boréale, lieu d'accomplissement de soi. Un prix spécial a été décerné à *Shoot the messenger* de Ngozi Onwurah (Grande-Bretagne) également prix du public : Joe, un professeur noir d'un quartier défavorisé de Londres, est renvoyé pour ses méthodes d'éducation musclées. Il développe alors une haine de sa communauté. Le prix des lycéens est revenu à *Enemies of happiness* d'Eva Mulvas surla vie d'une femme qui entre en politique en Afghanistan, film également primé par Amnesty international, et à *Dialogues in the dark* de Melek Taylan (Turquie). Egalement primés les films *Resistencia* de Lucinda Torre (Espagne), *La Promenade* de Marina de Van (France), *Deweneti* de Diana Gaye (Sénégal), *Nationale* d'Alix Barbey (France-Allemagne), *Embrace me* de Kim Hye-Jee (Pologne), *Ciao les enfants* de Solange Sogalen (France). *AFIFF, place Salvador-Allende, 94000 Créteil, tél : 01 49 80 38 98.*



Candidates à gauche

Sur douze candidats à l'élection présidentielle, on compte quatre femmes (Ségolène Royal, Dominique Voynet, Marie-Georges Buffet et Arlette Laguiller), toutes de gauche. Significatif ?

Violences

■ **3919 Femmes battues.** Mis en place, en France, le 15 mars 2007, le numéro d'appel pour les violences conjugales a connu quelques soucis à son départ : le standard a été bloqué dès le premier jour du fait d'un trop grand nombre d'appels... Preuve s'il en est que la question est sans doute encore fortement sous-estimée.

■ **Europe : cause de décès.** Pour le Conseil de l'Europe, pour les femmes de 16 à 44 ans, "la violence domestique serait la principale cause de décès et d'invalidité, avant le cancer, les accidents de la route et même la guerre". En France, la plupart des agressions physiques ou sexuelles se font au sein du foyer. Au cours des neuf premiers mois de 2006, 113 homicides ont eu lieu au sein du couple... 83% des victimes sont des femmes. Dans 41% des cas, le meurtre est lié à une séparation, dans 27% à une dispute, 16% à une jalousie. Dans 25% des cas, le meurtrier est sous emprise de l'alcool. Tous les publics sont concernés. Selon les conseils d'Amnesty international, en cas de violence, la première chose à faire est de déposer plainte, seul moyen de mettre en place un processus de protection de la victime.

■ **Grande-Bretagne : sexualité irrépressible ?** Selon un sondage réalisé pour le compte d'*Amnesty international*, mi-janvier, 42% des jeunes de 16 à 20 ans connaissent une fille qui a été battue par son ami, 40% en connaissent une qui a été forcée à des relations sexuelles par son ami. L'enquête montre une persistance de l'idée que la sexualité de l'homme est "naturellement" incontrôlable et irrépressible.

Un homme averti en vaut deux, Un homme prévenu zéro…

La détention préventive est-elle nécessaire ? En coupant le prévenu du monde réel, elle l'éloigne de la culpabilité, l'enfermant sur lui-même, au risque d'encourager la récidive.

Un prévenu attend parfois plus de trois années avant d'être jugé et condamné, tout en étant incarcéré dans une maison d'arrêt, purgeant donc, avant condamnation, une peine aléatoire non encore prononcée par une Cour d'assises — par exemple — puisqu'il est soumis, l'incertitude en plus, au même régime pénitentiaire que les condamnés, en partageant les grands inconvénients sans bénéficier des petits avantages. Ce temps de préventive qui est un temps de perte des liens familiaux, des liens socioprofessionnels et du lien avec la vie — *divorce, maladie contractée dans et par la prison, décès des proches (sans autorisation de se rendre aux obsèques) ou suicide de la personne prévenue.*

Le prévenu sait évidemment où il est et où il en est, mais plus le temps passe, plus il est dans l'incompréhension de sa situation de prévenu. Il ne comprend pas et plus quel est son statut : condamné potentiel ou prévenu précaire ? Ce, bien sûr, lorsque le dossier judiciaire n'est pas un cercueil à deux places : celui d'une victime décédée, et d'une vie irrémédiablement gâchée, puisqu'un assassin ou un meurtrier, lorsqu'il n'a pas une conscience verrouillée d'être rémunéré pour — *soldat, policier, barbouze, mercenaire, etc.* — ne se remet jamais d'avoir donné la mort. Qui pense le contraire ne sait rien de la vie et de la mort en dehors de sa peur de la vie et de sa crainte de la mort, savoir qui est partagé par tous les organismes vivants, de la fourmi à la baleine.

La prévention pire que la condamnation

Que la prison soit punitive, le prévenu en a vraiment conscience, mais en tant que "présumé innocent", il devient contradictoire de le garder dans cette incertitude d'une peine tout en la purgeant. Il y a là un paradoxe qui en plus de le troubler, l'empêchant de penser pour se défendre dans la fameuse sérénité mandée par la justice, fait souffrir sa famille lorsque celle-ci le visite au parloir depuis plus de trois ans sans les "avantages" d'un condamné : à savoir des parloirs de deux heures et plus, le droit de téléphoner, et enfin celui de penser un possible pour l'avenir.

En tant que prévenu, ses conditions de détention morales et physiques sont bien plus difficiles que s'il était condamné. En dehors du désespoir d'une peine ingérable comme les peines éliminatoires, n'est-ce pas paradoxal ?

C'est aussi en cela, en plus de toutes les garanties de représentation que le prévenu devrait soumettre aux juridictions compétentes lorsque la bonne foi des documents d'hébergement et de prise en charge ne peut être contestée, que le prévenu devrait s'acharner à poser au greffe judiciaire des prisons des demandes de mise en liberté provisoire, et ce durant tout le temps d'instruction puis d'ordonnance de renvoi devant les tribunaux.

Il est nécessaire que les magistrats aient l'intelligence bêtement humaine d'accorder leur confiance et de laisser libres avant jugement un maximum de détenus prévenus afin qu'ils se ressourcent à l'extérieur et prennent, après plus de un, deux ou trois ans d'incarcération par exemple, la pleine mesure de la perte de ce qu'englobe l'idée et le symbole de Liberté. Non pas pour jouir d'un quelconque confort puisqu'il n'en existera plus jamais dans le cas de ceux qui ont commis un acte irréparable comme la mort d'un homme. Il s'agit de reprendre contact avec le réel et ce réel est à l'extérieur de la prison.

Comment le prévenu peut-il humainement exposer au jour de son procès des regrets ou des remords quand, par exemple, trois années l'ont déconnecté du réel ? Au jour du jugement, il ne comprend plus, ou plutôt de moins en moins, puisque prévenu, il devient abêti de vivre depuis plus de trois ans comme un condamné sans date de libération.

Pas d'émotion dans un produit congelé

Seul un fait-diversier imbécile, et ils sont nombreux, écrira dans sa brève de misère que le condamné est resté froid face à ses victimes. Qu'il n'a montré aucune émotion, etc. Ces journalistes/pigistes devraient savoir que l'émotivité n'est pas un produit congelé qui se décongèle lorsque l'on passe le prévenu à la casserole d'un box de tribunal.

Il faut demander à la magistrature de faire un effort de compréhension car ce qui est exposé dans ces lignes est fondamental dans l'exercice de la Justice.

A moins que la prison préventive serve justement à cela, préparer le déviant à être manipulé pour la plus grande joie du public et, le livrant en pâture, brider tout rêve citoyen de contestation violente. Voyez et retenez ce qu'il advient de qui ose commettre un acte de vol, viol, meurtre sans la bénédiction ou l'ordre de l'État. Lui seul ayant le droit de vie et de mort en temps de paix ou de guerre sur tous et toutes du fait de sa simple raison.

Pour l'avenir et la sacro-sainte et pseudo-réinsertion, le prévenu ne devrait pas se plier à cette règle déjà écrite qu'est la politesse morbide dans un jeu de rôle macabre. C'est en cela que la libération en liberté provisoire, sous toutes les conditions que jugera bon d'imposer le magistrat prenant le risque de la fuite ou de la "récidive", est nécessaire, autant pour le prévenu que pour le sens de la peine à venir.

Dans la grande majorité des cas où la magistrature refuse les demandes de mise en liberté provisoire afin de garder et d'entretenir un vivier criminel en guise de bouc émissaire social ou d'épouvantail sécuritaire, il n'y aura plus pour le prévenu enfin condamné qu'une continuité de

la peine qu'il a déjà purgée pendant son temps de préventive. La médiocrité carcérale d'une comptabilité du temps avec le profil bas de celui qui désire des aménagements de peine, est alors bien éloigné de la mémoire et du souvenir que le prisonnier condamné doit à sa victime.

actes d'une personne, du seul fait qu'il y aura une cassure dans le temps mort de la prison, et donc comme une renaissance incluant aussi celle des victimes et, vous entendez bien, qu'il est question de la réalité de la victime dans l'esprit, dans la mémoire du prévenu libéré, et non de son existence réelle. Il devient donc nécessaire de redonner au prévenu libéré le goût de vivre pour qu'ensuite, il s'écœure du goût de cendres que ses actes, sauf s'il les revendique comme légitimes, ont laissé dans sa bouche.


DR

Goût de vivre, goût de vérité

Pensons-nous que la Justice, de toute sa force d'exemplarité et sa charge symbolique, n'existe que pour cela ? Si oui, alors, les hommes et les femmes qui composent le corps de la magistrature sont coupables devant l'humanité de fabriquer avec les voleurs d'aujourd'hui les violeurs de demain qui feront les tueurs d'après-demain. A savoir, transformer un homme ou une femme en comptable d'un laps de temps, ce dans la frustration affective et sexuelle, la folie mortifère du temps mort et la stérilisation judiciaire, puisqu'on prive un homme ou une femme du désir d'enfant, lorsqu'un couple ne se reproduit pas à la sauvette dans les zoos que sont les prisons. Oui, certains humains ne se reproduisent pas en captivité, c'est à savoir.

C'est maintenant que la liberté relative, puisque provisoire avant le procès, peut faire prendre toute la mesure des

Il faut, sans se faire le moins du monde gestionnaire de misère — la multitude de petits papes et saints sont *en nombre suffisant (ou : en nombre assez important)* pour s'en charger — aider les prévenus à retrouver le goût de la vérité en les laissant libres le temps d'avant et pendant procès.

Plus de un, deux ou trois ans concrets de prison préventive les ont placés dans l'abstraction. Ce qu'ils ont fait devient abstrait et ceci est d'une gravité qui, intimement dans l'indicible, ajoute à leurs actes, mais n'est plus de leur fait, mais de celui des juges qui les maintiennent des années durant en détention préventive. Comment ensuite juger cette abstraction si ce n'est en la leur rendant lisible par une libération dans un vrai décor de vie et non dans ce trompe-l'œil carcéral ?

Est-ce pour cela que des représentants de la communauté humaine se réunissent sur deux, trois ou plusieurs jours ? Pour cela ? Cette eucharistie pénale ? Il n'y a pas d'Intelligence humaine dans ce processus ou alors, en effet, le prévenu fait bien de ne plus rien comprendre et de se protéger en devenant, le temps de la peine, autiste en accumulant en lui des fantasmes de vengeance puisque revenant à son crime, le temps de prison le légitime. Combien disent en sortant : "J'ai payé !". Ce paiement remet donc les compteurs à zéro et l'on peut donc récidiver puisqu'avoir payé veut dire ne plus avoir de dettes, créance de sang ou non ! Combien de prévenus ayant épuisé au bout de quatre, cinq ou six ans leur capacité de compréhension, leur richesse d'humanité, se disent après une lourde condamnation qu'en fait ils ont bien fait de commettre un acte puisqu'ils le paient d'un terrible temps de vie ? Combien reviennent au crime et s'y accrochent comme unique secours pour ne pas sombrer, en le justifiant par l'argumentation de la folie afin de ne pas désespérer ? La question de savoir pourquoi ils ont, par exemple, tué, se mue sur le temps en "Après tout, la victime devait bien mériter son sort puisque j'en souffre. Mon crime n'était donc pas gratuit puisque je le paie, en cela il m'appartient et donc, je peux le revendiquer comme justifié ! Merci Monsieur ou Madame le Juge". Si la magistrature dans son ministère estime que cela doit perdurer, alors qu'elle juge au plus vite ou plutôt qu'elle valide par un chiffre, un nombre, un tarif, la condamnation que le prévenu purge déjà à crédit. Placer le prévenu en détention préventive revient à l'éloigner de son acte pour le plonger dans l'incertitude. Son souci n'est plus le crime, la victime ou la justice. Sa question n'est plus "pourquoi ?" mais "quand ?"

D'autres troubles…

Quant au fameux et fumeux trouble à l'ordre public, on ne coud pas la bouche de nos politiciens lorsqu'ils troublent l'ordre public en disant tout et son contraire dans les médias.

Il y aurait, plutôt que de casser les oreilles publiques, bien des bouches politiciennes à coudre préventivement. Pour conclure, que chacun-e ajoute réflexions et contradictions. En tout cas vous voilà tous et toutes... prévenu(e)s.

Abd el Hafed Benotman ■

Moins de chômeurs ?

De qui se moque-t-on ?

Un mois avant les élections présidentielles, l'INSEE a annoncé un chômage à seulement 8,6 % permettant à Chirac d'annoncer qu'il est heureux de quitter son poste de président avec un taux de chômage "le plus bas depuis 25 ans". Comment en arrive-t-on à sortir des chiffres aussi faux ? Tout simplement en modifiant année après année les conditions pour être "chômeurs" au sens de la catégorie 1 de l'ANPE, les seuls comptés dans ce pourcentage. De nombreuses associations protestent contre ces manipulations des chiffres alors que le nombre de personnes en recherche d'emploi stable (c'est-à-dire chômeurs, dispensés d'inscription car n'ayant pas encore travaillé ou jugés trop âgés, travaillant à temps partiel non choisi, contrat à durée déterminée, stages…) est aujourd'hui proche de 25 %.

Travail précaire

Les étudiants avaient promis qu'ils ne s'arrêteraient pas à demander la seule abrogation du CPE et qu'ils continueraient à se battre notamment contre le CNE. Mais il n'en a rien été… et le patronat dispose aujourd'hui d'encore une vingtaine de contrats précaires pour mieux éviter les revendications sociales : CJE, CES, CEC, CNE, CI-RMR, CIE, CTP, CA, CRE, CEJ, CP, SIFE, SRFPE, SFC, ACCE, ADE, AHCR, REZR, AEDOM, AEZFU, ACSBS, sans oublier les CDD et les missions d'intérim. De quoi gérer la précarité depuis la sortie de l'école jusqu'à une hypothétique retraite.

Privatisation de La Poste et conséquences culturelles

Avec la privatisation de La Poste et sa transformation progressive en banque, l'Etat supprime peu à peu les services mis en place pour aider dans le domaine des médias, des éditeurs et des libraires. Ainsi, en cinq ans, les tarifs d'envois des journaux sont actuellement revus à la hausse pour rejoindre le tarif des envois en nombre, des services comme les tarifs "livres et brochures" sont supprimés, les tarifs réduits ("coliéco", "sacs postaux librairies") disparaissent. Une pétition a été mise en ligne pour demander à l'Etat de revoir sa politique. On peut la signer sur internet : *http://www.cynthia3000.info/petition/index.php?petition=3* ou par papier en la demandant à *Atelier du Gué, 11300 Villelongue-d'Aude*.

Critique de la recherche scientifique

D'anciens étudiants-chercheurs ont mis en place une plate-forme politique critique de la recherche scientifique qui dénonce le contrôle de la recherche par les objectifs privés et militaires, dénonce le mythe du progrès comme mode de résolution des problèmes de société, constate que la "recherche publique" n'existe pas, que la "science pure" est tout aussi une utopie, que la recherche est indissociablement liée au pouvoir politique, militaire et industriel. Constatant que l'on observe un effondrement de plus en plus rapide des conditions biologiques de notre survie et l'impuissance grandissante des humains sur le cours de leur existence, ils demandent que le débat soit ouvert, un vrai débat sur l'avenir d'une recherche aujourd'hui inféodée au système qui nous détruit. *CRS c/o Groupe Oblomoff, 21 ter, rue Voltaire, 75011 Paris.*

Nanotechnologies

Risques méconnus

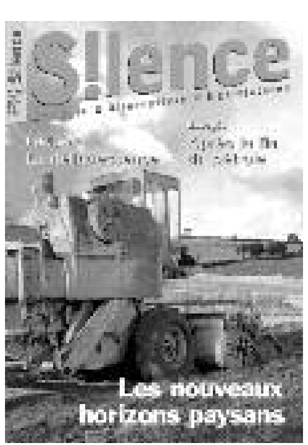
Benoît Hervé-Bazin, toxicologue, est chargé de mission à la direction scientifique de l'INRS, Institut national de recherches et de sécurité. Il a notamment compilé toutes les études sur les risques des nanoparticules pour la santé. Interrogé dans *Ouest-France* du 21 mars 2007, il constate qu'"il y a une inflation des recherches industrielles sans que les études sur le risque suivent. Visiblement, on n'a pas tiré les leçons du passé (…) On dispose de données sur leurs propriétés électriques, magnétiques, et pratiquement rien sur leurs dangers potentiels (…) On ne sait pas grand-chose sur leur risque allergique". Il soulève la question des normes d'émission actuelles qui sont données en fonction d'un poids… ce qui pour des particules de cette taille n'est pas une limite correcte. Enfin, il note que les rares appareils de mesure disponibles sont confinés dans quelques laboratoires.

Oh, combien de paysans…

D'après certains eurocrates bruxellois, le marché mondial est moins cher que les producteurs européens et il faut tous les supprimer. D'après le FNSEA, en France, 150 000 agriculteurs suffisent. D'après la Confédération paysanne 800 000 pourraient trouver un revenu décent avec un programme "responsable". En métropole, la superficie agricole utilisable est d'environ 30 millions d'ha, cela ferait donc des fermes de 37 ha en moyenne (un carré de 600 m de côté).
Vers 1993, il y avait 800 000 agriculteurs et c'était déjà trop peu.
Lorsque les dirigeants de la Confédération paysanne parlent de "programme responsable", il faut comprendre "programme qui ne gêne pas trop les intérêts financiers de ceux qui commandent à l'État de faire ce qui est bon pour la bourse". En effet, une proportion importante du budget de la Confédération paysanne provient de subventions publiques ? Peut-on souhaiter abattre celui qui nous finance ou simplement lui en demander plus ?
Un autre programme est possible mais n'a pas retenu l'attention des responsables de la Confédération paysanne, c'est relocaliser à la ferme les emplois qui ont été délocalisés en amont (engrais, machines, énergie…) ou en aval (expédition, transformation, transports, distribution…) Au bas mot, on pourrait faire vivre trois millions d'agriculteurs (ferme moyenne de 10 ha) sans gros engins, sans OGM, sans nucléaire, à peine de chimie, de pétrole…
Inconvénients de la relocalisation à la ferme :

- Si on créé des emplois à la ferme, on en supprime dans les industries que l'on ferme et dans un tas d'activités corrigeant les dégâts du système agricole actuel : hôpitaux, pharmacie, dépollution…
- Cela diminue le PNB, fait baisser la bourse…
- Les emplois à la ferme seront majoritairement indépendants, donc moins contrôlables par l'État.
- Ces paysans apprendront à consommer mieux, donc moins et auront certainement envie de travailler moins, quitte à partager le travail. Disposant de temps libre, ils risquent de se mettre à réfléchir et remettre en cause l'ordre établi.

Patrice Néel.



Déboulonneurs

Multiplication des procès

Après plus d'un an d'actions de barbouillage des panneaux publicitaires, les résultats commencent à être perceptibles. Le 2 mai, deux déboulonneurs passeront en procès au tribunal de police de **Lyon**, trois autres passeront cette fois en cour correctionnelle le 4 juin, à 14 h, toujours à **Lyon** (67, rue Servient). Un autre passera en procès en cour correctionnelle à **Rouen**, le 11 mai. A **Paris**, le 9 mars, sept déboulonneurs ont été condamnés pour des barbouillages sur les panneaux publicitaires… à un euro symbolique. Le procureur avait demandé 500 €. Les plaidoiries de François Roux et les témoignages de Claude Got, Jean-François Pellissier et Maurice Pergnier ont été entendus par le tribunal qui a condamné a minima. Enfin, à **Montpellier**, deux personnes sont passées en procès le 9 mars. Le jugement a été rendu le 23 mars : 200 € d'amende avec sursis, mais aussi 1200 € de dommages et intérêts pour deux annonceurs.
Pour tout renseignement et soutien financier *: Collectif des déboulonneurs, 24, rue Louis-Blanc, 75010 Paris, www.deboulonneurs.org* ; à Lyon : *187, montée de Choulans, 69005 Lyon, deboulonneurslyon@no-log.org*.



Marie Clem's

Faut-il raser les banlieues ?

Les quartiers "chauds" de Monaco.

Pas une semaine sans que le gouvernement n'annonce de nouvelles démolitions de grands ensembles ! La solution pour lutter contre la pauvreté ?

A en croire nos spécialistes de l'urbanisme, les problèmes de banlieues proviendraient pour une grande part d'une densité trop importante de l'habitat. Et l'on démolit les grands ensembles des années 60 à coups de dynamite, alors que le pays manque cruellement de logements sociaux. Sommes-nous réellement sur la bonne voie ?

Première question que l'on peut se poser : la densité est-elle la cause de la paupérisation d'un quartier ? Les contre-exemples nous montrent qu'il n'en est rien. Les grands ensembles présentent une densité de population inférieure aux îlots haussmaniens de Paris. Ils présentent aussi une densité largement inférieure aux grands ensembles construits à Monaco (1). A l'inverse, des zones d'habitation peu denses comme les bidonvilles autour des centres urbains des grandes villes des pays du Sud ne sont pas des réussites en termes de lutte contre la délinquance ou contre la pauvreté.

Une aberration écologique

Les bâtiments des grands ensembles sont pour la plupart en béton armé. Le béton armé coûte extrêmement cher en énergie et ceci d'autant plus que depuis deux ans, le prix du pétrole a triplé, celui de l'acier a doublé. Démolir pour reconstruire est énergétiquement un gaspillage énorme par rapport à toute solution de réhabilitation.

Pour se rendre compte de l'énormité de ce que cela coûte en énergie, on peut considérer que le volume de béton d'un grand ensemble est du même ordre de grandeur qu'une centrale nucléaire. Or, selon les calculs mêmes d'EDF, une centrale nucléaire doit produire pendant sept ans pour rembourser ce que sa construction a consommé en énergie.

Réfléchir autrement

La réhabilitation a été au centre du programme *Banlieues 89*. C'est parce que ce programme n'a pas donné les résultats escomptés que depuis le début des années 2000, les gouvernements successifs ont changé d'orientation en optant pour la démolition-reconstruction.

Concernant la reconstruction, on s'oriente vers la réalisation de petit pavillonnaire avec chacun son entrée et son bout de jardin. Comme évidemment, la surface au sol coûte cher, cela donne des logements sur plusieurs niveaux (2). Il n'est pas sûr que ces réalisations expérimentales changent vraiment les choses.

Car le fond du problème demeure : un problème social et non seulement architectural. Ce problème a un nom : la pauvreté. Si l'on veut résoudre la "question des banlieues", il faudra s'aventurer sur le terrain politique : qui aura le courage de dénoncer l'accentuation perpétuelle des écarts de revenus entre une élite de plus en plus riche et une "France d'en bas" de plus en plus précarisée ? Il faudra également que les écologistes se penchent sur la question : si l'apport de l'éco-construction peut donner des résultats, c'est dans des projets collectifs et pas seulement par l'expérimentation dans des maisons écologiques individuelles (3).

Michel Bernard ■

(1) Où la délinquance est effectivement plus importante que dans les banlieues, de nombreux résidents étant à Monaco pour éviter de payer des impôts.
(2) Une exposition "Voisins voisines" réalisée par Arc en Rêve de Bordeaux, présentant huit de ces réalisations situées à Bétheny (Reims), Bordeaux et Floirac, Lille et Tourcoing, Mulhouse, Rezé et Saint-Nazaire, circule actuellement dans les maisons de l'architecture, un livre a été publié en novembre 2006 aux éditions Le Moniteur.
(3) Il existe des exemples intéressants de logements sociaux écologiques comme l'expérience du Chênelet en Pas-de-Calais. Voir *"Et si la qualité était pour tous ?"* dans *S!lence* n°325-326.



Paix

GRANDE-BRETAGNE

Moderniser la force de frappe ?

Le gouvernement Blair a présenté une loi de modernisation de la force de frappe du pays. Il se trouve confronté à une opposition forte de la part des députés travaillistes qui dénoncent le coût d'une telle opération : entre 14 et 36 milliards d'euros. Les députés travaillistes estiment qu'il y a d'autres priorités. Un sondage réalisé début janvier 2007 à la demande de la CND, Campaign for nuclear disarmement, indique que 64% des personnes interrogées en Grande-Bretagne sont pour que le gouvernement agisse en faveur d'une interdiction des armes nucléaires. 43% (contre 29%) estiment que la décision de renouveler le système Trident de dissuasion nucléaire ne peut qu'encourager d'autres pays à chercher à posséder des armes nucléaires. Malgré cela, en mars 2007, Tony Blair a réussi à faire voter son programme... avec le soutien des parlementaires de droite.

Jeunesse et non-violence

Depuis 2003, des camps de jeunes sont organisés pour favoriser des rencontres autour de thèmes liés à la non-violence. Cette année, un groupe de jeunes (15-30 ans) se rendra en Hongrie du 1er au 13 juillet pour une rencontre sur le thème "théâtre pour la paix" avec comme fil conducteur de contrer le racisme par le travail sur du théâtre d'improvisation. Une autre rencontre se tiendra du 31 août au 9 septembre à Montpellier sur le thème de la gestion de l'eau et des conflits liés à l'eau. Il faut avoir entre 18 et 35 ans. Un chantier international est également organisé du 27 juillet au 5 août à Jaoul, près de la Borie-Noble pour les plus de 14 ans. *Jeunesse et non-violence, La Borie Noble, 34650 Roqueredonde, tél : 04 67 58 87 15.*

FASLANE

Action et arrestations de Français

C'est une première dans l'européanisation de la lutte contre les armes nucléaires : onze militants français ont été arrêtés le 27 mars alors qu'ils bloquaient depuis une heure l'entrée de la base de Faslane où l'armée britannique entretient ses sous-marins nucléaires. Vingt-quatre britanniques ont aussi été arrêtés. Une semaine avant, ce sont des militants espagnols qui connaissaient les joies des gardes à vue, une semaine après, ce sont des Allemands qui ont été arrêtés. La présence d'un camp antinucléaire pendant un an a été lancée en octobre 2006 et une présence de délégations étrangères est organisée pour dénoncer le nouveau programme d'armement nucléaire du gouvernement Blair... voté par la droite parlementaire, avec abstention d'une bonne partie des travaillistes. *www.faslane365.org.*



DR

Pour ne pas être interpellés trop vite, des militants se versent de la peinture fraîche sur leur vêtements !

Bush dégoût

■ **La guerre rend fou.** Non seulement les Etats-Unis comptent déjà plus de 3200 morts dans leurs rangs, non seulement nous en étions à 22 000 blessés fin 2006, mais en plus un quart des effectifs sont rentrés au pays avec des troubles psychologiques. Une étude réalisée par le ministère des anciens combattants publiée dans le *Journal of the American Medical Association* début mars 2007, portant sur 103 788 soldats revenus au pays entre septembre 2001 et septembre 2005 montre que 25% nécessitent des soins en psy, que 31% sont impliqués dans des violences domestiques... et que nombre d'entre eux devraient être isolés en milieu psychiatrique, mais que l'armée ne le fait pas par manque de moyens. Pour moitié ces soldats ont moins de 30 ans. La publication de ce rapport a provoqué, le 12 mars 2007, la démission du général responsable des services médicaux de l'armée. Les associations de vétérans rappellent que 860 000 plaintes sont en attentes de procès de la part de soldats qui demandent des aides à l'Etat depuis la première guerre du Golfe en 1991. Le rapport souligne qu'à long terme, la guerre pourrait avoir comme conséquence un coûteux fardeau pour la santé de chacun et la collectivité.



■ **Bilan négatif.** Selon un sondage réalisé pour le compte de la BBC, le 20 mars 2007, à l'occasion du quatrième anniversaire de l'invasion par les Etats-Unis, 69 % des Irakiens estiment que l'arrivée de la coalition armée n'a fait qu'empirer la situation.

■ **Uranium appauvri jusqu'ici ?** L'uranium appauvri est utilisé depuis maintenant une vingtaine d'années pour renforcer les blindages des véhicules militaires et augmenter le pouvoir perforant des obus.
Problème : au moment de l'impact, l'uranium se pulvérise dans l'air, provoquant une pollution chimique et radioactive importante.
Cette pollution est déjà suspectée d'avoir provoqué la "maladie du golfe" qui a touché de nombreux militaires après la guerre de 1991. Un rapport récent remis au gouvernement des Etats-Unis révèle que, dix ans plus tard, en 2001, sur 580 400 soldats envoyés en Irak en 1991, 11 000 sont déjà morts, 325 000 sont aujourd'hui en invalidité permanente, soit 56% des soldats contre 10% pendant la guerre du Vietnam. L'uranium appauvri est aujourd'hui directement mis en cause dans la multiplication des enfants malformés en Irak.
Une étude scientifique publiée en mars 2006 en Grande-Bretagne indique que les poussières d'uranium migrent sur de longues distances et qu'on peut les mesurer jusque sur le territoire britannique, donc probablement sur toute l'Europe. Un retour à l'envoyeur qui pourrait avoir de graves répercussions sur notre santé.

■ **Blocage budgétaire.** La majorité démocrate au parlement et au sénat des Etats-Unis a permis de présenter une proposition de loi qui conditionne le financement des troupes militaires en Irak à un plan de retrait. Georges Bush peut éventuellement refuser de promulguer cette loi budgétaire... pour éviter d'avouer sa défaite, mais il bloquerait alors le financement des troupes. Une loi subtilement tournée par son opposition, alors que plus de 60 % des Etats-Uniens sont favorables à cette loi. S'il signe la loi, le plan de retrait des troupes prévoit d'avoir quitté l'Irak au 31 mars 2008.

■ **Luttes sociales en Irak.** Le Syndicat intercorporatif anarcho-syndicaliste de Caen a traduit des textes provenant du mouvement social irakien, qui bien qu'empêtré dans la guerre, essaie quand même de s'exprimer dans différents domaines. Une brochure de 96 pages est disponible contre 2 € port compris auprès de *SIA, BP 257, 14013 Caen cedex.*

Les nouvelles technologies au service de la guerre

Laissé de côté par une grande partie de l'opinion publique, comme par les militants, le pouvoir militaire est peu connu. Pourtant, la Défense joue un rôle considérable dans l'ordonnance du monde actuel, jusqu'à influencer nos modes de vie par les technologies qu'elle met au point. Derrière l'évolution de l'armement, ces technologies se révèlent être au centre des enjeux stratégiques, économiques et sociétaux de ce pouvoir.

Le temps des guerres conventionnelles, durant lesquelles régiments d'infanterie et de blindés s'affrontaient sur des champs de bataille circonscrits, est révolu. Déjà, à l'issue de la guerre d'Algérie, l'armée française avait théorisé une nouvelle façon de faire la guerre, *la guerre révolutionnaire* ou *guerre subversive,* dans des traités de stratégie : confrontée à la résistance du FLN fondu dans la population civile, l'armée était entrée dans un rôle de police pour débusquer au sein de la ville les réseaux de résistants et en éliminer les participants un par un ; la maîtrise de l'information était alors centrale et la torture considérée comme une arme pour vaincre les ennemis. Cette technique de guérilla urbaine se renforça de l'expérience en Indochine contre les bases arrières communistes, pour ensuite être enseignée par des cadres français (certains issus de la Résistance française) aux putschistes argentins, chiliens, paraguayens… (1).

Le cadre des guerres actuelles ne diffère pas : elles ont pour particularité de tuer plus de civils que celles du passé et la nature policière des interventions militaires se précise, voir la guerre en Irak. Face à l'inégalité technologique, la résistance qui s'organise utilise donc son milieu à la manière d'un maquis, comme dans le Vercors ou dans la Casbah d'Alger. Par contre, quand lors d'interventions armées occidentales, la présence des médias n'est pas évitée (2) et l'opinion internationale touchée, l'usage de la torture est en partie impossible dès qu'elle est médiatisée (souvenez-vous des prisons d'Abu Ghraïb en Irak).

En référence aux difficultés rencontrées, l'armée française appelle ce cadre d'action une "jungle", naturelle ou urbaine.



Le fusil FELIN permet de viser et tirer sans se montrer.

DR

Parallèlement, le capitalisme d'Etat a toujours recours au levier de la Défense pour tirer la croissance économique par des contrats militaires aux industries de haute technologie. Les armes sont renouvelées et modernisées constamment : la course à l'armement, l'idéologie de nos dirigeants, ne s'est pas arrêtée avec la guerre froide et sert encore à traîner l'industrie dans son sillon.

Nouvelles technologies pour nouvelles stratégies

Aujourd'hui, les technologies de miniaturisation électronique comme les nanotechnologies, concrétisent l'imaginaire militaire. Les armées occidentales s'adaptent avec elles aux "jungles".

L'étude publiée par l'Observatoire des transferts d'armement/CDRPC, intitulée *L'armement du futur : pression sur la recherche. Présence militaire dans le secteur des nanotechnologies* étale dans un bestiaire mortifère, sous des sobriquets comme BOA, FELIN ou Libellule, les armes qui donneront corps aux nouvelles stratégies de guerre.

Nous verrons que les nanotechnologies, entre autres, permettent de mettre en place de nouvelles façons de faire la guerre. Mais la fébrilité autour de ces nanotechnologies est surtout l'occasion pour l'Etat, par l'intermédiaire des investissements massifs de la Défense, de garder un contrôle financier sur les technologies de la prochaine révolution industrielle, technologies qui modèleront une économie sur laquelle il a de moins en moins d'influence.

(1) Voir le film *La bataille d'Alger* de Gillo Pontecorvo, interdit en France en 1966 et le documentaire *Escadron de la mort, l'école française* de Marie-Monique Robin.
(2) Rappelons que l'armée française est à l'heure actuelle présente dans au moins 17 pays. Qui saurait dire où ?

Par répercussion, cette crispation face à la mondialisation et le recours au secteur de la Défense ne sont pas sans conséquences sur la nature des recherches et des technologies que l'on retrouvera plus tard dans le civil.

Tirer sur des images : la guerre numérique

Pour évoluer dans ces "jungles", les militaires français ont donc mis au point le Fantassin à Liaisons Intégrées, le FELIN, opérationnel dans l'armée dès 2008. Le principe : un fantassin (soldat à pied) qui agira en commando sur le terrain ennemi. Un *troufionique* intégré dans un réseau numérique de communication et d'information capable de lui produire, par les multiples connexions avec les radars, satellites et drones (3), des cartes virtuelles du champ de bataille.



Un couple de FELIN se faufile dans la "jungle".

Son équipement s'organisera autour de lui : il portera un gilet électronique avec batteries, système de communication et prise USB.2 pour la connexion de matériel électronique, caméra de l'arme, carte... Le futur fantassin sera un système individualisé micro- puis nanoélectronique avec en son centre le soldat, devenu simple organe du sous-système FELIN (le système de système étant le réseau numérique global). Sur le casque, un écran se rétracte devant son œil et projette l'image du viseur/caméra de l'arme.

Il n'a plus besoin de regarder directement son ennemi, il tire sur des images qu'il visionne sur son écran. Affranchi de tout contact émotionnel avec la réalité de son acte, le FELIN peut aussi s'entraîner à tuer en jouant sur son PC.

Tuer est un jeu d'enfant

C'est là le cœur des guerres du futur : des affrontements déshumanisés avec, pour intermédiaire entre les personnes, le numérique. La robotisation, dont parle toujours cette étude, n'est pas là pour démentir cette tendance. Le vieux rêve militaire s'accomplit. Tuer devient un jeu d'enfant. Plus besoin pour le commandement, comme au temps des poilus, de faire des exécutions exemplaires ou de soûler les soldats pour qu'ils aillent combattre (4). Dès le plus jeune âge, entraînés à évoluer dans des jeux vidéo de simulation dits "serious games", les adolescents financent leur service militaire avec leur argent de poche.

La BOA, Bulle opérationnelle aéroterrestre, est l'application systématisée du numérique dans la guerre. C'est le métasystème qui relie tous les organes de l'armée ; de l'Etat-Major aux machines qui produisent de l'information en passant par le soldat sur le terrain.

Un exemple : les informations de l'ennemi filmées par un drone en vol, transmises à une rampe de missile avec GPS et voici l'apparition du "missile intelligent", qui touchera la cible filmée dès qu'un opérateur, tranquillement installé dans son bureau à quelques centaines de kilomètres du champ de bataille, aura cliqué sur sa souris.

En projet, la poussière de surveillance : des micro- voire nano-puces RFID larguées en nombre sur un espace donné et destinées à recueillir le maximum d'informations. Reliées entre elles par ondes radio, elles peuvent ainsi transformer un espace donné en une multitude d'informations numériques et recréer un champ de bataille virtuel, avec petits points rouges pour l'ennemi, petits points bleus pour les zones à risque (une source d'explosif détectée ?) et des zones grisées qu'il ne faut pas toucher à plus de ...% représentant les zones civiles.

Les armes s'échangent toujours bien

Récemment, un communiqué de l'AFP (5) faisait part de la création d'un bureau spécial en Israël chargé de superviser le développement d'armes hypersophistiquées s'appuyant sur la nanotechnologie. Le vice-Premier ministre Shimon Pérez fait état de la mise au point d'un système de mini-senseurs dispersés en territoire ennemi pour collecter des informations. Les Israéliens ne maîtrisent pas encore ces technologies. Viendront-ils apprendre en France ? Car le transfert de technologie n'est pas, comme on pourrait le croire, en défaveur de la France. Si celle-ci est avancée dans la recherche en nanotechnologie, les drones de surveillance, spécialité israélienne, sont les meilleurs du monde et les Français payent cher les procédés technologiques. Il n'est pas inutile de rappeler ces échanges militaires entre la France et Israël en temps de violation des droits humains et récemment en temps de guerre au Liban.

Avec les nanotechnologies, la France vise l'indépendance et la création de micro-drones portables, oeil déporté du FELIN qui, lançables à la main, regarderaient et transmettraient sur l'écran du soldat ce qui se passe au coin de la rue. La Délégation générale pour l'armement (DGA) finance déjà les recherches sur un nano-drone, *la Libellule*, de quelques cen-

(3) Les drones sont des avions miniatures sans pilotes contrôlés à distance.
(4) *La Grande Guerre inconnue, les poilus contre l'armée française,* François Roux, Les Éditions de Paris, 2006.
(5) AFP, 17 novembre 2006

timètres pour un poids de quelques milligrammes, semi-intelligent, qui se déplacerait en utilisant la synthétisation du neurone directeur de la mouche !

Quand l'armée fait la police

Mais plus que les prouesses technologiques, il faut ici retenir la nature policière de ces armes et technologies mises au point. L'armée surveille, filme et virtualise pour mieux contrôler des populations entières. La guerre est en ville, au sein de la population civile. Shimon Pérez annonce *"un mini-robot [qui] serait capable d'opérer à la manière d'un drone pour photographier l'ennemi en secteur urbain, notamment dans d'étroites ruelles, perturber ses télécommunications, voire liquider des activistes armés"*. En parlant d'activistes, rappelons qu'un drone avait surveillé le sommet du G8 qui s'était tenu en France, à Evian, en juin 2003. Le matériel militaire prouve son utilité civile dans l'actualité : ce même drone, *Hunter ("Chasseur")*, de fabrication franco-israélienne, prêté par l'armée à la police, a déjà survolé, le 14 juillet 2006, la Seine-Saint-Denis pour guetter d'éventuels troubles urbains (6).

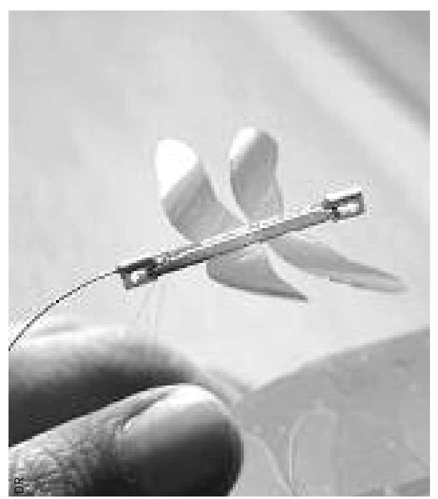
Les plans Vigipirate successifs et le couvre-feu de novembre 2005 illustrent encore ce rapprochement entre police et militaire. Pour faire face à quoi ? A une critique de l'ordre établi qui, qu'elle soit portée par des émeutiers de banlieue, par des activistes palestiniens, en passant par des anti-G8 et des terroristes, voit se renforcer les moyens mis en œuvre pour la réprimer.

Militarisation du civil

Le transfert des technologies militaires au civil est un lieu commun, citons l'internet. Alors quoi de neuf pour demain ?

La SAGEM, industriel de l'armement et fabricant de téléphones portables, a développé pour les FELIN le bandeau communicant (ostéophone) entourant la tête du soldat. Ce bandeau transmet par les os de la boite crânienne les vibrations émises par le soldat quand il parle, et celui-ci peut entendre par des oreillettes. "*On peut parler à voix basse et écouter sans bruit*". Pour sûr, ce bijou high-tech tombera dans le civil quand la SAGEM lancera son nouveau téléphone portable. Signe de ces temps kaki, la SAGEM est un des leaders mondiaux des solutions biométriques, utilisées entre autres pour nos futurs papiers d'identité.

Mais toutes ces technologies ne sont pas neutres ; elles ont été créées dans des buts précis. L'intérêt pour les militaires d'un portable et de son évolution le bandeau communicant est de rester en contact permanent avec les siens, les gentils, quand il faut évoluer dans le milieu hostile des méchants. Transposé à notre société, cet intérêt primaire qui accompagne le portable *"L'extérieur est hostile, il faut que je puisse rester en contact avec les miens"* est catastrophique pour les relations sociales.



Un drône-libellule.

Quant à la BOA, elle n'est qu'un nouvel internet dont l'utilisation se résume par la doctrine *"Tout savoir, sur tout objet, à tout moment, où qu'il se trouve. Omniscience, omniprésence, omnipotence"* (7). L'internet que nous utilisons tous les jours a été développé dans le même sens ; tout savoir, avoir toutes les informations disponibles... Le rationalisme militaire et la volonté de tout contrôler ne sont pourtant pas vivables.

Derrière les technologies militaires se dessine cette volonté de s'éloigner de l'autre, l'ennemi, pour ne pas avoir à ressentir émotionnellement ses actes vis-à-vis de lui. L'utilisation des technologies militaires dans le civil est à ce titre créateur d'autisme social.

Mais voilà, le progrès technologique stimule l'économie. Au vu du bagage technologique qu'on est censé trimballer quand on sort de chez soi, téléphone portable, appareil photo numérique, lecteur mp3 et GPS, il n'est pas improbable de voit apparaître d'ici peu à la FNAC des gilets électroniques avec batteries et prises USB.2. Pour une meilleure autonomie en milieu hostile ! Et à quand l'équipement FELIN pour nos CRS lâchés dans la "jungle" des villes françaises ?

Le nationalisme militaire comme solution économique ?

En plus de mettre à jour les projets de l'armée, éplucher les rapports des théoriciens de l'armement futur permet de replacer la technologie dans la perspective du pouvoir militaire. Sous cet angle, des complexes de recherche industrielle comme Minatec (8) font corps avec la nécessité qu'a la Défense de satisfaire ses besoins technologiques.

Au niveau de la recherche/industrie ce mélange des genres est revendiqué par Michèle Alliot-Marie, actuelle ministre de la Défense. Quand elle visite Minatec, premier centre européen en micro- et nanotechnologies, fer de lance de la prochaine révolution industrielle (la proximité entre recherche et industrie y est à son comble, à tel point qu'il est maintenant impossible de parler de recherche désintéressée) rien de plus naturel que d'affirmer qu' "*Il est plus que jamais indispensable de dépasser les frontières entre militaire et civil pour mutualiser nos expériences et nos savoir-faire. [la Défense] contribue aussi pour beaucoup à l'excellence technologique et industrielle de notre pays. Le maintien de cette excellence, ce doit être une ambition de tous les instants. À l'image des pôles de compétitivité, cette ambition doit mobiliser tous les acteurs, qu'ils soient militaires ou civils, publics ou privés. C'est ainsi que nous préparerons l'avenir de la France"*.

Face à la mondialisation, le nationalisme militaire viendrait au secours de la "nation" française ?

N'avons-nous pas d'autres identifiants culturels, d'autres solidarités et liens pour construire notre société mondialisée plutôt que ces avatars techno-militaires ?

Antonin Reigneaud
et Guillaume Gamblin ■

(6) *Un drone pour surveiller les violences urbaines ?* http://tf1.lci.fr
(7) M. Xavier Pasco, chargé de recherche à la Fondation pour la recherche stratégique (FRS)
(8) Sur Minatec et les nanotechnologies voir http://pmo.erreur404.org

Castro contre les biocarburants

Alors que Cuba, victime de l'embargo américain depuis fort longtemps, ne dispose que de très peu de pétrole et que ne circulent dans le pays que peu de véhicules motorisés, Fidel Castro dans un article publié le 29 mars a écarté la possibilité de recourir aux biocarburants car ce serait "condamner à une mort prématurée par la faim et la soif plus de trois milliards de personnes". Il dénonce "l'idée sinistre de convertir des aliments en combustible".

Logement et négawatts

La consommation moyenne dans les logements est actuellement de 210 kWh/m²/an, mais avec de gros écart : dans l'habitat d'avant 1975, la moyenne est de 328 kWh/m²/an et cela représente 65% des logements. Si nous voulons diviser par quatre nos émissions de gaz à effet de serre dans le logement, c'est possible... à condition de fixer des normes très basses car le renouvellement des logements ne se fait qu'au rythme de 1% par an. Actuellement, dans le neuf, la norme en vigueur en France est de 75 kWh/m²/an. On peut faire mieux, par exemple s'appuyer sur l'expérience suisse avec le label *Minergie* qui fixe un plafond actuellement à 42 kWh/m2/an. Selon l'association qui gère ce label, cela entraîne un surcoût de construction assez faible de 3 à 6%, récupéré sous forme d'économie en moins de vingt ans. En Suisse, 15% du logement neuf est déjà à cette norme, un taux qui atteint déjà 25% dans certains cantons. Encore plus intéressant, le label *Passivhaus* développé en Allemagne impose une norme à 15 kWh/m²/an. Le surcoût, s'il est pris en compte dès le départ est lui aussi modéré. En Autriche, et dans quelques expériences, on trouve même maintenant le concept de maisons à *énergie positive*, c'est-à-dire qui produisent plus qu'elles ne consomment du fait d'une excellente isolation et d'un recours aux énergies renouvelables. Diviser par quatre notre consommation dans le bâtiment est un défi qui n'a donc rien d'impossible, si l'on en a la volonté politique.

AUTRICHE

Avenir renouvelable

Le 9 février, lors d'un colloque européen sur la politique énergétique de l'Union européenne, le ministre autrichien de l'Economie, Martin Bartenstein, a indiqué que son pays cherchait à atteindre 45% de son énergie à base d'énergies renouvelables (contre 23% aujourd'hui) à l'horizon 2020 et ceci en parallèle à l'objectif de baisse de 30% des gaz à effet de serre. A un commissaire européen qui faisait remarquer que "sans recours au nucléaire, la lutte contre l'effet de serre serait deux fois plus difficile", le ministre autrichien a répondu "que l'on n'a pas besoin du nucléaire pour lutter contre l'effet de serre". L'Autriche s'est interdite le recours au nucléaire dans sa Constitution après un référendum en 1978. *(Réseau Sortir du nucléaire, 10 février 2007)*

ESPAGNE

Une île 100% renouvelable

El Hierro, une petite île des Canaries de 278 km2, peuplée de 10 500 habitants, sera, dès 2009, alimentée entièrement en électricité grâce à un parc éolien et une usine hydroélectrique. L'île très touristique a des besoins importants en eau. Une partie de l'énergie servira à faire fonctionner deux usines de désalinisation d'eau de mer.


DR

Enercoop Travail à domicile

Si vous exercez une profession à domicile, vous pouvez dès maintenant choisir votre fournisseur d'électricité pour votre habitation, la loi incluant ce cas dans celui des abonnements professionnels. Vous pouvez donc choisir de ne plus dépendre de l'énergie nucléaire en rejoignant Enercoop, coopérative qui vous garantit une électricité issue des énergies renouvelables. Pour les particuliers, il faut attendre juillet 2007, mais il est déjà possible de demander de la documentation. *Enercoop, 11, rue des Réglises, 75020 Paris, tél : 01 73 02 69 25.*

HAUT-RHIN

Journées énergies renouvelables

Les sixièmes journées des énergies renouvelables du pays Thur Doller, avec une trentaine d'exposants et deux conférences se tiendront les 12 et 13 mai, au parc de Wesserling, à Husseren-Wesserling (35 km de Mulhouse). *Thur-Ecologie et transports, Daniel Walter, 19, rue du Puits, 68550 Saint-Amarin, tél : 03 89 82 14 75.*



C'est pas beau les éoliennes ?

Si nous voulions assurer avec des éoliennes l'équivalent de la production électrique consommée aujourd'hui en France (une absurdité puisqu'on ferait mieux d'économiser), avec des éoliennes de 2 MW (les plus courantes) et avec un temps de fonctionnement de 33%, il faudrait environ 150 000 éoliennes. Cela serait affreux dans le paysage ? Dans le paysage, on compte actuellement environ dix fois plus de pylônes pour les lignes à haute tension, et cent fois plus de poteaux pour les lignes moyenne et basse tension.

DR

Toujours plus nombreux contre l'EPR

Un mois avant les élections présidentielles, l'intense campagne animée par le Réseau Sortir du nucléaire s'est traduite par des manifestations de rue importantes et par des candidats obligés de se positionner sur la question énergétique.



Michel Bernard

Manifestation à Lyon.

Alors qu'il y avait 25 à 30 000 manifestants à Cherbourg, un an avant, il y a eu ce coup-ci un doublement du nombre de manifestants avec près de 35 000 personnes à Rennes (10 000 selon la police), 8000 à Lyon (4000 selon la police), 8 à 10 000 à Toulouse (5000 selon la police), 5000 à Strasbourg (2100 selon la police), 4000 à Lille (2000 selon la police). Une mobilisation qui traduit bien l'évolution de l'opinion publique, toujours aussi hostile au nucléaire : selon un sondage réalisé en février 2007, 59 % des Français sont contre la construction de nouvelles installations nucléaires alors que 98 % sont pour le développement des énergies renouvelables.

Appel à soutien : l'organisation des manifestations du 17 mars a coûté 180 000 €. Le collectif Stop-Epr n'a bénéficié que de 110 000 € de dons et achats. Un appel à dons a été lancé pour boucler le budget de cette campagne… qui se poursuit jusqu'à fin juin. Soutiens à envoyer à l'ordre de *STOP EPR, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon Cedex 04.*

Pédaler contre le nucléaire

Les manifestations antinucléaires nécessitent malheureusement le recours le plus souvent à des véhicules polluants pour s'y rendre. Plusieurs convois cyclistes se sont mis en place avant les manifestations du 17 mars : l'un a ainsi traversé la Bretagne de Brest à Rennes en trois jours, un autre a relié Paris à Lille. Des exemples à reprendre pour les prochaines fois : autant de gaz à effet de serre en moins, autant de dialogues engagés sur les routes sur la question de la sortie du nucléaire.

Le débat sur l'effet de serre est maintenant conjoint avec celui contre le nucléaire. Alors qu'Areva, EDF et une bonne partie de la droite, essaient de nous faire croire que le nucléaire pourrait être une solution, de nombreuses interventions dans les différentes manifestations et des banderoles rappelaient que le nucléaire ne couvre que 2,5 % de l'énergie consommée dans le monde… que le stock d'uranium est restreint, que les déchets radioactifs s'accumulent, qu'un autre Tchernobyl est toujours possible et que financièrement le nucléaire n'est pas rentable. Les compagnies privées préfèrent miser sur la cogénération et l'éolien pour un avenir où le nucléaire est déjà sur la pente du déclin. En effet, le production électrique d'origine nucléaire a commencé à baisser au niveau mondial en 2000 et rien n'indique un possible retournement de situation. Il ne reste plus aux élus français qu'à prendre conscience de la situation internationale.

Candidats obligés de prendre position

La manifestation a été précédée par une intense campagne de cartes postales envoyées aux élus et candidats de tous bords (650 000 cartes envoyées !), la présence dans les meetings électoraux, des actions locales, des conférences de presse… poussant les candidats à s'exprimer. Trois jours avant les manifestations, Nicolas Hulot a enfin pris une position sur le sujet, demandant un moratoire sur la construction du réacteur et un débat démocratique sur les investissements de la France dans le domaine énergétique. Il a été suivi deux jours avant les manifestations par Ségolène Royal se prononçant aussi pour un moratoire et la reprise du processus de débat. François Bayrou a adopté la même position, Sarkozy a défendu l'intérêt de l'EPR… avec un discours datant des années 70. Dominique Voynet, Olivier Besancenot étaient présents dans les manifestations… José Bové était cloué au lit par une grippe, mais est évidemment contre la poursuite du nucléaire. A droite, Philippe de Villiers a aussi pris position contre la poursuite du nucléaire. Reste les indécrottables : Marie-Georges Buffet et Jean-Marie Le Pen alignés sur Sarkozy. Les deux derniers candidats d'extrême-gauche n'ont pas de position claire. La démocratie finira-t-elle par l'emporter ?

Michel Bernard ■

L'Europe rejette les positions françaises

Les 8 et 9 mars, le conseil européen a été consacré à la politique énergétique de l'Europe, avec comme souci la diminution des gaz à effet de serre. Le lobby nucléaire, essentiellement français, avait obtenu du gouvernement français que celui-ci défende un amendement prévoyant que le but ne soit pas "20% de renouvelables en 2020", mais "20% d'énergies peu carbonés en 2020"... un moyen de soutenir l'avenir en difficulté du nucléaire. C'était oublier les choix énergétiques des autres pays de l'Union européenne : certains n'ont jamais voulu du nucléaire (Irlande, Danemark, Grèce, Portugal, Autriche, Luxembourg...), d'autres ont abandonné tout programme (Espagne, Allemagne, Italie, Grande-Bretagne, Belgique, Pays-Bas, Suède...), seuls trois pays investissent encore dans le domaine : France, Finlande et Pologne. L'amendement français a été rejeté à une large majorité. La France, comme les autres pays, devra donc viser les 20% de renouvelables d'ici 2020... mais également 20% d'économie d'énergie et 20% de baisse des émissions de gaz à effet de serre.

AUSTRALIE

Cancers et mines d'uranium

Une étude réalisée par l'Institut australien des aborigènes portant sur la population aborigène vivant dans le périmètre d'exploitation de la plus grande mine d'uranium d'Australie, située dans le parc national de Kakadu conclut à un taux de cancers deux fois supérieur à la normale. L'explication en serait le recensement de 120 fuites et déversements radioactifs comptabilisés depuis 1981. Les exploitants de la mine estiment que ces cancers proviennent du régime alimentaire et du tabac et non des pollutions des eaux.

La mine d'uranium de Kakadu en Australie.



DR

Le vrai coût du nucléaire

On nous fait croire que le nucléaire est rentable en divisant le prix d'un réacteur par le nombre de kilowattheures produits... en oubliant soigneusement d'intégrer dans le coût le traitement des déchets nucléaires et le prix du démantèlement des sites. Ainsi, le CEA vient d'annoncer que le coût du démantèlement de l'usine de fabrication du plutonium à Marcoule qui a servi essentiellement à la fabrication des bombes, et qui aurait dû servir aussi à la filière surgénératrice, va coûter à elle seule 6 milliards d'euros... soit le double du prix d'un réacteur nucléaire. Et ce n'est qu'un début ! Après avoir bénéficié d'une électricité relativement bon marché pendant une trentaine d'années, maintenant, il va falloir payer... pendant des siècles !

Renouveau des centrales… thermiques !

Le 12 décembre, EDF a annoncé qu'elle allait remettre en état et réutiliser 3100 MW de centrales thermiques d'ici 2008. Cette mesure concerne les centrales de Cordemais (Loire-Atlantique), Aramon (Gard), Vaires-sur-Marne (Seine-et-Marne), Vitry-sur-Seine (Val-de-Marne) et Porcheville (Yvelines). Cette dernière à elle seule pèse 2400 MW. Pourquoi EDF se tourne-t-il ainsi vers le thermique (gaz et fioul principalement) ? Parce qu'en période de pointe (lorsque qu'il fait froid et que les chauffages électriques tournent à fond ou en période de canicule quand la climatisation consomme énormément), il n'est pas possible de répondre à la demande avec les centrales nucléaires. En effet, ces dernières fonctionnent de manière régulière et ne peuvent varier en puissance facilement. Le nucléaire peut donc assurer la demande en base... et l'hydraulique et les centrales thermiques complètent. En ayant trop misé sur le nucléaire, on se trouve avec des réacteurs en trop pour assurer la base de consommation et incapables de faire face aux pointes de consommation. Rien ne sert donc d'en construire de nouveaux.

Climat et nucléaire



DR

Deux tiers de la chaleur libérée par l'uranium contribuent directement au réchauffement climatique !

On peut lire dans le rapport du GIEC, Groupement intergouvernemental d'experts sur l'évolution du climat, groupe dépendant de l'ONU, regroupant des milliers de scientifiques : "*l'énergie nucléaire en Europe représente 6% de l'énergie finale, 2% dans le monde, 17% en France. Au vu de ces pourcentages, il n'apparaît pas justifié, pour bâtir une stratégie climat, de centrer le débat sur l'énergie nucléaire (...) les activités qui apparaissent comme les causes premières de l'effet de serre sont les activités industrielles, le transport, la destruction des forêts et les bombes aérosols (et dans une moindre mesure, le traitement des déchets, le chauffage des bâtiments et les centrales nucléaires)*". Le GIEC n'oublie pas en effet que les deux tiers de l'énergie produite dans un réacteur nucléaire partent en chaleur dans l'air ou dans l'eau.

Dans une interview au *Tageszeitung*, le 29 décembre 2006, Michael Müller, secrétaire d'Etat au ministère allemand de l'environnement, SPD, répond à la question du nucléaire et de l'effet de serre : "*la commission d'enquête du Bundestag* [parlement allemand] *sur le climat est parvenue à la conclusion unanime que le nucléaire ne pouvait apporter aucune solution au problème climatique. Ceci, alors que se trouvaient dans cette commission des défenseurs avisés de l'électricité d'origine nucléaire, appartenant* [aux chrétiens démocrates de] *la CDU/CSU,* [aux libéraux du] *FDP et au milieu scientifique*" et il l'explique ainsi : "*l'énergie nucléaire offre un modèle des plus inefficaces pour produire l'énergie finale, parce que son rendement ne dépasse pas environ 30%. Les centrales nucléaires ne sont rentables que pour une forte consommation d'énergie. La protection du climat exige au contraire de hauts rendements et une faible consommation*".

LA HAGUE

Areva fait grise mine

Le 8 février, le dernier convoi de déchets nucléaires japonais a quitté l'usine Areva de La Hague, emportant 67 tonnes de déchets vitrifiés. La direction de l'usine annonce qu'elle ne traitera que 1000 tonnes de déchets en 2007 contre 1600 tonnes dans les années 90. Cette baisse s'explique par le retrait du Japon, qui va retraiter ses déchets sur place, et de l'Allemagne qui s'est engagée sur la sortie du nucléaire et ne retraite plus ses déchets. La direction de l'usine souhaite "capter de nouveaux marchés"... mais il n'en existe pas ! Le déclin du nucléaire est en route.

AUBE

Discrète cheminée

Promis juré, le site de stockage de déchets radioactifs de Soulaines dans l'Aube ne devait avoir aucune conséquence sur l'environnement, les déchets étant conditionnés et inertes... Une étude de la Crii-Rad, en novembre 2006, avait montré une pollution des eaux souterraines

à l'extérieur du site. Plus récemment, une association locale a pris en photo une cheminée discrètement installée sur le site. Renseignement pris : elle servirait à évacuer à l'air libre des gaz provenant de fûts qui s'écrasent avec le temps. L'association en question, *Qualité de vie à Ville-sur-Terre et ses environs*, demande la mise en place d'une étude



Site de stockage de déchets de Soulaines.

épidémiologique pour savoir si ces "faibles doses de radioactivité" (selon l'Andra) sont effectivement sans conséquences sur la santé des populations voisines.

CHINON

Trois suicides

En six mois, trois salariés de la centrale nucléaire de Chinon (Indre-et-Loire) se sont suicidés… La CGT dénonce une surcharge de travail qui nuit à l'activité professionnelle et rappelle qu'une enquête dans cette centrale avait montré que 33 % du personnel se disait en "souffrance". Pour essayer de maintenir le coût du nucléaire à bas prix, EDF essaie de limiter les charges salariales… au risque de provoquer une défaillance humaine dont les conséquences peuvent être dramatiques.

CADARACHE

Procès reporté

Le 14 mars, le tribunal d'Aix-en-Provence a renvoyé un procès opposant la famille d'un ingénieur décédé au CEA… au 11 décembre prochain. Il s'agit pour la famille d'obtenir des indemnités après la mort du spécialiste des feux de sodium qui, en 1994, est mort suite à l'explosion non maîtrisée d'une tonne de sodium ayant entraîné l'effondrement d'une dalle en béton sur les personnes présentes (un mort, quatre blessés). Depuis 1994, les avocats du CEA mènent une guerre juridique pour éviter une condamnation. Rappelons que depuis 1997, soit depuis dix ans, il y a 5500 tonnes de sodium dans la cuve du réacteur Superphénix (en Isère) dont on ne sait pas quoi faire… et qu'un risque d'explosion est toujours possible, d'une toute autre ampleur.

BELLEVILLE-SUR-LOIRE

Occupation contre l'EPR

Le 27 mars, une douzaine de militants de Greenpeace ont réussi à pénétrer sur le site de la centrale nucléaire de Belleville-sur-Loire, à grimper sur une des tours de refroidissement et à y peindre un slogan contre la construction de l'EPR à Flamanville. Une nouvelle fois, la preuve que si des terroristes veulent un jour faire un attentat contre une centrale nucléaire, cela reste d'une déroutante facilité. Arrêtés à leur descente, ils ont été mis en garde à vue pendant 24 heures et inculpés pour "dégradations de biens mobiliers et immobiliers servant à l'utilité publique"… hé oui, le nucléaire est d'utilité publique !

Tchernoblaye

Je crois en la justice de mon pays !

Des plaintes ont été déposées par l'association Tchernoblaye pour protester contre les violations à la loi observées sur le site nucléaire du Blayais, près de Bordeaux. N'ayant aucune réaction du tribunal, un an après les plaintes, deux militants ont décidé d'aller au tribunal pour protester. Le tribunal étant en chantier, ils ont voulu grimper sur les échafaudages, ce que l'un a pu faire pendant quatre heures, l'autre étant interpellé au moment où il commençait à grimper. Ils ont été jugés au tribunal correctionnel de Bordeaux pour violence sur les policiers, occupation illégale et condamnés en première instance à 1000 € avec sursis et 450 € de dommages et intérêts aux policiers. Pendant ce temps, la centrale du Blayais continue à polluer et aucune instruction n'a été entamée.

Perturbations hormonales

Les substances chimiques présentes dans notre nourriture et notre environnement provoquent des perturbations hormonales de plus en plus évidentes. Ainsi, on voit de plus en plus de jeunes filles avoir leurs règles en avance (dès 9 ans), des malformations sexuelles chez les garçons à la naissance, une baisse de la fertilité masculine régulière et inquiétante… En 2001, une étude sur de jeunes immigrées venues d'Amérique du Sud montrait chez celles qui ont eu leurs règles avant dix ans que plus des trois-quarts ont du DDT, un insecticide interdit depuis longtemps, dans leur sang. Les phtalates ont été également trouvés chez des jeunes filles ayant de la poitrine avant huit ans. Les malformations sexuelles masculines sont plus fréquentes chez les enfants d'agriculteurs selon des études publiées aussi bien en Europe qu'en Amérique du Nord. Au moins 200 molécules ont déjà été identifiées comme provoquant des modifications du développement du cerveau. Des études suspectent le plastique utilisé pour la fabrication des biberons comme cause de puberté précoce. Le principe de précaution n'est pas encore prêt à être appliqué ! *(source : Viva, janvier 2007)*

Obésité et classes sociales

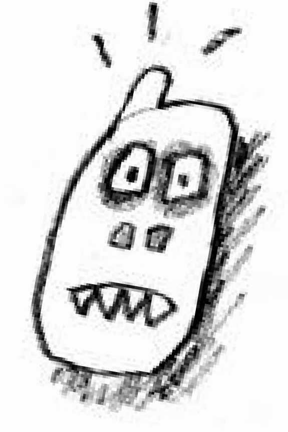
Une étude réalisée dans le Val-de-Marne et publiée dans le *Bulletin épidémiologique* montre qu'avec le temps, l'obésité ne se développe pas de la même façon selon les catégories sociales. Entre 1998 et 2005, le nombre de lycéens obèses est resté stable, mais chez les enfants d'ouvriers, le taux est passé de 16 à 31%, chez les artisans-commerçants de 14 à 26% alors que pour les professions intermédiaires, il est passé de 19 à 11%. Les campagnes d'alerte ont été entendues, mais seuls les riches peuvent changer leur régime alimentaire. *(Viva, mars 2007)*

Journées d'été d'Alis

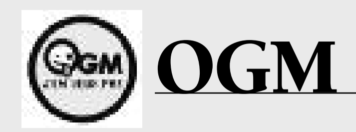
Alis, Association pour la liberté d'information sur la santé, organise ses journées d'été du 5 au 8 juillet au centre de vacances du domaine de Chadenac, à Ceyssac (près du Puy-en-Velay) avec au programme plusieurs débats sur la question des vaccins. *Alis, 19, rue de l'Argentière, 63200 Riom, tél : 02 43 47 82 01.*

Téléphonie mobile

■ **Dangers confirmés.** Une équipe de recherche de l'Université de Clermont-Ferrand, travaillant dans le cadre d'un programme de recherche lancée par le Ministère de la recherche en juillet 2004, a mis en évidence les effets du rayonnement électromagnétiques sur le fonctionnement génétique de végétaux. Des pieds de tomates soumis à une courte exposition (5 à 15 minutes) à des champs de 900 MHz (fréquence la plus utilisée en téléphonie mobile) à une intensité de 5 v/m (contre 41 v/m autorisé en France) présentent des effets biochimiques comparables à ceux que l'on observe après un choc ou une blessure. Les conclusions de l'enquête vont dans le même sens que d'autres menées au international sur des cellules végétales ou humaines. il y a bien un effet physi le corps, même si l'étude ne conclut e cet effet. Agir pour l'environnement et deux associations qui rendent publique multiples études demandent aux minis de la santé et de l'écologie d'en tirer les conséquences.



■ **Suisse : mention refusée.** Une dép Verte a proposé, le 3 avril 2007, que la mention "téléphoner avec un portab peut être nocif sur la santé" soit inscr sur les emballages des téléphones portables. Les autres députés ont refu de voter cela estimant qu'il n'y avait p assez de preuves.



OGM

■ **Surfaces cultivées.** En 2006, 102 millions d'hectares ont été cultivés en OGM dans le monde, soit une hausse de 13% par rapport à l'année précédente. 88% des cultures OGM se font dans seulement quatre pays : les Etats-Unis, le Canada, le Brésil et l'Argentine. Quatre plantes seulement sont cultivées en plein champ : soja, maïs, coton et colza.

■ **Riz : rejet des exportateurs.** Avant 2001, la firme Bayer a cultivé quelques hectares de riz transgénique aux Etats-Unis, le LL601. Or, fin 2006, du riz contenant la transformation génétique apportée, a été retrouvé dans plusieurs livraisons de riz. Des chargements de riz ont été saisis en Europe, en Asie, en Afrique, au Moyen-Orient. Le Japon a décidé de suspendre ses importations depuis les Etats-Unis. L'Europe a refusé certains chargements et a suspendu les échanges. Tout ceci coûte très cher aux exportateurs qui s'attendent à une baisse des exportations du riz des Etats-Unis de 16% en 2007. Des agriculteurs contaminés ont attaqué Bayer en justice. Début février 2007, des exportateurs ont averti qu'ils envisageaient de faire de même. Une contamination mondiale, à partir de quelques parcelles expérimentales, en cinq ans, voici de quoi faire réfléchir sur les risques de contaminations futurs !

■ **Europe : Un million contre.** Le 4 février, Greenpeace a remis à Markos Kyprianou, commissaire européen à la santé et à la protection des consommateurs, une pétition demandant l'étiquetage de tous les aliments provenant d'animaux nourris avec des OGM. Cette pétition a réuni plus d'un million de signatures.

■ **France : décrets discrets.** Afin de se mettre en conformité avec la directive européenne 2001-18, la France devait faire débattre au Parlement une loi encadrant les essais OGM, définissant les responsabilités des semenciers, le niveau d'information des populations... Pour éviter un débat qui tomberait au mauvais moment du fait des élections, le gouvernement a décidé de faire passer l'application de la directive sous forme de simples décrets. Les promoteurs des OGM mènent un intense lobbying pour demander que la localisation des parcelles figurant dans la directive européenne ne soit pas reprise dans les décrets. Différents groupes comme les Faucheurs volontaires, la Confédération paysanne, les associations de la bio... demandent à l'inverse une plus grande responsabilité pénale des producteurs d'OGM et la localisation précise des parcelles.

■ **Maïs Bt : contre-expertise.** La Crii-gen, Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique, et Greenpeace ont financé une contre-étude pour vérifier l'étude initiale déposée par Monsanto au niveau européen pour avoir l'autorisation de cultiver du maïs Bt. L'étude menée par le laboratoire de biologie moléculaire de Gilles-Eric Séralini a permis de montrer que 400 rats nourris pendant 90 jours avec ce maïs finissaient par avoir des problèmes de foie et de reins de manière excédentaire, traduction de la présence d'une molécule toxique circulant dans le sang. Le 13 mars 2007, les Verts, Cap 21 et d'autres organisations environnementales ont immédiatement demandé à l'Europe de lever l'autorisation de culture de cet OGM.

■ **Nouveaux essais autorisés.** En pleine campagne électorale, sans passer par le Parlement, le gouvernement a autorisé par décret, le 20 mars, treize nouveaux essais d'OGM en plein champ. Monsanto a immédiatement annoncé deux essais l'un à Saint-Maurice-de-Gourdans (Ain), l'autre à Bourgoin-Jallieu (Isère) au mépris des élus : la région a rappelé son opposition et les maires ont pris des arrêtés contre ces essais. OGM et démocratie ne vont pas ensemble.

■ **Rhône-Alpes : la région contre.** Jean-Jack Queyranne, PS, président de la région Rhône-Alpes, a écrit au préfet de région le 13 mars pour lui demander de respecter le souhait de la région, du 29 avril 2004, d'interdire les expérimentations en plein champ d'OGM. Il a également écrit au ministère de l'Agriculture pour demander que ne soit pas délivrée d'autorisation d'expérimentation à Monsanto... firme américaine dont le siège européen est à Bron, commune dont Jean-Jack Queyranne est l'ancien maire.

■ **Paris : 8 tonnes pour Sarkozy.** Le 16 mars, malgré une surveillance policière intensive, Greenpeace a réussi à verser huit tonnes de maïs devant le siège de la permanence électorale de Sarkozy, dans le 10e arrondissement de Paris, ceci pour lui rappeler qu'il est le dernier candidat à ne pas avoir pris position pour un moratoire sur les cultures d'OGM en plein champ.



Greenpeace



Greenpeace



Greenpeace

Procès des faucheurs volontaires

Le 26 février 2007, Jean-Marie Muller est intervenu lors du procès d'Orléans contre des faucheurs volontaires accusés d'avoir "volontairement détruit un bien, en l'occurrence un champ de maïs appartenant à la société Monsanto". Voici le texte de son intervention.

Je voudrais d'abord exprimer ma conviction que les prévenus qui comparaissent aujourd'hui devant votre tribunal ne sont pas des délinquants, mais des dissidents. Et la grandeur de la démocratie, c'est précisément de ne pas traiter les dissidents comme des délinquants. La grandeur de la démocratie, c'est de ne pas criminaliser la dissidence, mais de la reconnaître comme l'expression de la liberté de citoyens qui entendent exercer pleinement leur responsabilité de citoyens. La grandeur de la démocratie, c'est de reconnaître le droit à un civisme de dissentiment.

A l'évidence, et je suis sûr que vous le reconnaîtrez aisément, les prévenus n'ont pas agi pour défendre un quelconque intérêt personnel, ni aucun autre intérêt particulier. S'ils ont pris les risques de la désobéissance civile, c'est manifestement pour défendre l'intérêt général.

La désobéissance des prévenus n'implique aucun mépris pour la loi. Ils méprisent tellement peu la loi, qu'ils demandent une autre loi. Ils ont certes désobéi à la loi, mais ils ont désobéi à la loi avec la conviction que celle-ci ne remplissait plus sa fonction qui est d'assurer la sécurité des citoyens, et cela dans des domaines aussi importants que ceux de l'alimentation et de l'environnement. Je ne suis pas un scientifique, mais il me suffit d'être un citoyen pour comprendre que, dans ces deux domaines, les organismes génétiquement modifiés présentent des dangers qui ne sont pas acceptables. Les citoyens que nous sommes sont en droit d'exiger d'être protégés contre ces dangers. Dans la mesure où la loi n'est pas garante de cette protection, elle n'est plus garante du droit. Dès lors que les moyens légaux pour faire changer la loi se sont avérés inopérants, la désobéissance civile est apparue aux prévenus comme une nécessité.



David Sterboul

Une action des faucheurs à Menville (Haute-Garonne) le 25 juillet 2004.

Il importe donc d'établir une claire distinction entre ce qui est légal et ce qui est légitime. Cette distinction permet d'affirmer qu'une action illégale peut être légitime. Je pense que c'est précisément le cas pour le délit que vous devez apprécier aujourd'hui.

Ici, je voudrais attirer l'attention de votre tribunal sur le caractère éminemment raisonnable de la revendication des prévenus. L'objectif qu'ils poursuivent est clair, précis, limité et possible : ils demandent un moratoire sur les cultures de maïs génétiquement modifié avant les semis du printemps 2007.

L'idée que je me fais de votre haute fonction, c'est qu'elle n'est pas tant de faire respecter la loi que de faire respecter le droit. Vous le savez bien, le respect de la loi n'est pas un absolu – cela, l'histoire nous l'a montré à maintes reprises, seul le respect du droit est un absolu. C'est pourquoi votre décision de relaxer les prévenus serait de votre part un geste fort à l'intention du législateur afin qu'il modifie la loi dans le sens requis par le principe de précaution qui, en la matière, est un impératif catégorique.

Votre tribunal est libre de sa jurisprudence. C'est pourquoi le citoyen que je suis attend votre jugement avec la plus grande confiance.

Permettez-moi, Monsieur le Président, Mesdames, de conclure par cette citation du grand écrivain Georges Bernanos : "Il faut beaucoup d'indisciplinés pour faire un peuple libre." En effet, ce qui fait un peuple libre, ce n'est pas des citoyens disciplinés, mais des citoyens responsables. Je pense précisément que la responsabilité et l'indiscipline des prévenus renforcent la liberté de notre peuple et, par voie de conséquence, la liberté de chacun d'entre nous.

Je vous remercie de votre attention.

Jean-Marie Muller ■

Porte-parole national du MAN,
Mouvement pour une alternative non-violente.

Politique

Petite phrase

"Chers enfants et petits-enfants, nous les vieux qui avons cru le changer quand nous avions vingt ans, nous vous laissons un monde bien pourri, bien dangereux, bien explosif. C'est comme ça ! Meilleurs vœux. Va vous falloir du courage. Peut-être même de la bravitude !"
Bernard Langlois, *Politis*, 11 janvier 2007.

Forum social

Le forum social mondial qui s'est tenu à Nairobi, au Kenya, a finalement réuni 60 000 participants... dont 540 Français. Les débats entre Africains et Occidentaux ont été parfois houleux : droits d'entrée trop élevés pour permettre l'accès aux militants locaux ; critique des discours radicaux : "certains échouent à faire la révolution chez eux, alors ils voudraient la faire chez nous". Il n'y aura pas de sommet mondial en 2008, le rythme devenant biannuel. Ces sommets semblent de plus en plus tourner en rond.

ETATS-UNIS

Terroristes libres, antiterroristes en prison

Pour essayer de faire tomber le régime de Cuba, les Etats-Unis ont utilisé de multiples moyens illégaux. Ainsi en 1976, un attentat contre un avion cubain a fait 76 morts. Les auteurs sont connus : Orlando Bosch et Luis Posada Carriles disposent d'un permis de séjour aux USA. Posada Carriles a reconnu travailler pour la CIA et avoir organisé plusieurs attentats à Cuba en 1997. Le Venezuela a demandé son extradition, en vain.
Lorsque Cuba a commencé à s'ouvrir au tourisme dans les années 90, le gouvernement des Etats-Unis a fermé les yeux sur les attentats organisés depuis la Floride par les exilés cubains. Ces attentats ont fait au moins un mort et une quarantaine de blessés. Personne n'a été inquiété.
Pire, Gerardo Hernandez, Antonio Guerro, Ramon Labanino, Fernando Gonzalez et René Gonzalez ont été arrêtés le 12 septembre 1998 à Miami alors qu'ils venaient de remettre au FBI des documents prouvant que de nouveaux attentats étaient en préparation contre Cuba. Ces cinq Cubains ont été mis en prison pour espionnage et tentative de destruction des Etats-Unis, condamnés à 75 ans de prison dans des prisons de haute sécurité. Le procureur de Miami a reconnu qu'il était impossible de garantir un procès correct sur ce sujet en Floride. La cour d'appel d'Atlanta a annulé le jugement en août 2005. Le ministre de la justice a alors lui-même fait appel pour éviter l'ouverture d'un nouveau procès. L'ONU est intervenue à partir de 2005 pour "détention arbitraire". Amnesty international soutient les cinq prisonniers. 110 parlementaires britanniques ont demandé le respect du droit, en particulier celui du droit de visite refusé aux familles. L'Eglise catholique est également intervenue sur ce dossier. Tout ça en vain : les cinq Cubains sont toujours en prison. Une pétition internationale est accessible sur internet sur le site *www.freeforfive.org*.

LAUSANNE

Centre international de recherches sur l'anarchisme

Le CIRA, Centre international de recherches sur l'anarchisme, fête ses 50 ans. Il cherche actuellement des fonds (150 000 FS) pour racheter les locaux qui lui sont loués. L'avenir des collections est en danger : le risque de dispersion par manque de place est réel. On peut aider soit par un don, soit par une cotisation (40 FS) soit par une cotisation de soutien (à partir de 150 FS ou 100 €).

CIRA, avenu de Beaumont CH 1012 Lausanne, té 021 550 18C www.cira.ch.

ROUMANIE

Retour à la terre

Le nombreuses personnes dans la mouvance écologique, pensent qu'en cas de crise plus marquée, le retour à la terre peut être une solution pour au moins assurer sa propre sécurité alimentaire. C'est précisément ce qui se passe en Roumanie et en Bulgarie depuis une dizaine d'années et la chute du régime communiste. En Roumanie, le taux de personnes vivant de l'agriculture est remonté à 47% (contre 29% en 1990), à 25% en Bulgarie (contre 18% en 1990). Mais avec de toutes petites surfaces : 87% des propriétés en Bulgarie ont moins d'un hectare. L'entrée dans l'Union européenne, du fait de la politique agricole commune devrait provoquer un fort chambardement : en effet, les aides agricoles ne sont attribuées qu'aux exploitations les plus grosses. Certains prônent la création de coopératives de petites paysans... mais le souvenir du communisme reste vivace et un frein important à toute gestion collective. Le plus probable est que ces petits paysans vont continuer à favoriser une agriculture vivrière pendant que se développeront par ailleurs de grandes exploitations intensives à l'européenne.


DR


DR
Paysans roumains aujourd'hui.

Dix ans d'état d'urgence !

Quelle démocratie a proclamé l'état d'urgence depuis 10 ans sans discontinuité ? C'est la France qui, lors de la première guerre du Golfe, a lancé le plan Vigipirate et l'a presque toujours maintenu en activité. Depuis le 2 janvier 1991, ce plan qui permet quelques dérogations à la loi, a été en vigueur jusqu'au 26 avril 1991, réactivé de septembre 1995 à octobre 1996 et réactivé définitivement semble-t-il depuis le 3 décembre 1996. Il comporte quatre niveaux : jaune, orange, rouge et écarlate. Depuis le 7 juillet 2005 (attentats à Londres), il est même maintenu au niveau rouge. Le niveau écarlate n'a encore jamais été atteint.



DR
Permanence de Nicolas Sarkozy à Paris : ça promet !

GRENOBLE

Faire de la politique autrement

Les Amis du Monde diplomatique organisent le mercredi 2 mai à 20h30 au Tonneau de Diogène (6, place Notre-Dame, tél : 04 76 42 38 40), une rencontre avec Hélène Hatzfeld qui a publié en 2005 le livre "faire de la politique autrement, les expériences inachevées des années 1970". Quels liens avec l'actualité d'aujourd'hui ? Quelle articulation avec le débat sur la place en politique des partis, des syndicats, des associations... Les *Amis du Monde diplomatique* organisent également en mai des débats sur les thèmes suivants : "l'accès aux droits sociaux" (8 mai), "comment réhabiliter la valeur travail" (9 mai), "la dégradation des ressources en eau" (15 mai), gauche antilibérale, autogestion ou stagnation" (16 mai), "intégrations régionales, institutions internationales et mondialisation (22 mai)... *Amis du Monde diplomatique c/o jacques.toledano@wanadoo.fr.*

Dissidence de la broussaille

Rodolphe Christin vient de publier un ouvrage de réflexion sous ce titre qui pose la question de notre incapacité à penser le dégagement plutôt que l'engagement. Il entend dépasser le clivage entre nature et culture. Il propose de prendre le temps d'admirer le monde que l'on a plutôt que d'en proposer un autre, d'explorer le sauvage, en dehors de nous et en nous. Extraits de ses réflexions.

"Pour ma part, le conseil que je donnerais serait de suivre les sentiers ou de se frayer un chemin à travers les broussailles, à la manière d'un animal ; de s'arrêter et de tendre l'oreille toutes les cinq minutes, et plus souvent encore dans les zones buissonneuses. Vos sens sont généralement bien meilleurs que vous ne le croyez, et tout particulièrement votre ouïe et votre odorat".

Doug Peacock, *Mes années grizzlis*

La règle des temps qui courent : privatisation de la vie par achat de la vie, devenue marchande, mais également privatisation de la vie sociale, au sens où l'entendait Cornélius Castoriadis (1). C'est-à-dire comme le repli de chacun sur ses propres affaires, entre les quatre murs de son petit confort au détriment des affaires communes, laissées aux soins de professionnels ou d'une hiérarchie juridico-technicienne quelconque. Les uns décident ce que les autres subissent. Et les uns organisent les compensations des autres, retirant des bénéfices au passage. À chacun de soigner son mal-être, de remplir le grand vide existentiel en achetant mille et une choses-déchets, dans l'espoir de régler ses problèmes, d'augmenter égoïstement son propre bien-être, d'aménager son décor personnel. On parle alors volontiers de ce produit anesthésiant qu'est la "qualité de la vie". La qualité pour les uns, la destruction pour les autres. (…)

Trop humaine barbarie

Personne ou presque ne vit aujourd'hui sans savoir que d'autres mœurs, différentes, habitent en humain à côté de chez lui ou de l'autre côté de la terre. Cette notion de communauté humaine reste malgré tout fort abstraite, et le principe d'humanité est battu en brèche par la part d'ombre, éminemment destructrice, qui sommeille en chaque être humain, c'est-à-dire en chacun d'entre nous.

À travers l'histoire et la diversité des peuples, persistante est la tentation de réduire l'Autre, lorsqu'il s'érige face à moi, lorsqu'il s'oppose contre moi, au rang de non-humain, histoire de l'abattre symboliquement pour mieux atteindre l'intégrité de sa chair.

Le réduire au néant de la barbarie, et, ce faisant, devenir soi-même le barbare de l'Autre. D'où les multiples génocides, la pléthore de massacres qui fleurissent ici et là, manifestations tangibles que cette communauté ne va pas de soi.

(…) Tous cohabitants de la Terre, certes, mais cette cohabitation réclame un effort constant de recherche d'intelligence pour lequel tout le monde ne semble pas également disposé. Parfois des circonstances ruinent les équilibres affinitaires ; des chocs se produisent au gré des tectoniques relationnelles. La recherche du pouvoir est un lieu commun. Guerres, violences, esclavages et conflits sont les signes les plus visibles des ruptures d'intelligence parmi la diversité des appartenances, des identités, des stratégies, des propriétés culturelles et des appropriations territoriales et économiques.

À ma connaissance, parmi les populations ayant enraciné leurs demeures, planté tubercules ou légumes, dressé les enclos à bétail, assistant de loin au passage du nomade, le libre accès gratuit de tous aux biens communs, et moins encore aux diverses productions sociales, n'a probablement jamais existé en dehors d'appropriations locales dûment circonscrites et dûment défendues, qu'on a pu appeler "communaux". Toute territorialité fixe comporte en puissance la notion de propriété, temporaire ou durable, individuelle ou collective, inhérente au seul fait d'habiter sur la Terre, de déployer son activité et d'inscrire ses marques sur son entourage. Et céder cette propriété, au sens large, ne va que rarement sans supposer, exiger de contrepartie.

Ce constat n'exclut pas des possibilités d'échanges et de partage, mais leur spontanéité en ressort plus ou moins grande selon les contextes. Une contribution matérielle, symbolique, relationnelle appelle régulièrement sa rétribution. Nous sommes là dans la définition même de l'échange, c'est-à-dire du donnant-donnant. Toutefois, l'absence de gratuité parfaite ne signifie pas forcément l'échange financier. Le don en est le parfait exemple.

L'argent-fétiche

C'est donc ici que l'époque se distingue, dans cette omniprésence de l'argent-fétiche qui fait tourner les têtes et se tendre les mains.

Au-delà, c'est l'accès à la société de consommation, donc de production, qui émerge et chacun aspire désormais au statut de consommateur prétendu heureux : c'est-à-dire de consommateur capable ("ayant les moyens") de satisfaire des envies démultipliées par la publicité, le culte de la nouveauté et les promotions en tous genres.

L'esprit mercantile est la clef de voûte du système ; il s'attache à faire de tout une marchandise : ressources naturelles, productions humaines et humanité.

(1) C. Castoriadis, *Une société à la dérive,* Seuil, 2005.



Il s'ingénie également à divulguer certains mots-clefs propices à alimenter les flux matériels et à accompagner l'acte commercial, jusqu'à les faire passer dans d'autres dimensions de la vie pour en faire des principes existentiels, voire pseudo-philosophiques : changement, recherche de la nouveauté, qualité de vie, confort, bien-être, renouvellement, rentabilité… Toutes choses qui évidemment ne sont pas sans valeur (c'est le cas de le dire) mais qui tendent toujours à reconduire plus ou moins directement vers la consommation de biens ou l'achat de prestations.

Bref, l'acquisition.

(…)

Ultralibéralisme et développement durable

L'appât du gain est ainsi pointé du doigt ; dénoncé celui qui fait s'épuiser les ressources humaines et naturelles, celui qui justifie une dépense d'énergies responsable du réchauffement climatique, celui qui justifie toutes les dominations et toutes les exploitations, tous les commerces aussi, via une dérégulation des marchés mondiaux, au nom du développement et de la croissance de tous par le libre-échange.

Face à cette situation, des forces intercontinentales montent, comme la nébuleuse altermondialiste dont les militants sont, aussi, des consommateurs. Et surtout, nouveau mot de la novlangue en vogue, des "consomm'acteurs" qui essaient tant bien que mal de concilier modes de vie – de consommer – et systèmes de valeurs. D'où l'opportunité pour le producteur de positionner son offre face à cette demande qui s'attache non seulement aux produits mais aussi aux manières de produire, exigeant le respect de certaines normes sociales et environnementales, au nom de la responsabilité sociétale des entreprises.

Cette responsabilité augure-t-elle de l'émergence d'alternatives socio-économiques et écologiques, ou, au contraire, n'est-elle qu'un ajustement parmi d'autres, somme toute très conventionnel, de l'offre à la demande, faisant émerger des entreprises prétendues citoyennes en face du seul citoyen qui vaille : le consommateur ?

Telle est la question. Les affairistes y répondront sans l'ombre d'une hésitation, un sourire au visage : voici venue l'ère du changement social par le marketing, voici la voie de la réussite après tous les échecs révolutionnaires, l'avènement de l'utopie pragmatique néolibérale, qui change tout sans rien changer : un énième paradoxe, érigeant au passage les écoles de commerce en laboratoires d'expérimentation sociale, au nom du développement durable. Foutaises de l'idéologie du moment, fondée sur des valeurs avant tout monétaires et le maintien d'un ultralibéralisme paré de toutes les vertus. (…)

Plus aucune spontanéité n'est permise, or il serait bon de la retrouver un jour si l'on souhaite échapper au règne de la surveillance généralisée. Où qu'on soit, Big Brother n'est jamais loin, y compris à l'intérieur de nous-mêmes.

Dans ce contexte de plus en plus serré où tout paraît possible mais rien n'est finalement permis, toute initiative réellement alternative et autonome devient difficile et se voit menacée de précarité.

Lorsque j'écris initiative alternative, je dis initiative où la vie de chacun deviendrait *spontanément* compatible avec celle de tous les êtres vivants. Lorsque j'ajoute autonome, j'envisage des initiatives décidées, appliquées, développées et limitées par ceux qui les subissent, dans une recherche d'indépendance et de réduction des intermédiaires organisationnels.

On pourrait objecter à cela que toutes les sociétés produisent des normes et des contraintes, ce qui est exact. La particularité de nos sociétés, c'est qu'elles n'en finissent pas d'en produire. Et qu'elles en produisent toujours davantage au nom du changement et du mieux-vivre, de manière à, fondamentalement, ne rien changer de leurs usages, et, pire, à rendre tout changement impossible en raison du renforcement jamais achevé de l'appareil bureaucratique et de l'arsenal réglementaire.

Si un pouvoir éco-fasciste devait un jour s'imposer, il est probable qu'il le ferait au nom du progrès et de sa soi-disant



nécessité objective, justifiée par des résultats scientifiques, posant les enjeux de la manière la plus simpliste possible : soit la vie, soit la mort. Fort de ces arguments, le tyran pourrait même arriver au pouvoir par la voie des urnes. (…)

Aussi méfions-nous du terme de “développement”, propice à toutes les manipulations.

Mot piégé par excellence, il parle d'une chose et de son contraire : pour les uns il est synonyme de croissance tandis que les autres saisissent en lui une invitation vers une société alternative, qualitative, où le marché serait revenu à des proportions raisonnables.

Dans les faits, ce seul mot sert de fourre-tout et de finalité à toutes les stratégies, qu'elles soient d'expansion ou seulement de consolidation économiques. Chaque collectivité locale aspire aujourd'hui à déployer son projet dit de “développement durable”, sans mesurer les transformations sociétales qu'un tel projet, authentique, réclamerait.

La décroissance peut aussi être détournée de son sens

Autant donc utiliser ce “développement” le moins possible et plaider pour une *décroissance,* conviviale plutôt qu'autoritaire. Même si ce mot encore imparfait, négatif dans sa formulation, effraie une bonne part de la population tandis qu'il en motive une autre. Quoi qu'il en soit, nous, enfants d'Occident, ne pouvons plus vivre comme si nous étions seuls sur la terre. Nous ne pouvons plus vivre, individuellement, dans un tel linceul de dépendances matérielles qui annihilent toute créativité, tant individuelle que sociale, et massacrent allègrement les espaces naturels et les derniers peuples non-occidentalisés qui subsistent.

Bien évidemment, ces dernières lignes ont un principal défaut, lequel est aussi leur qualité principale : elles sont chargées d'idéalisme naïf. La réalité, si l'on n'y prend garde, pourrait se révéler toute autre : de contestataire, la décroissance en tant que mouvement politique pourrait devenir bientôt un discours idéologique standard, récupéré par les logiques d'État dominantes et les partis conventionnels. Alors il ne s'érigera plus contre cette morne vulgarité qu'est l'ultralibéralisme, celui-ci l'ayant intégré et converti à ses propres fins, non sans l'avoir vidée de son sens au passage. La nouvelle version du néocapitalisme (le néo-néo-capitalisme) préconisera des organisations de rationnement et de sobriété pour la masse des appauvris et des précaires tandis qu'une minorité, composée d'oligarques détenteurs du capital financier, continuera à consommer comme bon lui semble. Plutôt que conviviale, cette société de décroissance-ci, insoutenable, se révèlera l'espace de la domination endurcie du capital, lequel aura changé ce mythe anticonsumériste en outil de gestion sociale.

(…)

Demandons-nous si, pour nous voyageurs impénitents et passionnés, ce ne serait pas là l'occasion de cesser notre expansion culturelle, de localiser nos ambitions, de sortir de nos carlingues de tôles, de délaisser nos trajectoires hors sol pour nous remettre en phase avec des rythmes plus naturels : retrouver nos jambes de marcheurs, nos cuisses de cyclistes, la compagnie d'un cheval, le vent dans nos voiles, une rame dans nos mains, autrement que dans cette petite fenêtre de temps libre qu'on appelle “loisirs”, et qui n'a de sens que par rapport à ce temps de bagne du travail.

Ces actes d'une lenteur éprouvée seraient en effet réinvestis dans le cœur de notre quotidien, de manière autonome, c'est-à-dire libérée des technologies qui se substituent trop souvent à notre corps, jusqu'à virtualiser nos expériences et les rendre passives. Le voyage recommencerait bien à notre porte. Terminons alors sur une note d'optimisme absolu, car le retour du grand voyage est probablement pour demain. Vive, donc, la pétrole apocalypse !

(…)

Se ressourcer dans ce qui reste sauvage

Les termes de sauvage, de forêt et de broussailles forment des associations naturelles. Joignons-leur déserts et océans, espaces marginaux où cesse l'urbanisation. Ou cesse la domestication. Ici une autre expérience du réel devient possible.

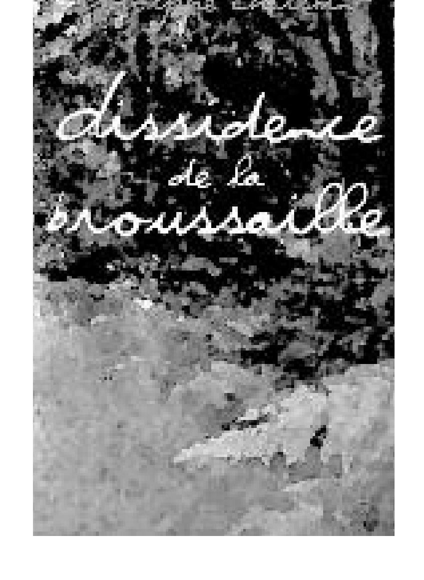
Ces termes entretiennent une liaison essentiellement symbolique, efficace. Dans l'imaginaire le désert résiste aux conditionnements que met en œuvre la “civilisation” actuelle, autrement dit la décivilisation.

Affranchis de l'ordre de l'urbanité mercantile, ces espaces autorisent l'imagination d'un renouveau. Ils abritent les fauves et protègent les proies, en offrant les ressources nécessaires à la vie des peuples qui savent y puiser l'essentiel de leurs ressources. Mais ces étendues symboliques désignent encore toute forme d'espace de résistance et d'évasion -espace géographique, espace culturel, espace intellectuel et spirituel.

Elles échappent fondamentalement aux conventions et ne subissent pas l'empreinte implacable d'une volonté sociale obsédée par la maîtrise technique et l'aménagement productif.

Une autre expérience de soi y est possible.

Notre société de marché commet une erreur lorsqu'elle assimile ce qui est sauvage à l'inutile, donc au négligeable, au regard de sa non-productivité écono-



mique. Mais cette utilité du sauvage, en n'étant pas instrumentale, demeure invisible à la plupart d'entre nous. Le sauvage complète, tant concrètement que spirituellement, le monde humanisé (la campagne et la ville), l'espace aménagé par l'humanité et pour elle. Il ne s'y oppose que dans l'esprit dévoyé par l'obsession de la mise en production du monde. Il ne s'y oppose que pour celle et celui qui ne se soumet pas à l'idéologie du productivisme généralisé, et pour qui entrer en sauvagerie revient, par conséquent, à entrer en dissidence en ouvrant un *ailleurs*.

Une fois en situation, cette opposition entre le monde sauvage et l'espace humain se révèle fondamentalement superficielle. Complément plutôt qu'opposition, voici ce qui frappe l'esprit. Le monde sauvage fait en réalité pleinement partie du monde humain, il revient au voyageur-explorateur de tisser activement cette unité fondamentale.

Le sauvage étend notre conscience, il en représente une dimension oubliée, une dimension cachée. D'où la relativité du terme même de “sauvage”, qualificatif transitoire qui entretient une illusion en dessinant une partition entre l'humain et le non-humain qui fondamentalement n'a pas lieu d'être. J'use donc du terme en sachant qu'il faudra tôt ou tard l'oublier. L'user jusqu'à sa disparition pour ne retenir que l'expérience qu'il désigne.

Avec lui, il ne s'agit pas seulement de trouver des espaces libres dans le monde extérieur ; une exploration intérieure conduit également à cette aire indéfinissable qui sommeille en nous, qui existe au-delà des modelages sociaux. Cette aire n'est véritablement abordable que par l'expérimentation.

Des évènements parfois la réveillent, provoquant une émotion à proprement parler extraordinaire : la beauté d'un paysage, le geste habile d'un pêcheur en harmonie, le bruit de la pluie sur le lac, l'envol d'un aigle, un regard éclairé de l'autre côté du feu, un espace de solitude où chaque rencontre est une révélation, le coup de pagaie à l'instant propice, la danse des langues amoureuses… Alors des horizons se lèvent à l'intérieur, découvrant un plaisir qui grimpe, verticalement le long du corps, le traverse et l'emporte de part en part et de bas en haut.

(…) De ce point de vue, la sauvagerie est une écologie spirituelle, une cosmologie de l'expérience qui respire l'humus de la terre, le souffle de l'océan. Elle remet l'être humain à sa place d'élément avec d'autres dans l'univers. Ce faisant, elle desserre les identités qui enferment et laisse aller l'être sur la vague de ses potentialités, révélant au passage des relations humaines oubliées : le don de soi et la réception de l'autre, l'échange de sociabilités en toute gratuité. Ces potentialités, le présent conventionnel les laisse en friche, les pousse aux marges.

La sauvagerie est menacée par la mécanisation qui touche jusqu'à l'usage de la pensée, parcellisée par le scientisme, domestiquée par les académies. D'où la nécessité de cultiver une certaine forme d'inculture en mettant à l'écart apprentissages et mises en condition.

(…) Hors des bornes mercantiles, nous avons besoin de nouveaux paysages matériels et symboliques, dégageant une poétique de l'existence régénérée en dehors de l'acier, du ciment et de l'imagerie publicitaire et médiatique, de l'artificialisation de l'existence et de la vulgate marchande. La recherche du plein-air d'une part de la population des pays développés témoigne de ce souci d'évasion.

Des lieux où sentir pleinement la vie, une, spontanée et multiforme, soit possible.

Des espaces laissés libres, vacants, par le productivisme.

Des milieux où s'épanouissent spontanément les forces de la nature et la joie d'habiter le monde.

Où le non-agir libère l'espace favorable à l'avènement d'une vie nouvelle, dégagée des mises en forme obsédantes et de la hantise du vide.

(…) Dans cet assaut global contre la liberté, l'émotion publicitaire et le devoir de produire (pour gagner une vie sonnante et trébuchante) sont le miel de la supercherie qui prend possession de vous et prétend développer votre personnalité grâce à des artefacts sans profondeur.

Prenez alors le chemin des bois, entraînez-vous au vide afin de reconquérir, de déprise en déprise, le seul pouvoir qui soit créateur : celui de mener sa vie en artiste, en créateur plutôt qu'en gestionnaire.

Prendre le maquis, entrer dans la broussaille, dehors, mais également dans vos broussailles intérieures ; voici la voie d'un monde qui recommence, hors des aménagements, des prêts-à-vivre et des prêts-à-penser.

Dans l'isolement et le silence, ce qui ne signifie pas sans compagnie et sans inspiration. N'hésitons pas à nous faire des amis.

Posons la question de la culture, de ce qui donne un sens partagé à l'existence de chacun, terme que d'autres confinent au milieu artistique après l'avoir isolé de toute existence immédiate. Voici encore une séparation qui met sous contrôle la réalité : l'imagination repoussée dans le champ clos des œuvres n'a plus de puissance sur l'existence.

Le vivant devient alors spectateur de la vie.

Or l'unité seule — la réintégration active du rêve dans le réel et de l'art dans la vie — permet de vivre pleinement.

La “culture” devrait cultiver toutes les dimensions de l'existence, plutôt que vivre en taupe de galeries en musées. Toute culture salvatrice, nourricière, devrait promouvoir l'art de vivre en harmonie avec tous les règnes de la réalité, humains et non-humains. Or il semble que notre culture se soit assise dans le découpage de règnes partiels, tandis qu'il lui faudrait s'élever, prendre la route et redéployer un univers, non fractionné, solidaire et pleinement vivant.

Un univers où le regard de l'enfant, l'espoir des parents, pourraient sciemment avoir le vol du corbeau et celui de la sterne comme mobile.

Partir à l'extérieur — inutile d'aller loin cependant — comme à l'intérieur — vers l'essentiel, ce noyau dur, ce centre déployé — permet de reprendre conscience de l'ouverture de l'espace. Prendre le large pouls de l'humain et voir par-delà les limites du moi, de sa culture, de son espèce, vers l'ampleur et pour l'épanouissement de la vie, de ses fondations, de ses formes.

Une, diverses.

Rodolphe Christin ■

Extrait de l'ouvrage *Dissidence de la broussaille*, éd. ACL BP 1186 69202 Lyon cedex 01, 2007, 152 p. 12 €.



Avion rouge

Avion rouge est un collectif belge qui a lancé, en février, une pétition pour demander que l'étiquetage des produits d'importation porte un logo distinctif selon qu'il a été acheminé par avion (un avion rouge) ou par bateau (un bateau bleu) ceci afin d'informer les consommateurs et de les inciter à privilégier ce qui est le moins polluant. On peut signer sur internet : *www.avionrouge.blogspot.com*.



DR

Petite phrase

"*Si on était dans un monde très stable, ce ne serait pas si grave qu'il fasse un peu plus chaud ou un peu plus froid. Mais le risque, c'est la transition très rapide qu'on peut avoir d'un monde à un autre parce qu'elle est déstabilisante à tous les niveaux, y compris socialement et politiquement*" Hervé Le Treut, météorologue et contributeur au rapport du GIEC 2007.

Rapport Stern

Le rapport du financier britannique Stern estime que le dérèglement climatique pourrait coûter jusqu'à 20% du PIB mondial, soit 5500 milliards de dollars, autant que le coût cumulé des deux dernières guerres mondiales… alors que la prévention coûterait seulement 1%. Si ce rapport permet d'avancer qu'il coûte moins cher d'agir en amont que d'essayer de lutter contre les conséquences, il n'est pas satisfaisant pour autant. En effet, comment donne-t-on une valeur à une espèce qui disparaît, à une terre qui est inondée, à des personnes qui meurent ? Tout cela ne peut être résumé à des dollars.

Double langage

Peugeot et Citroën ont annoncé le lancement de leurs premiers 4x4 début mars, lors du salon de l'automobile à Genève. Le 4007 de Peugeot pèse 1750 kg et émet en cycle urbain plus que les 250 g de CO_2 proposés par l'Europe comme limite. Pour mettre en vente un nouveau véhicule, il faut une autorisation de l'Etat. Celui-ci pourrait-il ne pas regarder ailleurs alors que la maison brûle ?

Avantages

La vague de chaleur qui a touché l'hémisphère nord pendant l'automne 2006 et l'hiver 2007 a eu au moins deux avantages : un repli de la consommation d'électricité (-1% en France en 2006) et un repli de la consommation du pétrole pour le chauffage, provoquant une baisse du prix du baril.

Moustiques et maladies

Le moustique responsable du chikungunya à la Réunion est aussi présent autour de la Méditerranée. Depuis quelques années, les spécialistes s'inquiètent de sa progression : arrivé au sud de l'Italie en 1990, il a été repéré dans les Alpes-Maritimes en 2005. Ce moustique, du genre *Aedes*, est aussi le vecteur de la dengue, une maladie dont 10 à 15000 personnes meurent chaque année en Afrique. D'autres moustiques sont porteurs du paludisme, dont des cas ont déjà été observés sur des chevaux en Camargue. L'OMS, Organisation mondiale de la santé, a déjà mesuré une augmentation des cas de paludisme de 6% imputable au réchauffement climatique et au déplacement des insectes vers les zones anciennement tempérées.



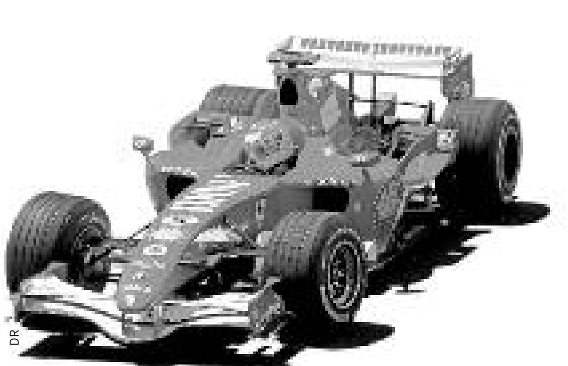
DR

"Canicule d'hiver"

Septembre, octobre et novembre 2006 ont eu des températures supérieures à la normale de 3°C. Décembre a été presque dans la normale (+0,4°C). Janvier et février 2007 ont de nouveau été chauds avec 3°C au-dessus des normales saisonnières. Après l'automne le plus chaud depuis le début des mesures météorologiques, l'hiver aura été également le plus chaud…

F1 : totale hypocrisie

Les organisateurs de courses de formule 1 sentent bien qu'ils sont sur la sellette ! Pour essayer de bien se faire voir, depuis plusieurs années, ils ont mis en place un processus de "compensation" : ils financent la plantation d'arbres censés absorber par leur croissance la même quantité de gaz carbonique que n'en émettent les voitures de course. …êcher la destruction …ole, et les arbres …us souvent dans …ı Sud ne fixeront … CO_2 émis surtout … les pays du Nord, …re moins les autres …cules polluantes …nises dans les gaz …'échappement.



DR

Recul des glaciers

Un site internet (en allemand) *www.gletscherarchiv.de* présente des photos ou cartes postales anciennes de glaciers des Alpes avec des photos prises récemment sous le même angle. Même si vous ne parlez pas allemand, cliquez sur la carte des Alpes puis sur chacun des points rouges et appréciez le réchauffement climatique !





Environnement

Nature contre logements

François Pupponi, maire de Sarcelles, estime qu'une solution pour favoriser le développement des logements sociaux passe par une simplification des contraintes administratives et propose de réviser les lois Montagne et Littoral qui freinent les constructions en milieu naturel, ainsi que la loi Seveso qui empêche de construire à proximité des usines à risques. Dernier détail : il s'agit d'un élu PS proche de Dominique Strauss-Kahn.

MORBIHAN

Peuple des dunes

Les cimentiers Lafarge et Italcimenti ont obtenu l'autorisation d'extraire 600 000 tonnes de sable par an pendant trente ans, soit 18 millions de tonnes, à 3 milles du plus grand massif dunaire de Bretagne de Gâvres-Quiberon. Ce massif dunaire est intégré au périmètre Natura 2000 et l'Union européenne l'a retenu au titre des programmes Life (61 projets européens, 5 en France). Les associations de protection de l'environnement ne comprennent pas comment une telle autorisation a pu être délivrée et le font savoir : dimanche 25 mars, plus de 12 000 personnes se sont réunies sur la plage d'Erdeven pour interpeller les autorités et les candidats aux élections. Un tel prélèvement de sable provoquera un affaissement de la côte, la submersion des plages et éventuellement d'habitations, modifiera les courants d'eau sous-marins, perturbera les équilibres biologiques, contaminera les coquillages, détruira les frayères de pêche. Une précédente expérience, il y a cinquante ans, pour construire une base sous-marine à Lorient avait montré comment un prélèvement au large peut avoir des conséquences négatives sur les eaux du littoral et sur le littoral lui-même. *Collectif d'associations de défense de l'environnement, 34, rue du Port, 56570 Locmiquélic, tél : 02 97 11 08 56 ; Peuple des dunes, 2, rue du Parc-des-Sports, 56680 Gâvres.*

RHÔNE

Contamination au PCB

Inéluctablement la pollution au PCB, un produit proche des dioxines, constatée depuis plusieurs années dans le Rhône au sud de la zone industrielle de la plaine de l'Ain, s'étend. La pêche interdite d'abord en amont de Lyon, puis dans Lyon, est maintenant aussi interdite en aval jusqu'au barrage de Vaugris (vers Vienne, Isère). Les taux mesurés dans les poissons atteignent jusqu'à 32 picogrammes par kilo alors que la limite est de 8. Bien entendu, tout rapprochement entre cette pollution et l'usine Tredi qui procède à l'incinération de PCB, installée dans la plaine de l'Ain, ne serait que pure coïncidence.

Transports



■ **Changer d'approche.** L'association *Mountain wilderness* se bat pour maintenir la montagne à l'état sauvage. Elle constate que les randonneurs utilisent de plus en plus la voiture pour aller se promener. Elle a donc lancé une campagne *Changer d'approche* pour essayer de collecter des exemples de pratiques alternatives : utilisation des transports en commun, mobilité douce à pied, à vélo, à skis de randonnée… Si vous avez un témoignage à apporter, vous pouvez l'envoyer à *Mountain wilderness, 5, place Bir-Hakeim, 38000 Grenoble.*

■ **Lyon-Turin : concurrences**. Si la route est la solution privilégiée pour le moment pour le fret de marchandises dans les Alpes — et des études sont en cours pour doubler le tunnel de Fréjus pour un coût moindre que le Lyon-Turin — il existe d'autres solutions comme le fret maritime qui s'est déjà mis en place entre Toulon et Rome. Si l'on n'envisage pas une diminution du fret, il existe aussi la solution d'améliorer la ligne existante, certains avançant la possibilité de seulement doubler le tunnel entre Modane (France) et Oulx (Italie). Ceci ne change rien au problème général : limiter ce genre de fret.

DR

Lyon-Turin : manifestation du 31 mars 2007.

■ **Lyon-Turin : nouvelles mobilisations.** En mars 2007, le gouvernement italien a annoncé la relance du dossier sur le Lyon-Turin annonçant qu'un accord de financement entre l'Italie, la France et l'Europe était en cours. Cela a provoqué immédiatement la reprise de la mobilisation dans le Val de Suze où plusieurs milliers de manifestants ont convergé le 31 mars et le 1er avril pour installer de nouveaux barrages d'accès aux sites du chantier.

■ **Calvados : plus de voitures devant l'école.** Jean-Pierre Onufryk, maire de La Cambe (Calvados) a pris la décision d'interdire la voiture dans la rue qui passe devant l'école une demi-heure, matin et soir au moment de l'entrée et de la sortie des élèves… pour empêcher les gens de prendre leur voiture pour transporter leurs enfants. Le maire fait remarquer que tous les enfants peuvent venir à pied sans difficulté et maintenant sans danger.

■ **Chambéry : cure de désintoxication automobile.** Des "infirmières" ont distribué fin 2006, dans les rues de Chambéry (Savoie), des "autopatch" qui proposent aux automobilistes de suivre une cure de désintoxication. A la manière des patchs pour le tabac, on pouvait lire sur le document "les bus Stac [société de transport de l'agglomération de Chambéry] sont des substituts à la consommation de carburant. Ils peuvent soulager considérablement votre budget et vous aider à surmonter votre dépendance à l'utilisation de la voiture". Suivait tout un discours pseudo-médical avec des conseils comme "une activité physique telle celle de la marche ou le vélo, peut être profitable en alternance avec la prise de transports en commun". Le patch en question est un ticket de bus valable pendant une semaine sur l'ensemble du réseau, offert gratuitement aux automobilistes.

■ **Lyon : pour les transports en commun.** Selon un sondage organisé début mars pour le Sytral (syndicat des transports en commun lyonnais), 79 % des Lyonnais sont pour le développement des transports collectifs même si cela doit gêner les voitures… alors que 73% des déplacements se font encore en voiture dans l'agglomération, 47 % dans Lyon seul.

Eau

■ **Bataille de l'eau.** Le Syndicat des eaux d'Ile-de-France (Sedif) a fait une campagne publicitaire pour rappeler que l'eau du robinet est potable et que l'on peut la boire à un prix beaucoup moins élevé que l'eau en bouteille. Cela a provoqué la réaction de la société Cristaline qui, mi-janvier, a fait une campagne publicitaire dénigrant la qualité de l'eau du robinet. Cette campagne a été condamnée par le Bureau de vérification de la publicité, ce qui est rare. La société est passée outre, provoquant une réaction à la fois du côté associatif et du côté du ministère de l'écologie. Rappelons que l'eau du robinet se doit d'être potable et que lorsque pollution il y a (comme en Bretagne), plusieurs jugements ont obligé les compagnies d'eau à payer les bouteilles d'eau pour la consommation.

■ **Eaux minérales non conformes.** Contrairement aux affirmations des multiples publicités pour nous faire consommer de l'eau en bouteille, celles-ci ne sont pas toujours bonnes pour la santé : un rapport de la Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes, du 2 mars 2007, indique en effet que sur 45 échantillons analysés, 22 % des eaux sont jugées non conformes : dépassement des normes, non respect des teneurs indiquées… La consommation régulière d'une eau minérale peut donc se révéler toxique. Il est donc conseillé lorsqu'on le peut de consommer de l'eau du robinet (en ville, les contrôles garantissent une meilleure qualité), sinon de varier les eaux achetées dans le commerce



Entraide

■ Cherche personne sur le secteur Moselle sud des Vosges ayant une petite activité apicole pour apprendre avec elle et/ou reprendre son matériel si elle cesse son activité. Contactez *Gaëlle, tél : 03 87 03 43 88.*

■ Si quelqu'un veut un coup de main pour construire une maison bioclimatique en autoconstruction sur secteur Abreschviller (à ± 50 km), n'hésitez pas à nous contacter au *03 87 03 43 88* pour un échange de savoir- faire.

■ Petite structure agricole en bio (N&P) tourné vers l'agro-tourisme en production fruits et transformation, aurait besoin d'un coup de main pour la saison des récoltes. Offre à personne motivée gîte et couvert (connaissances en écoconstruction et énergies renouvelables bienvenues) dans les Pyrénées centrales. *Tél : 06 70 25 91 53.*

■ Nous avons une exploitation agricole dans la Sarthe avec en projet maraîchage, petit élevage, en AB, utilisation des animaux pour la fertilisation + traction animale, vente Amap+ marchés locaux. Nous proposons un échange logement + nourriture contre aide sur le terrain. Plus de renseignements : tiisa94@yahoo.fr ou tél : 02 43 93 23 55 (laisser un message). A bientôt.

■ Dans le Toulois (54), nous avons mis en place un lieu de jardinage bio. Des parcelles sont disponibles dans une ferme en bio, environnement, nature, eau, compost, fumier, paille, troc de produits et de plantes et regroupement des achats pour tout ce qui est nécessaire à nos activités même au-delà de notre groupe. Renseignements au tél : *03 83 62 30 55*.

■ Pour les rencontres des Ami-e-s de Silence de cet été, il faudra pas mal de paires de pt'i bras pour pétrir notre pain ! Si vous désirez apprendre et vous engager pour la durée des rencontres dans l 'équipe "boulange", bienvenu-e-s ! Prendre contact avec *Thierry au 04 68 54 97 07.*

■ Propose accueil simple pour les vacances d'été en Catalogne, à 10 km de la mer (facile à vélo !) au sud de Perpignan, pour les mois de juillet et août. Hébergement tente, caravane ou yourte, autonomie souhaitée, en échange d'un petit arrosage (max. 1 h par jour). *Thierry au 04 68 54 97 07.*

■ Serions heureux de rencontrer des lecteurs de Silence sur région Dublanc (36) et Nyons (26) pour échanges d'idées et savoir-faire. *Tél : 02 54 37 27 26 ou si absent 06 84 51 26 30.*

■ Vivre à la campagne, emmener les enfants à l'école à pied ou en vélo, être dans un endroit animé d'initiatives alternatives, tel est notre projet pour septembre 2007. Quant au travail, il faudra en chercher sur place. Si vous savez où cela peut être possible, contactez-nous, cela nous aiderait à rendre ce projet de vie concret : *melusineenvert@no-log.org.*

■ Nous cherchons du monde pour un échange d'expériences contre un coup de main sur notre chantier d'autoconstruction cet été dans le Gers. Loïc est charpentier et pratique l'ossature bois. Il travaille en bioconstruction depuis plusieurs années. Elisabeth, je travaille sur notre maison et je m'intéresse à tout ce qui tourne autour de la terre. Notre maison est écologique au maximum. Nous avons installé un filtre planté pour les eaux grises, des citernes pour récupérer l'eau de pluie, des toilettes sèches, un jardin en permaculture. Cet été, nous devrions aborder la technique du terre-paille léger, torchis, enduits terre, isolation en laine de mouton, etc. Venez vivre avec nous, une semaine, deux jours, quinze jours… Nous proposons un logement sur place (camping), mais nous vous demandons une participation aux frais de nourriture. Famille bienvenue, nous avons deux enfants de 6 et 10 ans. Bienvenue aussi quelqu'un(e) qui aimerait s'occuper de nos enfants. Appeler au *05 62 08 92 07 ou e.rigot@laposte.net.*

Echange

■ Echange appareil à osmose inverse (4l par heure) et livres (santé, cuisine, histoire… liste sur demande) contre autre chose. *Ludovic Brun, 15, place Jean-Jaurès, 39600 Arbois, tél : 06 65 30 81 82 ou 03 84 66 20 13.*

Vivre ensemble

■ Un éco-hameau sur 5000 m^2 est en projet sur la commune de La Chapelle-Chaussée (25 km au nord de Rennes). Elaboration du projet selon trois fils conducteurs : impact environnemental réduit, accessibilité économique, lien social réactivé. Recherche d'une forte efficacité énergétique du bâti. Optimisation des apports solaires (passif, thermique et photovoltaïque). Priorité donnée aux matériaux sains, renouvelables et peu énergivores. Autoconstruction partielle envisageable. Livraison probable fin 2008. Pour plus d'informations, contacter le *02 99 45 82 68 ou didier.rogeau@laposte.net.*

■ **Habitat groupé dans l'Essonne.** Un projet d'habitat groupé à Massy-Palaiseau (proche de la ligne du RER B) est en débat avec l'idée de 7 ou 8 appartements indépendants ainsi que des locaux communs (salle de jeux pour les enfants, salle polyvalente, garage à vélos, ateliers…). La convivialité, l'engagement associatif et la volonté de créer un habitat riche de rencontres, solidaire et respectueux de l'environnement sont au cœur du projet. Cinq foyers sont déjà intéressés et nous cherchons les deux ou trois autres couples, familles ou individus prêts à s'investir dans le projet. Pour en savoir plus, tél : *01 69 20 50 54* ou *fannycassin@yahoo.fr.*

■ **Piémont du Jura.** Quelques aventuriers s'engagent dans la création d'un éco-lieu ouvert sur le monde : simplicité volontaire, partage, autogestion. Habitat sous forme coopérative. Activités économiques possibles ; déjà réfléchies : ferme maraîchère agrobio avec AMAP en création, SCOP bureau d'études construction bioclimatique, activités de formation professionnelle… Si vous souhaitez nous rejoindre, soyez les bienvenus. Contact : *03 84 44 95 56 ou 06 74 67 52 18.*

■ **Tours.** Afin de réduire mes déplacements auto, je souhaite quitter la banlieue et emménager à Tours vers l'été 2008. Y a-t-il des personnes souhaitant réfléchir avec moi à une possibilité de co-habitat (chacun chez soi, mais mise en commun d'espaces et de matériel et gestion écolo du bâtiment), ou y a-t-il déjà des projets en cours ? Appeler *Marie-Françoise au 02 47 49 99 09.*

■ Cherche colocataires pour vivre une petite utopie écolo et libertaire à la ville, ouverts au végétarisme, dans un appartement à trouver. Villes pressenties : Paris, Nantes ou Marseille, à partir du mois de septembre. *Mako, tél : 04 91 50 06 31* jusqu'à fin juin, *makolefou@no-log.org.*

Rencontres

■ Homme, 47 ans, instit-paysan, écolo-décroissant, mince, jeune, mélomane, ouvert, désire rencontrer compagne, âge en rapport, proche de la nature, tendre, féminine, pour complicité autour d'un verger bio en Haute-Saône. *Tél : 06 21 86 49 73.*

■ **Réf 346.01.** Pré-retraité 56 ans, seul sans enfants, souhaite rencontrer femme, simple, sympa, un peu écolo, pour l'aider dans sa petite activité (chambres d'hôtes, exploitation, commerce, etc.) ou pour tout simplement ne plus être seuls, s'entraider, partager ensemble une simple chaleur humaine et tendresse. *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf 346.03.** Où est-il l'homme qui sait donner et recevoir de l'amour ? C'est peut-être vous ? Si oui, mettons en commun nos différents rêves et projets, et à deux, construisons un espace de vie dans la joie, la complicité et le respect de l'autre. Je suis une femme (61 ans) gaie, curieuse, branchée "nature", en quête d'humanité, de beauté et de lumière. Si ces quelques mots résonnent en vous, alors parlons-en. Homme rieur, chaleureux, ouvert, les pieds sur terre et les yeux dans les étoiles, bienvenu ! (Est, Rhône-Alpes, Sud-Est et ailleurs…). *Ecrire à la revue qui transmettra.*

■ **Réf 346.04.** Femme, 38 ans, et maman d'un petit garçon de 8 ans, cherche compagnon tendre et câlin pour fonder famille unie. Vie à la campagne bienvenue. Simplicité, nature, générosité, émerveillement, beaucoup de tendresse à partager… J'aime lire, jardiner, randonner, coudre ou jouer aux cartes. *Ecrire à la revue qui transmettra.*



Annonces

Emplois

■ **Bretagne.** L'association *Coopagnonnage* a vu le jour pour mettre en place des dynamiques de coopération. Elle travaille déjà avec deux animateurs, l'un à Nantes, l'autre à Tréhorenteuc, près de Ploermel (Morbihan). Si vous avez une expérience en animation auprès d'enfants et d'adultes, une connaissance des milieux associatifs et culturels, une forte motivation pour la coopération et les valeurs qui la sous-tendent (respect de soi et de l'autre, équité, démocratie, solidarité, acceptation de la différence, recherche de sens…) et si possible une expérience en animation de groupes et de réunions, vous pouvez développer une activité porteuse de sens, riche de contacts humains, qui vous permettent progressivement d'en vivre, vous pouvez nous joindre : *Jean-Loup Picavet, 26, rue du Fresche-Blanc, 44300 Nantes, tél : 02 51 81 92 87, jlpicave@free.fr* ou *François Fagnot, 1, chemin de la Fontaine-Sainte-Onenne, 56430 Trehorenteuc, tél : 06 16 80 03 71, francois.fagnot@neuf.fr.*

■ Quelle exploitation ou entreprise de plantes à parfum, aromatiques et médicales, voudrait bien m'embaucher en contrat professionnalisation ? Faire offre au *06 71 38 65 83.*

■ **Lot-et-Garonne.** Association ayant projet alternatif de lieu de rencontres, stages, séjours nature, embauche personne bricoleuse, aimant être entourée d'enfants pour remonter yourte et hutte avec plancher, poêle à bois, terminer toilettes sèches et douches solaires, lits plantes de macrophytes, terrasse vitrée et préparer chantier maison bottes de paille proposé pour rencontre des Ami-e-s de Silence de cet été. Contrat aidé CAE (24 h hebdo), six mois minimum (selon trésorerie). Accepte aussi volontariat même ponctuel, hébergement possible. *Tél : 05 53 40 72 24 ou 06 32 86 98 11, Brigitte Tichané.*

Recherches

■ Cherche terres et toute personne intéressée par association pour la création d'une bergerie bio (fromagerie, filature, tannerie). Base : ovins races anciennes. Contact : *02 97 45 66 36.*

■ Installée depuis peu dans le Diois et travaillant à Die, je cherche un terrain à louer ou à acheter dans un joli coin empreint de tranquillité (± 30 km de Die) pour y installer une yourte et y habiter. Je suis à l'écoute de toutes vos propositions au *06 13 81 81 87.* Merci d'avance.

■ **Réf 346.02.** Des habitants de Castelnau-d'Auzan (Gers) habitués depuis des générations à vivre paisiblement s'inquiètent d'un projet qui envisage la création d'un lotissement pour personnes du troisième âge fortunées, venant uniquement d'Angleterre et des Pays-Bas (11 villas et 67 appartements de standing, début des travaux prévu en juillet). Un collectif s'est constitué contre ce projet et cherche des aides (personnes ou associations) pour mieux appréhender les règles d'urbanisme. *Merci d'écrire à la revue qui transmettra.*

■ J'avais le projet de créer une coopérative de produits bio, mais le discours commercial du réseau Biocoop me déroute. Aussi, je préfère envisager une autre alternative. Je recherche donc à reprendre un commerce de proximité. Notamment une épicerie associée éventuellement à d'autres services (café, presse, dépôt pain, lieu d'échanges…), située dans un petit village de l'ouest, du centre ou du sud de la France. Administré par un maire qui souhaiterait conserver ce commerce. Et si ce maire est favorable aux initiatives bio et écologiques, ce serait idéal. Je suis ouvert à toutes propositions. Merci de me contacter : *Marie De Rolland, 2, rue du Bois Guy, 35300 Fougères, tél : 02 99 94 48 24* de préférence le matin avant 9h30 ou le soir après 17h30.

■ Cherche documentation sur groupe Magma : interview, photos, écriture. Merci. *F. Thompson, Préhyr 80, B-5580 Rochefort.*

Logement

■ **Dordogne.** En Périgord, surplombant la vallée de la Dordogne, vends jolie maison périgourdine de construction traditionnelle récente (1971) sur 4500 m² de terrain arboré, fruitiers, 4 chambres, 3 sdb, 3 Wc, deux garages, terrasse sud, terrain cultivé en bio, 3,5 km de Manzac, 10 km de Lalinde, 30 km de Bergerac, 40 km de Périgueux et Sarlat. *Yvette Naal, La Bergerie, Millac, 24150 Mauzac et Grand-Cast.*

■ **Drôme.** Compagnie Festibal cherche à louer à la campagne petite maison avec grande grange ou grenier aménageable, pour continuer école de danse alternative. *Danielle Laude, tél : 04 75 90 12 23, contact@festibal.com, www.festibal.com.*

■ **Alpes-de-Haute-Provence.** Gorges du Verdon, trois anciennes maisons en pierre sur 7 ha. Pleine nature. Vue imprenable. Situation dominante. Expo S-E, maison habitable 40 m² avec séjour, coin cuisine, cheminée, chambre, maison à restaurer 50 m², maison à aménager 300 m² sur deux niveaux, beaux et grands volumes, toiture et planchers refaits. Electricité photovoltaïque 1500 Wc, tél, eau de source par gravité. 400 k€. *Tél : 06 64 22 72 13.*

■ Couple (30 et 35 ans), un enfant, bientôt deux, cherche terre d'accueil pour y développer un projet de vie alternative en maraîchage et accueil sous habitats écologiques et nomades. Nous cherchons une terre de 3 à 4 ha constituée de prairies, de bois, de terres cultivables (avec eau) en milieu montagnard et calme (Pyrénées plus particulièrement). Ayant peu de revenus, nous souhaitons "acquérir" cette terre en location-vente ou bien en bail emphytéotique (étudions toutes propositions). Pour plus de précisions sur nous ou notre projet, n'hésitez pas à nous contacter au *04 68 20 38 73.*

Vacances

■ **Sud du Cantal,** loue gîte 5 p. (fermette du 18e siècle avec grand verger) dans hameau paisible en pleine nature. Promenades, possibilité VTT et baignade dans lacs aménagés. Terrasse ombragée, chauffage poêle de masse au bois. Initiation gratuite à l'apiculture et potager bio. 300 € à 390€ la semaine. *www.geocities.com ou 06 33 57 22 88.*

■ **Hautes Cévennes.** Accueil paysan, Nature & Progrès, petite ferme diversifiée, climat méditerranéen en moyenne montagne, idéal pour repos, promenade, baignade, rivière sauvage, site isolé. Chambres, table, camping, calme, beauté. Sur réservation. *tél : 04 66 61 12 77.* Au plaisir.

■ Echangeons notre maison contre la vôtre, semaines 30 et 31 (23 juillet au 4 août). Nous habitons en Bretagne sud et souhaiterions aller vers l'Espagne ou le Pays basque. *Tél : 02 97 60 34 60, denis.mignol@wanadoo.fr.*

■ **Drôme.** Sud du parc régional du Vercors, loue week-end, semaine ou plus, pour groupe ou famille (2 à 8 personnes) une ou deux yourtes (20 et 35 m²) sur terrain 2000m² + cabanon avec cuisine, salle de bains (douche) et éventuellement trois couchages supplémentaires. Piscine. Départ randonnées. GR vers les hauts plateaux du Vercors. Observation bouquetins, chamois, marmottes, vautours. Possibilité location âne. *Roland, tél : 04 75 21 15 73, www.souslayourte.com.*

■ **Drôme provençale.** Prox. Nyons, loue (2 personnes) petit bastidon autonome en énergie (solaire et éolien) sur terrain arboré au milieu des vignes. La semaine : 380 €, la quinzaine : 620 €. *Tél : 02 54 37 27 26 ou 06 84 51 26 30.*

Divers

■ Vends ouvrages de Rudolf Steiner très bon état. *Tél : (18h-20h) 04 95 48 00 22.*

■ **Yoga en Toscane.** Pour le pont de l'Ascension (17 au 20 mai), le matin hatha yoga au cœur de la forêt méditerranéenne, l'après-midi excursions accompagnées dans les environs (Massa Marittima, Castiglione della Pascaia, Sienne). 280 €. *P. Caye, tél : 0039 338 807 2430.*

■ Je fabrique des mocassins et bottes de formes variées, décorés avec goût, souples et très solides. Les pièces sont faites pour satisfaire les gens qui aiment le contact avec la terre et leur environnement. Photos et renseignements : *06 83 70 53 46, kamtchak@gmail.com.*

Gratuites : *Les annonces de Silence sont gratuites pour les abonnés. Elles sont également gratuites pour les offres d'emplois. Pour passer une annonce, joindre le bandeau d'expédition qui entoure la revue ou joindre un chèque correspondant à un abonnement.* **Taille des annonces.** *Nous vous demandons de faire le plus concis possible. Au delà de 500 signes, nous nous réservons le droit de faire des coupes.* **Délais.** *Les dates de clôture sont indiquées en page "Vu de l'intérieur". Prévoir environ deux mois entre l'envoi d'une annonce et sa publication.*

Revue féminine !

Je suis agriculteur bio, j'ai des énergies alternatives dans ma maison, je suis pour la paix et aussi antinucléaire, je me soigne par les plantes, etc. mais… hélas ! je suis seulement homme, et *S!lence* est une revue féminine. N°340 : (…) "femmes" : 1page + 8 pages. "Hommes" : 0.

Victor Sainz ■
Espagne.

S!lence : *C'est de l'humour, sans doute ! 9 pages exceptionnellement consacrées aux femmes sur 56, cela fait encore… 47 pages très "masculines" !*

Satisfactions

Votre revue doit être connue, elle dénonce tout ce qui ne va pas, en même temps elle fait connaître les initiatives heureuses qui contrebalancent et remontent le moral.

Marie-Claude Redon ■
Dordogne.

Ça fait du bien de voir qu'une autre façon de vivre est possible. Je ne pensais pas qu'autant de choses « alternatives » existaient. Ça me donne confiance pour continuer à avancer dans cette direction.

Emmanuelle Lutz ■
Bouches-du-Rhône.

Aller au travail à vélo : un enfer…

Je me permets de vous envoyer un courrier adressé à un grand nombre de "décideurs" locaux, concernant la dangerosité extrême des déplacements à bicyclette dans l'agglomération de Tours.
(…) "Fondette-Tours : 7 km ! Cette distance est tout à fait propice à enfourcher son vélo. (…) Eh bien ce droit à circuler à vélo et à respirer un air pur nous est dénié (…). Je dois donc emprunter la RN.152. Je vous invite cordialement à vous joindre à moi — avec votre vélo — un matin à 7h30 et un soir (vers 17h) (….) : c'est un enfer sur 2km…
• soit je me résigne à rouler sur mon vélo, la danger extrême dans le dos : bagnoles à tire larigot, les unes à la suite des autres à très vive allure (…),
• soit je marche à coté de mon vélo, à contre-courant du trafic, pour avoir le danger en face : cela dérange beaucoup de messieurs-dames dans leur petite toto (…), ils me le font savoir par gestes, klaxon, propos désagréables,
• soit je marche sur le bas côté herbu en traînant mon vélo avec difficulté.
(…) Quand songerez-vous à une piste cyclable en continu (…) ?
(…) Allez-y donc voir, vous n'en reviendrez pas".

Dominique Lecomte-Moine ■
Indre-et-Loire.

…ou une libération ?

(…) Chaque matin, je vais travailler à vélo, et chaque soir je rentre chez moi à vélo. Ce mode de déplacement a radicalement changé ma conception de la vie :
• je suis très mobile sur les petits ou moyens trajets (entre 2 et 8-10km), entièrement libre de mes horaires ;
• je peux facilement rejoindre les stations ou gares qui m'emmèneront d'une seule traite en train ou RER vers les endroits plus éloignés ;
• je n'envoie pas des tonnes de CO2 dans l'atmosphère que mes enfants respireront un jour (pour peu qu'elle soit encore respirable) ;
• j'évite les embouteillages insupportables, dans lesquels on peut voir tou-te-s ces conducteurs-trices seul-e-s dans leur grande voiture, mettant une demi-heure pour parcourir 1 km ;
• je fais fonctionner mes jambes, en ces temps où la sédentarisation nous guette et où l'obésité se généralise !
• j'arrive au boulot bien réveillée par le grand air, et détendue par les coups de pédale !
• je n'ai pas besoin de chercher une place de parking sur mon lieu de travail ni près de mon domicile.
• Je n'ai pas besoin de payer une place de parking. J'économise aussi le prix de l'assurance auto, de l'essence, des réparations en tous genres…
• Je suis moins malade, car j'habitue mon corps à se dépenser, et à se défendre contre les agressions du froid et de la pluie. Et je ne risque pas de causer d'accident de la route grave.
L'initiative socialiste de la mairie de Paris, de mettre des vélos en libre service à Paris, suivant l'exemple de Lyon, ne peut qu'être un tremplin formidable au développement de ce mode de locomotion. Il faut continuer là-dessus ! (…)
Mais, pour être possible pour tous (et notamment pour ceux qui sont obligés, du fait de prix de l'immobilier entre autres, d'habiter loin de leur lieu de travail, et dans des zones potentiellement éloignées de centres villes) cela doit être accompagné par un développement très fort des moyens de transport propres et efficaces : trains intra et inter-régionaux, tramways… Construire de très gros parkings (à vélos mais aussi à voitures, qui seront un jour petites et propres, idéales pour les moyens trajets) autour des gares (…).
Et tant qu'à faire, il faut en profiter pour relancer très très fortement le fret ! Halte aux camions qui polluent et causent des accidents de la route, aux entreprises de transport qui surexploitent les conducteurs sur des trajets longs et pénibles ! Je sais qu'il va falloir se battre contre les très puissants lobbies et syndicats routiers, mais il faut oser ! On n'a plus le choix ! Les conducteurs seront employés à faire des trajets plus courts gares-distributeurs ; ou pourront se réorienter vers des emplois du rail…


DR
Vélo en ville à Lille.

Delphine Arcizet ■
Paris.

Recherche et alternatives alimentaires

J'ai bien apprécié votre numéro sur la recherche (n° 341). J'ai moi-même à mes débuts travaillé sur un projet de recherche (…). J'ai vite abandonné la recherche dès que l'occasion s'est présentée. Trente ans après, je pense qu'une recherche qui n'aboutit pas est bien moins nocive que celle qui aboutit ! Les seuls laboratoires véritablement utiles sont, comme ceux que vous présentez, les laboratoires indépendants et contestataires.
Par ailleurs, j'ai remarqué que votre revue ouvre très souvent ses colonnes aux végétariens. C'est une bonne chose. Mais pourquoi donc n'y a-t-il jamais d'articles sur d'autres démarches alimentaires ? Au nom de quelle diversité ? Est-ce un sujet tabou ? Avez-vous peur de certaines alternatives hors-normes ?
(…) Je fais partie depuis 15 ans d'une petite association grenobloise : l'Association pour la nourriture originelle instinctive dite l'ANOI (…). Je connais d'autres associations qui, sans recommander comme nous une nourriture 100 % crue, ont des idées communes aux nôtres, et pourraient faire progresser la santé mentale et physique de l'humanité si elles étaient plus connues. Les médias officiels ne s'intéressent à nous que pour nous calomnier abjectement ! De nos jours on ne brûle plus les sorcières, on accuse ceux qui dérangent de constituer une secte, pédophile de préférence, c'est plus efficace.
(…) Je sais, pour en avoir fait l'expérience sur mes enfants, qu'on obtient une amélioration importante du comportement en supprimant dans l'alimentation : le blé, les produits laitiers et le sucre (blanc ou roux). Diminution notable d l'agressivité, des insomnies, des états dépressifs, amélioration des performances intellectuelles, des rapports sociaux, de l'entrain, de l'énergie, de l'imagination et de la santé physique en général.
(…) le site internet www.hyperactif.net est intéressant (…) il y a un autre site intéressant : www.guyauxdom.com sur l'alimentation instinctive raisonnée (…).

France Andrighetto ■
Isère.

S!lence : un dossier devrait être consacré au thème des alternatives en matière d'alimentation dans un but de décroissance, et notamment au crudivorisme, au début de l'année 2008. Vous pouvez nous envoyer vos contributions. Concernant les coordonnées d'associations que vous voulez faire partager, merci de ne pas nous envoyer seulement le site internet. Des lecteurs n'ont pas accès à internet. Nous ne souhaitons pas développer la fracture numérique de l'information, et ne publions généralement pas les coordonnées seulement virtuelles.



Courrier

Auto-mobile

(...) Automobile. De auto et mobile : mobile par soi-même. (...) Le seul déplacement qui peut donc avoir droit au titre d'automobile c'est la marche à pieds. Donc le seul véhicule automobile, c'est le piéton ! — à la rigueur le vélocipédiste — en aucun cas la bagnole... qui ne sait pas se mouvoir par elle-même. (...) Elle a besoin d'un conducteur extérieur lequel pour la bouger doit la gaver d'une "pitance" qu'il n'a pas en autonomie car rares sont ceux qui ont un puits de pétrole dans leur jardin ou sous leur moquette (...) et pour se déplacer avec elle, le conducteur est immobile et en plus ficelé à son siège comme un condamné à la chaise électrique (mortelle !) et cela lui immobilise même l'esprit. Drôle de mobilité (et anti-mobilité) donc.

Allez, vive la mobilité, la vraie, la marche à pied. (...) La marche à pied consomme zéro pétrole (...) mais construit... des muscles et puis une bonne respiration, un bon équilibre cardiaque, physiologique (en général) — et psychologique aussi ! —, aide à la digestion, renforce les défenses immunitaires et les forces (...). Elle est adaptée à quasi-toutes les forces humaines de 1 à 99 ans si les jambes sont en état. Et justement la marche entretient le bon état des jambes. (...). Et en plus c'est la seule manière (...) d'être présent ici dans la vie, sur la terre (pas en hors-sol et virtuel, en vrai).

Hélène Lardon ■
Rhône.

Commerce équitable

L'article de Daniel Julien publié dans le n°341 de *S!lence* (décembre 2006) est typique des élucubrations d'un idéologue en chambre, bien loin des réalités concrètement vécues par ceux dont il parle, les paysans du Sud. Aucune des "vérités" qu'il assène au lecteur n'est étayée par le moindre exemple qui aurait pu servir de preuve, bien que l'auteur prétende se fonder sur "des observations de terrain et des informations obtenues auprès de différents acteurs", ou encore sur "divers constats, expériences, rencontres et études" qu'il aurait faits, toutes choses que l'on aimerait bien connaître...



Premier point : si Daniel Julien avait rencontré les planteurs africains de cacao ou de café, il aurait pu constater que ceux-ci sont bien d'authentiques paysans, même si, depuis l'époque coloniale, leur production est vendue sur le marché international. C'est en effet une grossière erreur de confondre économie paysanne et vie en autarcie qui ne satisferait que les besoins familiaux et locaux. Voici bien longtemps qu'Alexander Tchayanov (1926) a montré que la relation au marché, proche ou lointain, est justement l'une des caractéristiques de l'économie paysanne, et cela se vérifie partout.

La suite de l'article est de la même veine : une série d'affirmations polémiques sur le commerce équitable, aussi péremptoires que discutables, souvent fausses, et pour lesquelles aucune preuve n'est avancée. Où et quand les producteurs ont-ils vu augmenter leurs besoins en main-d'œuvre à cause du commerce équitable ? Où et quand des organismes de commerce équitable ont-ils fait des prêts à des paysans qui se seraient ainsi trouvés contraints de rester dans la filière équitable pour honorer leurs dettes ? Tout cela relève de la fabulation, ou alors on aurait aimé des exemples précis. De même, tout au long de l'article, l'auteur fait une étonnante et constante assimilation entre les ONG opérant au Sud et les organismes de commerce équitable, ce qui relève d'un défaut d'information évident. C'est bien mal connaître les finances des acteurs du commerce équitable et leur action que les présenter comme des "banquiers non gouvernementaux" ! D'ailleurs le commerce équitable n'existe pas, car les acteurs qui s'en réclament aujourd'hui présentent une diversité considérable de statuts, d'activités et aussi de conceptions.

Sachant que le commerce équitable représente moins de 1% des échanges mondiaux, on est stupéfait de tous les dégâts que, selon l'auteur, il aurait déjà pu causer aux sociétés paysannes du Sud en quelques années d'existence... A croire que l'auteur avait rédigé un article sur les méfaits du colonialisme et remplacé au dernier moment le mot "colonialisme" par "commerce équitable", car toutes les accusations, certes justifiées concernant le colonialisme, s'y retrouvent, mais rapportés systématiquement et sans discernement au commerce équitable.

(...) Croit-il donc les paysans africains ou latino-américains assez stupides pour sacrifier leurs cultures vivrières aux cultures d'exportation ? Cela fait partie des idées reçues, aussi simples que fausses, que les médias ne cessent de ressasser (voir L'Afrique des idées reçues, dir. Georges Courade, éd. Belin, 2006). Les planteurs de café du Kilimandjaro plantent aussi des arbres fruitiers et cultivent des bananes, des légumes, même s'ils vendent leur café dans les réseaux de commerce équitable : dans l'Etat d'Oaxaca, au Mexique, l'association Yeni Navan qui compte 956 caféiculteurs bio commercialisant tous leur production dans ces réseaux, apporte aussi un soutien aux femmes pour leurs cultures de maïs, haricots, canne à sucre, soja, piments rouges, citrouilles et fruits destinés à la consommation domestique. De même il est erroné d'affirmer que les paysans augmentent la superficie de leurs cultures d'exportation (et que le nombre de producteurs augmente aussi) quand les prix sont plus élevés : les études montrent au contraire que, pour maintenir le niveau de leurs revenus, ils augmentent la superficie cultivée quand les prix baissent ! Bref, beaucoup trop d'approximations, d'a priori et d'affirmations fantaisistes.

(...) Contrairement à ce que prétend l'auteur, décidément bien mal informé, la souveraineté alimentaire et l'agriculture paysanne au Sud comme au Nord sont parmi les valeurs que défendent les réseaux de commerce équitable, et leur souci est justement de faciliter et d'organiser des relations directes entre producteurs du Sud et militants du Nord, relations de partenariat faites de connaissance mutuelle, de confiance, de respect et bien souvent aussi d'amitié.

Daniel Julien n'a pas lu le livre de Christian Jacquiau. Il l'avoue mais c'est dommage, car il aurait pu y apprendre que, selon l'auteur, le commerce équitable, bien loin de créer une "survalorisation monétaire du prix du produit sur le marché local", n'accorde au producteur qu'un surplus honteusement ridicule... Si les détracteurs systématiques du commerce équitable accordaient mieux leurs accusations, cela les rendrait un peu plus crédibles !

Cette réponse n'engage pas l'organisation à laquelle j'appartiens. Cependant n'y a-t-il pas quelque impertinence de la part de *S!lence* à nous proposer de devenir dépositaires de la revue à l'occasion de la parution de cet article qui dénigre le commerce équitable ?

André Franqueville ■
Artisans du Monde-Briançon
Hautes Alpes.

S!lence : Nous publions des articles susceptibles de faire avancer les débats et les réflexions autour des alternatives existantes, avec les controverses — souhaitables — que cela implique. Des sujets et des débats à propos desquels les partenaires de la revue, tels que les diffuseurs, ont la possibilité de participer

A la campagne sans voiture

Je réagis au courrier de Patrick Sastre paru dans *S!lence* n°344 et intitulé "écologie des villes, écologie des champs". J'habite le Larzac depuis trois ans, après avoir été citadin pendant 40 ans. Je n'ai jamais eu de voiture. Encore maintenant, je n'utilise celle de ma compagne qu'exceptionnellement. Je fais mes courses (à 15km, et 450 m de dénivelé en retour !) et la plupart de mes déplacements de courte et moyenne distance à vélo, et ceux de longue distance en train ou en car.

Bien qu'habitant une contrée où fleurissent les initiatives militantes, je constate que dans le domaine des déplacements, rien ou presque n'est fait.

Illustration : (...) le film de Pierre Carles *Volem rien foutre al païs* est diffusé en avant-première à Millau. J'y vais à vélo, et je suis doublé par au moins 3 ou 4 voitures, ornées d'autocollants antinucléaires et altermondialistes, et qui emmènent toutes leur chauffeur, seul, voir ce film. Internet et le téléphone pourraient pourtant être utilisés pour systématiser le covoiturage.

Même en zone rurale, j'estime au moins aux deux tiers les déplacements en voiture qui pourraient facilement être évités (covoiturage, commerce ambulant, rapprochement domicile-travail...) ou effectués à vélo (vélo à assistance électrique pour les plus fatigués ou pour les régions accidentées). Les fils de ma compagne, enfants d'écolos, n'ont même pas l'idée, pour effectuer 2 ou 3 km, de le faire à pied ou à vélo (d'ailleurs ils n'ont plus de vélo : ils sont déjà vieux dans leurs jambes...). De même, ils n'imaginent pas prendre le train pour faire 200 ou 300 km. Ils pensent bagnole, ils vivent bagnole, comme presque tous les jeunes de leur âge. Etant donné ce que coûte l'usage d'une voiture (0,30 à 0,45 € du kilomètre), cela démontre l'attachement irrationnel à cet objet, plus encore à la campagne, où les embouteillages et les difficultés de stationnement n'existent pas.

Quant aux 4x4, que défend Patrick Sastre pour les bergers de montagne, ils sont certes nécessaires aux paysans qui habitent ou des zones difficiles d'accès, mais ça reste l'exception : 90% des 4x4 n'existent que pour satisfaire l'égo de leur propriétaire.

Thomas Lesay ■
Aveyron.

Vivre heureux tout simplement

Chaque jour ou presque je reçois lettres et coups de fils de personnes désirant harmoniser leur prise de conscience et leur pratique quotidienne. *S!lence* nous y incite fortement. Mais voilà : nos habitudes, notre contexte familial et social, la publicité sous toutes ses formes rendent le passage à la simplicité volontaire très difficile. Plongés dans un monde de consommation à outrance, le réflexe de l'économie de l'eau, de l'électricité, de la voiture... ne nous vient plus naturellement. Ce qui allait de soi en 1950 a complètement disparu de nos habitudes. Nous ne pensons plus que nous pouvons réaliser nous-mêmes un bon nombre de petites choses qui allègeraient notre besoin d'argent en évitant divers achats.
La mise en pratique, seul, de nouveaux comportements, demande une volonté de fer et chacun a ses limites et ses faiblesses. C'est pourquoi je préconise de sortir de notre isolement, de se retrouver à plusieurs pour se stimuler, vivre de bons moments, se passer des recettes. J'anime bénévolement un atelier de dessin. Chaque fois, les participants sont heureux et constatent qu'ils ne sont pas seuls dans leur démarche et qu'ils peuvent constituer des équipes de potes pour avancer ensemble.
La simplicité volontaire peut procurer de nombreux plaisirs, des joies qui durent si nous savons les partager. Elle peut ainsi aussi déboucher sur des actions collectives pour la décroissance.
J'encourage donc les lecteurs de *S!lence* à se retrouver de plus en plus, sans oublier leurs voisins, leurs familles. Il y a plus de personnes qu'on ne croit sensibles à cette démarche, mais si chacun reste dans son coin il y a un peu d'espoir de changement. Sortons de l'individualisme qui est notre grande faiblesse face au capitalisme qui sait en profiter pour mieux nous manipuler.

Alexis Robert ■
Ile-et-Vilaine.

Le port du casque…

Michel Bernard

Jean François (*S!lence* n°344) aura été trompé par le titre "Vélo : le casque est dangereux" (n°341). Aucun fabricant de casques n'a demandé à un psychologue de vérifier la dangerosité du casque. Il s'agit probablement d'une enquête sur la psychologie des automobilistes, il n'est pas impossible non plus que le port du casque modifie la psychologie du cycliste, ça tombe bien puisque le boulot du psychologue c'est la psychologie.
Il se trouve que l'homo-automobilus est sensible aux signaux annonçant un radar, aux appels de phare, aux gendarmes... mais pas aux casques de cyclistes. (...) le port du casque par un cycliste n'exerce aucune stimulation positive sur le comportement des automobilistes pour ce qui concerne la sécurité, bien au contraire... Il nous reste à concevoir un casque avec deux petits phares qui lancent des appels, et sur l'arrière une étiquette annonçant un radar, pour la version luxe je propose un gendarme en latex articulé qui fait signe de ralentir avec ses petits bras sur le dessus du casque.

Alain Cochet ■
Puy-de-Dôme.

Services à la personne

Je voudrais réagir à l'article paru à la rubrique Alternatives du n°344 p.17 (...). Il est écrit : "Aujourd'hui si vous voulez disposer d'un jardinier ou d'une aide ménagère vous pouvez disposer du régime des services à la personne qui vous permet de déduire la moitié du coût de ce service de vos impôts". Ce régime de "services à la personne" a été mis en place par le gouvernement actuel pour, soi-disant réduire le chômage (...). Il n'a rien réduit du tout, par contre il a favorisé les gens qui paient l'impôt sur le revenu (ce ne sont pas les plus défavorisés de la société). Pour ceux qui ont la "chance" de ne pas payer l'impôt, ils sont exclus de ce régime, c'est logique puisqu'ils sont pauvres !
Comme chaque fois qu'une idée généreuse marche (comme l'Amap) elle est récupérée. Cette fois c'est l'association Citoiliens qui veut récupérer le système des "services à la personne" (qui favorise l'inégalité et la précarité) pour que les Amap en bénéficient. Pourquoi pas les "chèques emploi service" tant qu'ils y sont ! Alors que la philosophie des Amap est, entre autres, de favoriser le lien social entre le producteur et le consommateur (...). Ce n'est pas normal que dans notre pays celui qui bénéficie d'un revenu correct ne paie pas le juste prix. Ce n'est pas le pauvre qui s'adresse aux Amap, car je crois qu'au départ de l'inscription un petit investissement est nécessaire.

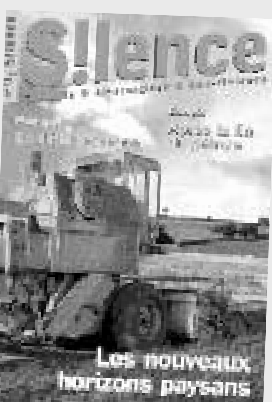
David Rulhes ■
Aveyron.

Homéopathie

Ces quelques mots pour dire que je suis entièrement d'accord avec Jean-François Amary (n°344). Je cite : "L'efficacité de l'homéopathie n'a jamais été démontrée clairement sinon par l'effet placebo".
Tout est psychologique. C'est pourquoi de plus en plus de vétérinaires s'orientent de ce côté (formation en Belgique notamment). De nombreux animaux sont soignés par homéopathie. Et tous ces animaux s'auto-persuadent que ça marche. Et ils guérissent !
Elargissons notre regard.

Didier Hassan ■
Côtes-d'Armor

A propos du bois raméal fragmenté



Depuis quelque temps poussent, voire fleurissent de nombreux articles, s'organisent des colloques et des stages, sur et pour la promotion du BRF, le fameux bois raméal fragmenté. En tant que forestier, je souscris à la formidable valeur biologique du matériau ainsi désigné... En tant qu'écologiste, je souscris encore à la nécessité d'en venir à des fertilisations respectueuses des sols et permettant de réduire au maximum le volume de la chimie dont ces messieurs de l'agriculture, soit disant raisonnée, abreuvent nos sillons... Pour autant, en tant que forestier-écologue ou vice-versa, je tiens à poser les limites de cette technique et de sa généralisation : ce sont les limites de l'écosystème forestier en lui-même, que l'on appelle une fois de plus à la rescousse alors qu'il fut si longtemps maltraité.
Les rémanents, c'est-à- dire l'ensemble des restes de branchages, des houppiers, voire les restes d'exploitation, sont pour le sol forestier lui-même la condition de sa survie : outre les feuilles bien entendu, ce bois, lentement pourrissant, présente les qualités mêmes développées dans l'article fort intéressant de Sylvain Houlier (n°345). Devenant progressivement du bois mort, les rémanents vont accueillir de nombreuses espèces d'insectes, dont certaines rares et ayant d'une part, valeur de patrimoine biologique, de l'autre valeur de base d'une chaîne alimentaire complexe.
Avec beaucoup de difficultés, commence à peine à naître la conscience, chez les propriétaires forestiers, de l'intérêt de laisser au maximum ces rémanents pourrir, au lieu de les brûler ; la résilience de l'écosystème est à l'aune de ce que nous en faisons... l'équilibre nutritif des sols en dépend, l'équilibre entre populations d'insectes auxiliaires et populations d'insectes déprédateurs également, ainsi que la maintenance de populations viables de pics, de sitelles, de grimpereaux et autres espèces d'oiseaux inféodées au bois mort ou au futur bois mort !
Imaginons un succès phénoménal du BRF ; on peut s'en réjouir, on peut s'en inquiéter avec la même acuité : qui va aller, concrètement, en forêt, contrôler que seul le nécessaire sort, et que le nécessaire reste ? Quand on lance ce qui va devenir un marché, on en lance également, potentiellement, les excès.
Gérer les haies, d'autre part, c'est bien ; encore faut-il les élaguer avec du matériel respectant le support vivant de ce bois vert, c'est-à dire les arbres eux-mêmes : promouvoir le lamier et non le broyeur à couteaux, catastrophique sur le plan esthétique et sanitaire ; encore faut-il tailler hors des périodes de reproduction de la faune sauvage... qui va encore une fois contrôler cela, alors même qu'il va falloir rentabiliser les gros broyeurs dont s'équipent en ce moment maintes Cuma, justement pour ce marché de BRF (et de plaquettes forestières) ?
Alors, le BRF, oui, mais avec beaucoup de précautions, et donc... des moyens humains pour en canaliser le développement ! Attention de ne pas transformer une excellente idée en danger, un de plus, écologique !

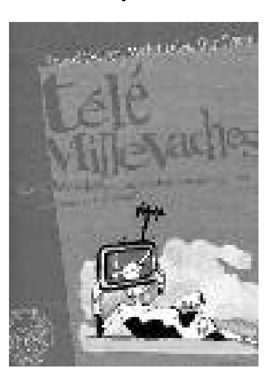
Alain Persuy ■

Technicien supérieur forestier et naturaliste,
auteur du *Guide de la forêt en Poitou-Charentes et Vendée*,
éd. Geste (2004).

Télé Millevaches

La télévision… qui se mêle de ceux qui la regardent

Samuel Deléron, Michel Lulek, Guy Pineau
Poème-préface de Raoul Sangla
Editions Repas
2006 – 144 p. - 15€



Télé Millevaches est une télévision locale et associative créée en 1986, qui continue toujours aujourd'hui. Qui plus est, elle est basée sur le plateau de Millevaches, au cœur du Limousin, région rurale s'il en est. Comment une telle expérience a-t-elle pu naître et perdurer ? C'est à cette question que répond ce livre.
De fonctionnement très artisanal à sa création, diffusée sous forme de cassettes VHS dans des lieux publics dans quelques communes, Télé Millevaches a fonctionné sous forme de "télé brouette" (transportant téléviseur et magnétoscope jusqu'au lieu de diffusion) durant quelques années. Douze communes sont concernées. En 1993, changement de dimensions : ce sont les 120 communes du plateau qui vont être desservies. Un projet de téléchargement via une diffusion hertzienne n'aboutira pas, et les animateurs de Télé Millevaches sont amenés à inventer la "télé postale". Les communes s'équipent de magnétoscopes et reçoivent le "Magazine du plateau" par la Poste. C'est ce fonctionnement qui perdurera jusqu'à aujourd'hui, avec les changements techniques contemporains : passage au numérique, diffusion sur internet, et bientôt DVD.
Le livre est structuré en deux parties. La première (et la plus longue), qui raconte l'histoire de la télé, est rédigée par l'un des initiateurs, Michel Lulek, complétée par des encarts de Samuel Deléron. Cette partie est la plus informative, retraçant en détail l'évolution de la télé et son insertion dans l'histoire locale. C'est sans doute une des leçons de cette aventure : une telle expérience ne peut survivre ni prospérer sans une participation active des gens concernés. Certes, il fallait une équipe dynamique pour démarrer et un réseau associatif intéressé pour relayer la diffusion. Mais on voit mal comment la télé aurait duré sans appropriation par les locaux, "ceux qui la regardent". Ce qui donne une mesure de son utilité.
La deuxième partie du livre, due à la plume de Guy Pineau, resitue Télé Millevaches dans le paysage audiovisuel.
Le livre est complété par un DVD qui présente concrètement quelques-uns des reportages réalisés par Télé Millevaches en 20 ans d'existence.
Un mot enfin sur les éditions Repas (fondées par le réseau du même nom, qui coordonne des entreprises alternatives), qui publie ici ce livre dans sa collection « Pratiques utopiques », montrant ainsi qu'il n'y a pas toujours loin de l'utopie à la réalité.
Jean-Marc Luquet

La Terre, trop belle pour mourir

Dany Dietmann
Ed. L'Harmattan
2006 - 180 p. - 16,50€

Professeur de sciences de la vie et de la Terre, maire de sa commune en Alsace, auteur du déjà remarqué *Déchets ménagers, le jardin des impostures* sur la question de la gestion des déchets, Dany Dietmann élargit ici ses propos pour s'interroger sur les capacités d'un système politique capable de produire d'excellents bilans catastrophiques sur l'état de la planète et incapable d'en tirer les conséquences nécessaires : sortir de l'économisme et du mythe de la croissance, développer à tous les niveaux des alternatives novatrices et légères sur le plan environnemental, être optimiste et apprécier nos relations avec les autres et avec la nature. A partir de nombreux exemples, il montre bien les contradictions du système qui, par exemple, se vante de diminuer le nombre de morts sur la route… alors que cela pourrait être encore beaucoup plus spectaculaires avec l'usage de transports collectifs performants ; qui changent les normes des incinérateurs, alors qu'il faudrait diminuer la quantité de déchets… Facile à lire et stimulant. FV.

La face cachée de la décroissance

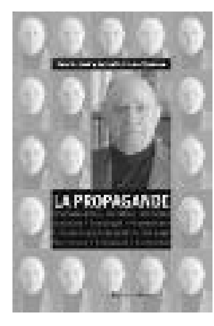
Cyril di Méo
Ed. L'Harmattan
2006 - 204 p. - 17,50€

Militant chez les Verts, l'auteur pose ici de très bonnes questions sur les dérives possibles dans le débat sur la décroissance. Malheureusement, on déchante très vite sur sa manière de critiquer qui n'a rien d'une démarche honnête. Il pratique à chaque fois de la même manière. Nous n'en donnerons qu'un exemple qui nous concerne : citant le fait que *S!lence* a publié deux dossiers sur le féminisme récemment (l'"Ecoféminisme", n°249, octobre 1999, "Toujours sexiste ?", n°304, décembre 2003), il écrit [p141], que "*S!lence* défend le courant de l'écoféminisme". Et d'enchaîner le raisonnement suivant : Vandana Shiva écrit dans *L'Ecologiste*. Elle a signé avec Maria Mies, l'ouvrage *Ecoféminisme*, d'où est tiré le dossier paru dans *S!lence*, donc tous les décroissants sont écoféministes… Et d'oublier que le deuxième dossier de *S!lence* cité ne porte absolument pas sur ce sujet, et d'oublier la page femmes qui est présente dans chaque numéro de *S!lence* où l'écoféminisme n'y apparaît que très occasionnellement. Le raisonnement erroné se poursuit : les écoféministes revendiquent une place différente des femmes dans la société (par opposition au féminisme d'origine marxiste qui revendique l'égalité) cette différence ne peut, selon lui, que ramener les femmes à la maison, d'où le titre de ce chapitre : "quand la décroissance passe du malthusianisme à l'écoféminisme, ce sont les femmes qui restent à la maison". Le tour est joué, mais très mal joué ! Ainsi, pour chaque sujet, en reprenant une déclaration d'une ou deux personnes, il généralise à l'ensemble de ceux qui débattent dans cette mouvance. Les revues, qui sont des carrefours de débats, sont prises comme des ensembles : si une personne écrit cela c'est que tous le pensent. Bref, toutes les questions sont traitées de manière extrêmement malsaine. Il est fort triste de voir que Jean-Marc Harribey, qui critique parfois fort intelligemment les décroissants, préface un tel livre.
La conclusion du livre vaut à elle seule le détour : au nom de la défense du développement durable et d'une vision de gauche plus proche du socialisme autoritaire que de l'écologie, Cyril di Méo conclut qu'il faut construire une écologie anti-naturaliste [p.184], que la mobilisation "doit concerner les consommateurs tout autant que les producteurs", qu'il y a urgence à transformer le monde, mais surtout sans rien changer à notre consommation "pour mener ces combats, nul besoin de l'idée de décroissance ou de croissance zéro" [p.184].
La décroissance a besoin de critiques sérieuses, les dérives évoquées ici sont évidentes chez certains individus, de là à rejeter l'ensemble du débat, c'est passer à côté de la chose. Une posture qui relève de l'intégrisme religieux où la croissance devient un sujet tabou. Lamentable. MB.

La Propagande

Cahiers Jacques Ellul n° 4
sous la direction de Patrick Troude-Chastenet,
Edition l'Esprit du temps
2006 - 300 p. - 21€

Décidément, *les Cahiers Jacques Ellul* nous prouvent à chaque



livraison que l'œuvre d'Ellul comporte de nombreuses facettes méconnues, comme le symbolise la couverture : le portrait de l'auteur de toutes les couleurs. Ce numéro nous livre sa vision de la propagande, thème qui revient au premier plan de l'actualité. A propos d'actualité, le cahier s'ouvre sur une reprise du texte consacré par Daniel Cérézuelle aux conséquences du cyclone

R O M A N S

Une enfance d'en bas

Jean-Pierre Griez
Ed. du Cerisier (B 7033 Cuesmes)
2007 - 240 p. - 10,80€

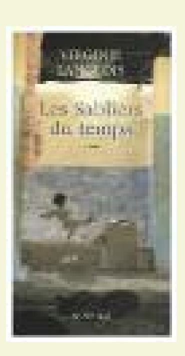
Nora, fille de Turcs, a disparu. Un éducateur part à sa recherche à la demande de la mère. Il se souvient d'elle, au centre social, toujours pleine d'idées et d'initiatives, ses jeux et ses vacheries. Il l'a vue aller vers les plus marginaux, s'effondrer à l'école, refuser de parler de sa famille. Et puis la police est venue pour des petits vols. Placement dans des centres d'accueil. Disparitions à nouveau. Un cahier intime qu'il faudrait ouvrir et que l'on n'ose pas lire. Une quête et une descente aux enfers… Roman noir sur l'impuissance des structures sociales à éviter la reproduction de la marginalisation dans une banlieue… réflexions vues "d'en bas" sur les modes de survie, de solidarité, sur l'intelligence gaspillée… Sombre et beau à la fois. FV.



Le mendiant et le milliardaire

Benoît Saint-Girons
Ed. Jouvence
2007 - 156 p. - 16,50€

Ce "conte philosophique" se veut une histoire pour découvrir les méthodes de développement personnel. On suit deux personnages, un jeune qui par une bibliothécaire découvre un livre mystérieux , un milliardaire oisif qui se fait aborder par un mendiant qui lui pose des questions existentielles… L'occasion de citer des petits contes bien connus dans le milieu écolo, de faire critiques et propositions sensées sur notre mode de vie. La chute de l'histoire est tout de même quelque peu tirée par les cheveux et surtout, le livre mystérieux décrit se poursuit sur internet… mêlant une histoire romancée à la réalité. Si vous allez sur le site internet, vous avez encore un morceau du livre et plein d'infos intéressantes, mais pour la fin du livre (dix courtes poésies), il faut entrer en contact avec l'auteur. Une démarche plus pesante que plaisante. FV.



Les sabliers du temps

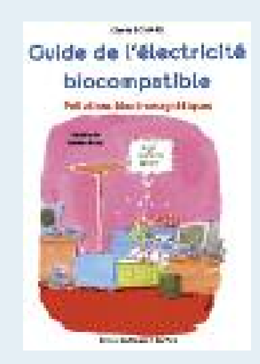
Virginie Langlois
Ed. Actes Sud
2006 - 142 p. - 16€

Le livre commence dans un dispensaire privé monté par une franco-irakienne, sur ses propres terrains, à la frontière avec la Jordanie, le jour de la reddition, en avril 2003. Un volontaire, Yèl vient d'arriver en renfort pour s'occuper d'enfants orphelins et blessés par la guerre. Nous suivons quelques jours de la vie de ce lieu perdu dans le désert, sous forme d'un journal intime. L'écriture très poétique nous plonge dans les réflexions sur la force de la vie, la peur de la guerre, le courage, la lucidité, l'importance de croire à ce que l'on fait… Superbe réflexion sur l'absurdité de la guerre, la violence assassine, et l'importance d'agir à son niveau, en accord avec sa conscience. A l'opposé des épopées guerrières, un souffle puissant. FV.

Katrina de l'été 2005. Ce texte rien moins que brillant nous livre en dix pages une analyse pénétrante de l'impasse civilisationnelle à laquelle sont confrontés les USA et l'ensemble de l'Occident.
Le dossier sur la propagande commence par deux textes d'Ellul lui-même (trois autres textes complémentaires sont publiés en fin de volume). Son opinion sur la propagande ? Difficile à résumer en trois lignes. Disons que son approche est fortement liée à son analyse de la technique.
Il part du constat qu'information et propagande sont de plus en plus difficiles à distinguer, ce qui pose quelques problèmes, d'autant que la propagande tant à se propager autant dans les démocraties que dans les régimes totalitaires.
Le résumé de son analyse est cité par Troude-Chastenet : "*la propagande ruine non pas les idées démocratiques, mais le comportement, le* substratum *de la démocratie, l'étoffe sans laquelle elle n'existe pas*".
Cette analyse est mise en perspectives par quatre auteurs : André Vitalis s'intéresse aux propagandes d'hier et d'aujourd'hui ; Philippe Breton réfute quelques objections au concept de manipulation ; Armand Mattelard s'intéresse à la désinformation dans les logiques militaires et économiques ; enfin Patrick Troude-Chastenet s'efforce de résumer l'analyse ellulienne de la propagande. Le cahier s'achève sur la recension de quelques ouvrages concernant Ellul et Charbonneau.
Au total, près de trois cents pages d'une lecture qui devrait intéresser quiconque souhaite mieux connaître le sujet. Le prochain Cahier, annoncé, devrait être consacré à la politique.
Jean-Marc Luquet.

Guide de l'électricité bio-compatible

Claude Bossard
Ed. Des dessins et des mots (29380 Bannalec)
2006 - 192 p. - 17€



Vous êtes inquiets à propos des antennes relais des téléphones portables ? Vous avez bien raison, mais ce ne sont pas les seules ondes qui posent problèmes : lignes à haute tension, transformateurs, fours à micro-ondes, ordinateurs, wi-fi… et de manière générale partout où circule de l'électricité, il y a création de champs magnétiques dont les effets restent encore mal connus. L'auteur, électricien, spécialisé dans le domaine, élève de Roger Santini, explique ici comment prendre ses précautions. Le livre, préfacé par Michèle Rivasi, présidente du Crii-Rem, illustré avec humour par Bellom, fait le tour de la question, des connaissances et des doutes, nombreux en ce domaine, alors que nous sommes soumis, en moyenne, à des densités de puissance des rayonnements dans la bande des hyperfréquences, dix millions de fois supérieures à celles de 1950 ! Un appel au principe de précaution et de très bons conseils pour se protéger au niveau de l'habitat. MB.

A l'aurore du siècle, où est l'espoir ?

François Lille
Ed. Tribord (Bruxelles), collection Flibuste,
2006, 128 p. 4,50€



A tout petit prix, une réflexion sur ce que sont les biens communs (qui appartiennent à tous aujourd'hui et demain), les biens publics (ce à quoi nous devrions avoir accès) et les services publics (qui doivent gérer l'accès aux biens communs et publics) par un des animateurs de l'association *Survie*. Même si l'auteur croit un peu trop à une justice au niveau mondial s'appuyant sur un droit planétaire, ses réflexions sont enrichissantes dans de nombreux domaines. FV.

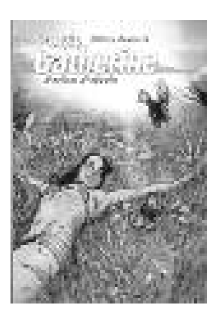


Livres

B . D

Le style Catherine (3) Parfum d'absolu

Thierry Bouüaert
Ed. Bamboo
(Charnay-lès-Mâcon)
2007 - 48 p. - 12,90€



Dernier volet d'une histoire difficile. Dans le premier volume, Catherine retrouve sa sœur Solange prostituée et se réfugie dans l'eau. On devine une jeunesse difficile. Dans le deuxième volume, c'est le début de la reconstruction, elle aide Solange pour qu'elle retrouve un travail normal. Dans ce troisième volume, Catherine, via une annonce dans le journal, va apprendre la mort de sa mère et retrouver son père, un père absent. La recherche du bonheur est au bout de la quête. L'auteur utilise une méthode narrative originale puisque Catherine se confie au lecteur anonyme. Curieux mélange d'intimisme et de sous-entendus. Plongée dans l'inconscient et les blessures familiales. Une réussite, malgré un dessin parfois irrégulier. MB.

Un autre monde est possible

Cattan et Olislaeger
Ed. Hachette
2006 - 96 p. - 14€



Un journaliste et un dessinateur s'envolent pour Caracas, pour faire un reportage dessiné sur le Forum social et le mouvement altermondialiste. Regard quelque peu désabusé sur l'intérêt de ces sommets… avec logement au Hilton, présence de l'armée omniprésente, discours d'Hugo Chavez, réunionite, et barrage des langues qui fait que l'on y croise surtout des Français, avec des interviews de Gus Massiah, Olivier Besancenot, Alain Lipietz ou encore Michèle Dessenne, alors secrétaire d'ATTAC… Un autre monde ? Cela n'en donne vraiment pas l'impression. Loin des clichés altermondialistes.
MB.

NOUS AVONS ÉGALEMENT REÇU

■ **Les réseaux de santé, une nouvelle médecine ?** *Régine Bercot et Frédéric de Coninck, éd. L'Harmattan, 2006, 150 p. 13,50€.* Etude sociologique sur la démarche de médecins libéraux qui en Seine-Saint-Denis ont essayé de mettre en place un réseau professionnel qui prenne en compte le cadre social dans lequel ils sont. Si le livre présente bien les envies de passer de l'action "pour" à l'action "avec" et les difficultés à faire accepter cela par des institutions qui financent, le livre loupe complètement le débat des réseaux de santé mis en place depuis les années 70 par des groupes d'usagers, notamment en lien avec la revue *Alternative santé.*

■ **Je t'aime, bréviaire du voyageur amoureux,** *Frank Lalou, éd. Alternatives, 2007, 64 p. 12€.* Réédition d'un livre illustré de calligraphies qui décline "je t'aime" en plus de 300 langues ! Succès assuré.

■ **120 recettes gourmandes pour lutter contre le cholestérol, 120 recettes gourmandes pour combattre la constipation,** *chacun de Sylvie Girard-Lagorce, éd. Gancher, 2007, 220 p. 12€.* Comme l'indique le titre.

■ **ABC de la victimologie,** *Sophie Madoun et Gérard Lopez, éd. Grancher, 2007, 178 p. 15€.* Nous sommes victimes au cours de notre vie de divers traumatismes : accident de la circulation, cambriolages, harcèlement moral, agressions sexuelles, maltraitances… Comment se reconstruire psychologiquement et surmonter l'épreuve ? Tout ce qu'il faut savoir sur le sujet, les possibilités d'écoute, les associations…

■ **Favoriser l'estime de soi à l'école**, *Dalith Meram, Geneviève Eyraud, Denis Fontaine, Agnès Oelsner, éd. Chronique sociale (Lyon), 2006, 134 p. 12,90 €.* Comment favoriser l'estime de soi par des élèves de 5 à 7 ans, à partir d'une expérience d'implication dans un projet de prévention santé. A destination des pédagogues.

■ **Les secrets de ma grand-mère**, *Céline Vielfaure, éd. Grancher, 2007, 224 p. 16,50€.* Un millier de trucs pour faire marcher sa maison par soi-même, sans recourir à des produits industriels coûteux et peu écologiques : entretien ménager, cuisine, santé… et un chapitre complètement ringard sur "les bonnes manières".

■ **Environnement : les candidats au banc d'essai,** *Isabelle Delannoy, éd. La Martinière, 2007, 208 p. 13,50 €.* Quarante questions aux candidats aux élections présidentielles… sauf qu'il y en a qui ne se sont pas présentés et d'autres qui n'ont pas été interrogés ! Livre à la durée de vie extrêmement courte (reçu le 20 mars).

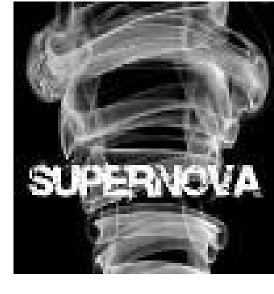
■ **Merci patron ! Conflits sociaux en 2006,** *Gilles Favier, Muriel Gremillet, éd. Au diable Vauvert, 2007, 190 p. 29€.* Lui photographe à l'agence *Vu*, elle journaliste à *Libération* pour présenter une dizaine de fermetures d'usines de l'année dernière. Superbe ouvrage.

■ **Le concept de continuum, à la recherche du bonheur perdu,** *Jean Liedloff, éd. Ambre (Genève), 2006, 222 p. 18,80€.* Ce livre est paru en anglais en 1975 et vient seulement d'être traduit en français. Jean Liedloff (prénom féminin en anglais) a vécu pendant deux ans et demi au Venezuela, avec des Indiens. Une expérience qui l'amena à réfléchir à la perte de nos relations humaines dans le monde occidental. Elle propose une nouvelle vision, plus proche de celle des tribus d'origine, qui permette une autre relation à son enfant, aux autres, à la nature.

C . D

Supernova

Ed. Vinilkosmo (31450 Donneville)
2006 - 13 titres - 54mn - 15€



Fruit d'un travail de près de trois ans, cet album aux accents très electro rock montre, si besoin était, l'éclectisme de l'espéranto en matière musicale. Concoctés par des Brésiliens, les morceaux très proches de ce qui se fait actuellement chez les anglo-saxons, fourmillent de messages universels. On se laisse facilement emporter par ces rythmes soutenus, intenses, qui trottent dans la tête. MJ.

Du Pareil au même

Justin(e)
Ed. Crash
2006 - 14 titres - 11€



Ce groupe de jeune punk se lâche. Rien à dire, il faut bien le faire quand c'est l'âge ! Mais, encore faut-il avoir quelque chose à dire. Et là, c'est plus compliqué. Bon, oublions les textes. Reste la musique ; pour être laconique espérons que ce soit une divagation de la jeunesse. Bon défoulement quand même !
MJ



✉ **Courriers :**
9 rue Dumenge, F 69317 Lyon Cedex 04
✆ **Comptabilité - Abonnements :**
04 74 07 08 68 mardi 8h30-11h et 13h30-16h
04 78 39 55 33 jeudi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Rédaction :**
04 78 39 55 33 mercredi 10h-12h et 14h-17h
✆ **Stands, correspondants, dépositaires :**
04 78 39 55 33 lundi et mardi 10h-12h et 14h-17h
✉ **Virements bancaires :**
CCP 550 39 Y LYON
✉ **Distribution en Belgique :**
Brabant-Ecologie - Route de Renipont, 33 B - 1380 Ohain - Tél / fax : 02 633 10 48 CCP 000 15 19 365 54
✉ **Distribution en Suisse :**
Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4

Imprimé sur papier 100 % recyclé blanchi sans chlore par Atelier 26 - Loriol Tél : 04 75 85 51 00

Les textes sont sous la responsabilité de leurs auteurs. Les brèves sont des résumés des informations que l'on nous communique.

Textes : sauf mention contraire, la revue autorise, sous réserve de citer la source, la copie illimitée à usage privé des textes. Les utilisations à usage pédagogique sont également autorisées. Tout usage commercial est soumis à notre autorisation. *Illustrations* : Les photos et dessins restent la propriété de leurs auteurs.

N° de commission paritaire : 0910 G 87026
N°ISSN 0756-2640
Date de parution : 2e trimestre 2007
Tirage : 8200 ex

Editeur : Association Silence
Permanence : lundi 10h-12h et 14h-17h
✆ 04 78 39 55 33
Bureau : Jacques Caclin, Myriam Cognard, Xavier Sérédine
Administrateurs : Alexandre Esteban, Mimmo Pucciarelli

RÉALISATION DE LA REVUE
Directeur de publication : Mimmo Pucciarelli
Secrétaires de rédaction : Michel Bernard et Michel Jarru
Gestion et abonnements : Michel Jarru
Maquette et publicité : Patrice Farine
Stands, lieux de dépôts : Dorothée Fessler
Rédaction : Matthieu Barbaroux, Michel Bernard, Guillaume Gamblin, Esteban Montoya, Vincent Peyret, Mimmo Pucciarelli, Francis Vergier
Dessinateurs : Lasserpe
Correcteurs : Emmanuelle Pingault, Sylvie Michel, Raymond Vignal, Françoise Weité
Photographes : Croq'Nature, Gérard Arnaud, Marie Clem's, Greenpeace, Bruno Guillemin, Elisa Soustrac, David Sterboul, Survival, Terre et Humanisme, Pierre-Emmanuel Weck
Et pour ce numéro : Abd el Hafed Benotman, Rodolphe Christin, Marguerite Descamps, Christophe Goby, Daniel Julien, Jean-Marc Luquet, Vincent Martin, Paulette Mazoyer, Jean-Marie Muller, Patrice Néel, Mireille Oria, Pierre Rabhi, Sabine Rabourdin, Antonin Reignaud, Reine Rosset, Myriam Travostino, Bernard Valette
Couverture : DR

Commander un ancien numéro

Anciens numéros

- Seuls les numéros présentés ci-après sont disponibles. Ils sont à commander uniquement en France. Les frais de port sont de 2 € pour un ex ☐, 3 € pour 2 ex ☐, 4 € pour 3 ex et plus ☐.

Numéros régionaux

☐ **272-273 Rhône**
Croix-Rousse. La Duende. Le Bastringue. Cabiria. La Gryphe. Bioclimatique. Réseau Santé. Radio-Canut. Hommes violents . **4 €**

☐ **285-286 Isère**
Superphénix. Moulin Guitare. 400 couverts. MNEI. Jardin alpin. Lo Parvi. P'tit vélo. Terre vivante. Encre Rage . . . . **4 €**

☐ **291-292 Aquitaine**
Terre de Jor. Champ d'action. Démos. Iskatola. Abbadia. Nola-Nohika. Maison des femmes. Azimuts. Boussac. Utopia. . . . . **4 €**

☐ **312-313 Poitou-Charentes**
Les maisons de Béruges. Marais poitevin. Kvinpetalo. Le hameau de la Brousse. Maison du MER 17. . . . . **4 €**

☐ **318-319 Drôme / Ardèche.**
Terre et humanisme. Tofoulie. Le loup. Jeûne et randonnée. La CRII-Rad. Naître à la maison. Jardins solidaires . . . . **4 €**

☐ **325-326 Nord-Pas-de-Calais.**
Des jardins dans la ville. La Maison de la nature et de l'environnement. Droit au vélo. La Malterie. Laisse ton empreinte. . . . **4 €**

☐ **331 Ariège et Hautes-Pyrénées**
Phébus Ariège maîtrise l'énergie. La ferme de la Coume. Terre de couleurs. Saveurs d'ailleurs. Village écolo ou écovillage ? Le Millepatte. Prommata, Equitable . . . . **4 €**

☐ **337 Paris**
Paris à vélo. La Passerelle.Le Picoulet. Bébé en vadrouille. Radio libertaire. Le Barbizon. l'UPF. la Piñata. . . . . **4 €**

☐ **342 Var et Alpes-Maritimes**
La ferme du collet. Les diables bleus.Ecco-mondo.Correns, 1er village bio.Hélichryse. AMAP, Cravirola, Guy Rottier, Ouvert et durable . . . . **4 €**

Autres numéros

☐ **311 OGM Violence marchande**
Jeûne sortir du nucléaire. SEL : échec économique, réussite sociale. . . . . **4 €**

☐ **314 Le réseau REPAS**
Croissance/décroissance. SEL : de la monnaie au temps comme mode d'échange. . . . . **4 €**

☐ **315 Décroissance et non-violence**
Transport fluvial. Les restes du festin. OGM : faucheurs volontaires . . . . **4 €**

☐ **316 Réflexions fêtes**
Vivre sans nucléaire : après le jeûne. Nord/Sud : les prix du sang. Agriculture bio . . . . . **4 €**

☐ **320 Ecologie et alternatives**
Pétrole et géologie politique. Imaginer une banque transparente. Bureautique et économies d'énergie . . . . **4 €**

☐ **324 Voyages au pays de chez soi**
La bio au cœur de l'écologie. Eolien : du vent sur la maison qui brûle. La pile à combustible **4 €**

☐ **327 De nos [in]cohérences**
REPAS : les Nouveaux Robinson. Energie : L'éolien détrône le nucléaire . . . . **4 €**

☐ **328 Décroissance, social et emploi**
Téléphone portable. Economie alternative : Perche Activités, La Péniche . . . . **4 €**

☐ **329 Désobéissance civique**
Ecozac à Paris. La maison de l'Ecologie de Lyon.Téléphone portable (2) . . . . . **4 €**

☐ **330 Des entreprises solidaires**
Le micro-crédit : contre les femmes ? Illich, école et décroissance . . . . **4 €**

☐ **332 Créons des médias alternatifs**
Résistance au Lyon-Turin.Faucheurs volontaires. Auroville : une utopie en marche . . . . . **4 €**

☐ **334 Terre, terroir, territoire**
Tchernobyl : des enfants dans la tourmente. Autonomadisme contre libéralisme. Dix ans de sevrage radiophonique . . . . **4 €**

☐ **335 Résistances à la Françafrique**
Capitalisme : sauver la gratuité ? Energies : rouler au biocarburant. Grenoble : nanotechnologies non merci ! . . . . **4 €**

☐ **336 Décroissance : penser la transition**
Lyon-Turin : Gérard Leras. Mouvement anti-CPE. . . . . **4 €**

☐ **338 Technologies contre autonomie**
Migrations : quelle empreinte ethnique ? Paris : Co-errances, Ecobox. . . . . **4 €**

☐ **339 Handicap et alternatives**
Environnement : Seveso.L'action non-violente ça s'apprend ! Paris : Déboulonneurs, Massage café, Alternative Santé. . . . . **4 €**

☐ **340 Pour des innovations frugales**
Paix : inspection citoyenne. Paris : La Maison des Femmes. Alternatives : le café du soleil - OK Chorale . . . . **4 €**

☐ **341 Décroissance et santé**
Nord/Sud : déchets-cadeaux. Paris : le Petit Ney, la petite Rockette. Commerce équitable : pratique néo-coloniale ? . . . . **4 €**

☐ **343 Changeons la recherche !**
Politique : Paul Ariès, révolution et décroissance. Paix : Parole et démocratie participative. . . . . **4 €**

☐ **344 Maghreb à quand l'indépendance ?**
Belgique : Chasse aux bombes. Energie : Chauffe-eau solaire. Association d'éducation populaire. Jean Van Lierde. . . . . **4 €**

☐ **345 Les nouveaux horizons paysans**
Politique : La déliquescence. Energie :

☐ **Devenons des médias alternatifs**, éditions du *P'tit gavroche*. 2006, 370 p, 10€ (+ 3€ frais de port)

S'abonner à *S!lence*



France métropolitaine

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	15 €
☐ Particulier	1 an	40 €
☐ Institution	1 an	80 €
☐ Soutien	1 an	50 € et +
☐ Petit futé	2 ans	65 €
☐ Groupés par 3 ex	1 an	100 €
☐ Groupés par 5 ex	1 an	150 €
☐ Petit budget	1 an	25 €

Suisse

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	25 FS
☐ Particulier	1 an	85 FS

Autres pays et Dom-tom

☐ Découverte 1er abonnement	6 n°	22 €
☐ Particulier	1 an	55 €
☐ Institution	1 an	100 €
☐ Soutien	1 an	60 € et +
☐ Petit futé	2 ans...........	85 €
☐ Petit budget	1 an...........	35 €

je règle un total de :

NOM ____________________

Prénom ____________________

Adresse ____________________

____

Code postal ____________________

Ville ____________________

France : Règlement à Silence, 9, rue Dumenge, 69317 Lyon cedex 04 CCP 550-39-Y Lyon

Belgique : Règlement à Brabant-Ecologie, Route de Renipont, 33, B - 1380 Ohain tél : 00 32 2 633 10 48 CCP 000-15-19-365-54

Suisse : Règlement à Contratom CP 65 - CH 1211 Genève 8 tél : (41) 22 740 46 12 CCP 17-497696-4



Livres

Ecologie et liberté, Bernard Charbonneau, précurseur de l'écologie politique

Daniel Cérézuelle, Ed. Parangon (Lyon) 2006 - 200 p. - 15€

Difficile de trouver auteur plus qualifié que Daniel Cérézuelle pour écrire un livre sur Bernard Charbonneau. Cérézuelle est un spécialiste de Charbonneau, qu'il a également bien connu. Les deux auteurs ont un point commun : la modestie. On n'épargnera tout de même pas celle de Cérézuelle en rappelant que, loin d'être un simple biographe, il est l'auteur de sa propre œuvre, sous forme de livres et d'articles, dont certains sont disponibles sur Internet. Philosophe et sociologue, il fut longtemps animateur du *Groupe du Chêne*, d'ailleurs co-fondé par Charbonneau.

Venons-en à ce dernier. Le nom de Bernard Charbonneau commence à être connu dans les milieux écologistes, sans que l'on mesure toujours son importance. Il faut dire que ses écrits ont été difficilement publiés, souvent tardivement. Plusieurs livres sont épuisés et une grande partie des manuscrits reste inédite. Ce n'est pas le moindre mérite de ce livre que de nous donner une vision d'ensemble de cette œuvre. Le premier chapitre nous livre "quelques repères biographiques", dont je tire les éléments suivants : Bernard Charbonneau a grandi après la première guerre mondiale. Il participe, avec Jacques Ellul, au mouvement personnaliste, notamment *"aux groupes organisés à partir de 1931 par Emmanuel Mounier autour de la revue Esprit"* [p. 22], dont ils se sépareront en 1937. Isolé durant la guerre, il rédige "un énorme livre" intitulé *Par la force des choses* entre 1940 et 1947. Cette "somme" est à la base de l'ensemble de son œuvre. L'œuvre en question fut très peu publiée avant les années 1970, le progrès des idées écologistes aidant. Charbonneau put donc écrire dans des revues écologistes. Il fit partie d'*Ecoropa* et fonda le *Groupe du Chêne* en 1982. Il est mort en 1996.

La réflexion de Charbonneau tourne toute entière autour de ce qu'il nomma "la Grande Mue", qui correspond à la révolution industrielle, et qui fut l'intuition que *"son siècle serait, en même temps et pour les mêmes raisons, celui du totalitarisme et du saccage de la nature"* [p. 8 et 65]. Le phénomène totalitaire est abordé par Charbonneau dans un livre écrit après-guerre, *L'Etat*, où il cherche à penser *"le risque d'une totalisation sociale à venir"*. Il convient aussi de citer *Le système et le chaos*, critique du développement exponentiel, paru en 1973. Divers livres se préoccupent plus directement d'écologie, comme *Tristes campagnes* et *Le feu vert*.

Mais il existe aussi un aspect moins connu de Charbonneau, c'est celui de la critique de la science, en lien avec son ami Jacques Ellul. Cérézuelle — et moi à sa suite — s'arrête assez longuement sur un livre, intitulé *Ultima ratio*, rédigé dans les années 1980 et publié sous le titre *Nuit et jour* regroupé avec un texte plus ancien. Ce livre, qui se propose de désacraliser la science, est un bon exemple de la façon de raisonner de Charbonneau, car il se présente sous forme de douze thèses listées ci-dessous :

1 - Toute société a pour centre sa vérité.
2 - Jusqu'à la nôtre, la vérité fut religieuse.
3 - Aujourd'hui, la vérité devient scientifique.
4 - Religieuse ou scientifique, la vérité a pour fonction d'abolir la contradiction qui travaille l'esprit humain.
5 - La science, non le scientisme, est la dernière vérité.
6 - A la fois création et négation de l'esprit, la science à elle seule tend à s'autodétruire.
7 - La vérité de la science, ignorante du sens, est celle du non-sens.
8 - Le nihil scientifique déchaîne le chaos du pouvoir pour le pouvoir, du changement pour le changement.
9 - Il n'est de sens à la vie et à l'action humaine que spirituelle.
10 - Et ce sens se cache dans l'angoisse humaine que jusqu'ici les vérités sociales n'ont cessé d'occulter.
11 - Le mal, c'est le refus de la contradiction existentielle, le bien, sa reconnaissance.
12 - L'univers de la science n'a aucun sens parce que c'est à nous de lui en donner un.

Voilà de quoi réfléchir, à travers une approche de la science peu courante mais sans doute fructueuse. Et les écrits de Charbonneau sont fréquemment de ce bois-là.

Au final, ce livre donne envie de se référer directement à l'œuvre de Charbonneau, ce qui est une bonne chose car, comme l'écrit Cérézuelle, *"La lecture de ses livres devrait apporter des repères précieux à tous ceux qui cherchent à situer le problème de la nature, et de ce que l'on appelle depuis les années soixante-dix la crise écologique, dans le contexte plus global du développement de la civilisation industrielle et de ses effets déshumanisants"*.
Jean-Marc Luquet.

LE LIVRE DU MOIS

Votre voisin n'a pas de papiers



**Paroles d'étrangers
La Fabrique Editions
2006 – 203 p. – 15€**

Cet ouvrage collectif est proposé par la Cimade. La Cimade, service œcuménique d'entraide, créée en 1939 pour venir en aide aux personnes victimes du nazisme, est aujourd'hui une des très rares associations autorisées à visiter les centres de rétention. Elle milite pour la défense des droits et le respect de la dignité des étrangers venus en France (Cimade, 176, rue de Grenelle, 75007 Paris. Tél : 01 44 18 72 63, www.cimade.org).
Dans ce livre, elle fait entendre les voix des sans-papiers et il vient à point nommé tant la législation actuelle (et à venir) devient anti-réfugié. Ces personnes, ayant souvent fui un pays en guerre ou une existence sans avenir, trouvent en lieu et place du pays rêvé des libertés une nation dure, sourde, injuste, tatillonne et fermée à leurs détresses.
A la fois forcée à être invisible et corvéable à merci, et stigmatisée voire brandie tel un épouvantail, ce qui est devenu une catégorie floue de notre population est dépossédée des droits essentiels qui font des êtres humains.
Le mérite immense de cet ouvrage est déjà de donner un espace, une attention aux sans-papiers. Les sans des Sans racontent ici ce qu'ils n'ont pu dire à l'administration indifférente et pressée, ce qui ne rentrait pas dans les formulaires ; c'est-à-dire leur vie avec leurs douleurs et leurs espoirs, encore abîmés par l'attente, le mépris des "services aux étrangers" ou bien perdus et bafoués dans l'absurdité lancinante de tout un système qui déshonore le pays des droits de l'homme.
L'ouvrage est particulièrement bien réfléchi. Il se décompose en autant de chapitres que d'écueils faits aux sans papiers. Par exemple, Les familles sous contrôle, Les preuves introuvables d'une vie en France, Malades étrangers : l'épidémie du refus, Examen de la demande d'asile : suspicion à tous les étages, ceux-ci s'ouvrent par une courte explication précise du thème par des militant-e-s de la Cimade et sont immédiatement suivis par un ou deux longs témoignages (retranscrits dans les français simples, riches et différents des interlocuteurs). Tout au long du livre et entre chaque chapitre, les citations plus ou moins ampoulées mais assurément hypocrites, racistes ou froides des politiques et des hauts fonctionnaires contrastent sourdement avec les mots francs de ces citoyens du monde.
Enfin, une série d'annexes comporte un bref état des lieux sur le droit des étrangers, son évolution, le droit d'asile, les principales dates (1945-2005) pour se finir sur un lexique. "Pour le recours, jusqu'à aujourd'hui, je n'ai pas de réponse, et maintenant ils pensent que je suis où ? Je suis où ? Ils se posent pas la question. Je peux pas continuer comme ça. Je ne suis pas une esclave ici en France, j'ai droit aussi à tout, je suis quelqu'un. Je suis pas là pour chômer, je veux apprendre, me lancer. Parce que aujourd'hui, même si la Commission des recours refuse de me donner des papiers, je serai toujours dans la rue, je serai obligée de rester parce que je peux pas rentrer chez moi. (...) Vaut mieux que je reste ici en France, mais aller mourir comme ça, dans un pays sans droit, sans la liberté !" nous dit Rosalie Masimba. MaB.